LES

PIÉMONTAIS

A ROME

LETTRES RECUEILLIES ET ÉDITÉES

PAR

M. HENRY D'IDEVILLE

MENTANA — LA PRISE DE ROME

1867 — 1870



PARIS

EMILE VATON, LIBRAIRE-ÉDITEUR

77, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 77

LES
PIÉMONTAIS
A ROME

LES

PIÉMONTAIS

A ROME

LETTRES RECUEILLIES ET ÉDITÉES

PAR

M. HENRY D'IDEVILLE

MENTANA — LA PRISE DE ROME

1867 — 1870





PARIS

EMILE VATON, LIBRAIRE-ÉDITEUR

77, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 77


BIBLIOTHECA
UNIV. JAGELL.
CRACOVIENSIS


Biblioteka Jagiellońska
1001326469

PRÉFACE

Aujourd'hui comme au jour de l'invasion des États pontificaux, la royauté piémontaise est campée à Rome, sans y être établie ou espérer de s'y établir prochainement. Placée entre deux écueils, les souvenirs chrétiens et les menaces de l'école révolutionnaire, car les idées mazziniennes forment une école plus qu'un parti, elle louvoie tristement, assise comme un voyageur qui a perdu son chemin, parmi les ruines gigantesques de deux civilisations dont l'une est restée debout. L'avenir est à peu près fermé devant elle et la cons-

cience qu'elle a de sa situation, conscience qu'elle dissimule d'ailleurs de son mieux, n'est point de nature à encourager ses efforts.

Ce volume n'est pas le tableau de l'isolement et de l'impuissance de la royauté piémontaise à Rome. Il explique l'un et peut servir à préjuger de l'autre : il n'en est pas une démonstration. On trouvera dans *les Piémontais à Rome* un exposé curieux et presque inédit de la manière dont le gouvernement italien a préparé le coup de main de 1870, et des circonstances diplomatiques au milieu desquelles s'est accomplie la spoliation du Saint-Siége. On y verra aussi ce qu'il faut penser de la spontanéité du mouvement révolutionnaire en Italie, par quels hommes et par quels moyens les ennemis du pouvoir temporel, qui sont en même temps les ennemis de la foi religieuse et des traditions de la vieille cité pontificale, on y verra aussi, disons-nous, par quels hommes et par quels moyens les ennemis du pouvoir temporel sont arrivés à

leurs fins. Un autre spectacle édifiant sera celui du rôle de la Prusse et du comte, alors baron d'Arnim, son représentant à Rome, dans les événements du mois de septembre 1870.

Il est inutile de remonter ici à l'origine des renseignements de M. d'Ideville ou d'en apprécier l'autorité. *Les Piémontais à Rome* sont le complément du *Journal d'un diplomate en Italie, notes pour servir à l'histoire du second Empire* (1). Les renseignements et les pièces contenus dans ce troisième volume ont le même caractère que les renseignements et les pièces contenus dans le *Journal d'un diplomate.* Celui-ci a ému les chancelleries européennes et entr'ouvert au public quelques pages d'un livre qui n'est pas encore écrit. *Les Piémontais à Rome* sont un chapitre nouveau ajouté à ce qui précède.

(1) 2 vol. in-18, 2e édition, librairie Hachette.

M. d'Ideville a vécu en Italie durant plusieurs années. Ses fonctions l'avaient associé aux secrets de la politique impériale. Quand les effets de cette politique n'étaient point encore de l'histoire, il eût peut-être été dangereux de la faire connaître. La discrétion des agents chargés de la représenter, était d'ailleurs un devoir professionnel. Depuis que les événements ont parlé et, sinon dit leur dernier mot, au moins jeté un jour définitif sur ce qui était naguère le secret de l'État, le silence n'est plus nécessaire, il est même indispensable de montrer clairement et de façon à ce qu'il soit impossible d'y revenir, de quel pain mangeait l'Empire en Italie. Ce que raconte M. d'Ideville ne répare rien, hâtons-nous de l'avouer, mais donne le sens et précise la portée de beaucoup de choses qu'on avait niées obstinément ou essayé d'interpréter selon les convenances des partis.

L'intervention du gouvernement français dans l'entreprise commencée en Italie sous les

auspices de M. de Cavour, n'avait besoin d'aucun supplément de lumière. La diplomatie officielle avait toujours refusé de convenir que son but secret fût la destruction du pouvoir temporel du Saint-Siége et même quelque chose de plus. Le fait est maintenant acquis. Les preuves abondent dans le *Journal d'un diplomate.* Il y en a de nouvelles dans *les Piémontais à Rome.* M. d'Ideville évite d'aborder le sujet de front; mais le voici en bref.

Le projet de détruire le Saint-Siége n'était pas un projet d'intérêt national bien ou mal entendu ; c'était un projet dynastique et le fruit d'une opinion personnelle au chef de l'État. Le premier Empire avait conçu le dessein de faire du Saint-Siége un instrument à son usage. Le maître de l'Europe pouvait croire au succès et s'en promettre de grands résultats. Le second Empire n'avait pas le droit d'avoir tant d'ambition. Il considérait néanmoins cet article du programme de 1809, comme un héritage

à revendiquer. D'autre part, Napoléon III, ex-*carbonaro*, voulait appliquer une idée de sa jeunesse de conspirateur. C'était d'une exécution difficile, mais il avait de longtemps résolu de tenter l'aventure sans bien en soupçonner le danger. Ce fut comme le mot d'ordre du règne; il n'était connu que des initiés. Afin de servir ce dessein, il s'était peu à peu formé, dans les hautes régions du pouvoir, deux écoles, ayant chacune leur plan fait en vue de résoudre, comme on disait, la question romaine. L'une, représentée en dernier lieu par le marquis de La Valette et M. Benedetti, visait à réaliser la pensée césarienne par voie d'autorité : au besoin, elle aurait consenti à l'emploi de la violence. Elle ne cachait point son but : il s'agissait de disloquer le catholicisme afin d'y substituer partout des églises nationales et de faire ainsi tomber indirectement le pouvoir spirituel sous l'influence immédiate du pouvoir civil. L'autre école, plus discrète, plus expérimentée, ayant appris à connaître les difficultés,

d'une tâche dans laquelle avait succombé la révolution française, mais sans différer au fond de la première, désirait mettre des tempéraments dans la guerre poursuivie contre le Saint-Siége et l'unité de l'Église. Provisoirement, elle se fût contentée de tenir le Saint-Siége dans une dépendance étroite, et de laisser au temps le soin de provoquer une solution.

Entre ces deux écoles, le maître hésitait par irrésolution naturelle ou paresse d'esprit, penchait d'un côté, puis de l'autre, suivant les circonstances, ayant en réalité un avis conforme à celui de l'école représentée par MM. de La Valette et Benedetti, mais n'envisageant pas sans appréhension la tempête qui surgirait de l'événement et en définitive attendant que l'occasion le déterminât à agir.

Depuis 1859, où fut joué le premier acte de cette tragédie, on procédait avec une sage lenteur; un jour on faisait deux pas en avant, le lendemain un pas en arrière. Le gouvernement italien poussait en avant de concert avec la

presse radicale de France. Les hommes d'État de l'Empire résistaient, quelquefois avec les tons brusques de la colère, et finissaient toujours par se laisser dire. En 1860, on avait conseillé de *faire vite*. En 1867, il est possible que si l'on avait fait vite, on aurait réussi ; mais Cavour était mort et on craignit d'oser trop ; quand on s'y décida, il n'était plus temps. La guerre engagée en 1870 entre la France et l'Allemagne ne pouvait manquer de précipiter la crise. Le gouvernement impérial était résigné à laisser faire ; on avait obtenu, paraît-il, l'acquiescement tacite de l'Autriche. On avait pris des engagements en échange ; mais la défaite de nos armées et l'effondrement de l'édifice impérial dispensèrent de les tenir.

Les lettres et documents du correspondant de M. d'Ideville, permettent d'entrevoir tout le détail de cette mise en scène. On ne voit point les acteurs, on n'a point assisté à leurs conciliabules, on n'a point lu les conventions

verbales ou écrites, sorties de leurs délibérations, mais on les devine au premier coup d'œil. Le manque d'instructions de nos agents diplomatiques en Italie, leur attitude équivoque, les allures décidées du gouvernement italien, tout cela est gros de révélations. Il est évident que l'Italie guettait sa proie, qu'on la lui avait promise, qu'on Désirait d'ailleurs avoir la main forcée. Ce que l'Empire avait promis, le gouvernement de la Défense nationale l'accorda aussi. L'avocat Senard, au nom de la délégation de Tours, écrivit au roi Victor-Emmanuel — on lira sa lettre au cours de ce volume, — que la France était enchantée des événements du 20 septembre. Le soufflet qu'elle avait reçu et qu'elle a toujours sur la joue, était un lien d'amitié de plus entre les deux pays. Et la convention du 15 septembre 1864? Qu'importait à l'avocat Senard? Lui et la convention du 15 septembre n'avaient rien à faire ensemble. On n'en admire pas moins l'aplomb avec lequel il parle au nom de la

France que ni lui, ni ceux qui l'envoyaient n'avaient pris la peine de consulter.

Peut-être nous souviendrons nous-dans quelques années qu'il y a un soufflet sur notre joue. En attendant, gardons-le et tâchons de faire en sorte qu'il nous cuise longtemps. Notre amour-propre seul en a souffert, la France n'en a pas souffert autrement. Engagée comme elle était, la question romaine était une épine qu'elle avait au pied. Elle ne l'a plus : le gouvernement italien consent à assumer la responsabilité de la question romaine. Qu'il s'en tire comme il pourra. Ce n'est pas une affaire qu'on puisse régler en quelques mois. Elle est de celles qui ne vieillissent pas, que le temps ne réussit pas à prescrire, qui peut attendre un siècle s'il est nécessaire. Qu'elle mijote donc à son aise. M. d'Ideville est de cet avis : il raconte ce qui s'est passé, ne professe pas d'opinion sur l'avenir, évite de formuler un conseil, n'en prévoit pas. Il a des vues sur la royauté piémontaise, sur l'Italie future. Quant à la ques-

tion romaine, il la considère en silence, en spectateur intéressé si l'on veut et pourtant muet. Il sait d'instinct qu'il y a des choses qu'il serait inopportun de remuer en ce moment, qu'on a le devoir d'abandonner à elles-mêmes. C'est une manière de voir que tout le monde ou à peu près partage en France — nous parlons de ceux qui sont compétents dans cette affaire — et qui a prévalu dans nos relations extérieures. Elle n'implique ni désintéressement ni impuissance de notre part : elle signifie qu'il est bon de laisser le soin de s'en tirer à ceux qui, de gaieté de cœur, se sont mis la question romaine sur les bras.

L. DEROME.

Paris, 15 Janvier 1874.

PREMIÈRE PARTIE

MENTANA

INTRODUCTION

Boulogne-sur-Seine, 20 décembre 1872.

Lorsque je quittai Rome dans les premiers mois de l'année 1866, les rapports entre notre ambassadeur, M. de Sartiges, et le premier secrétaire de l'ambassade étaient assez tendus. Mon brave collègue et ami, E. Armand, avait, il est vrai, autant d'indépendance que d'élévation dans le caractère. Très-intelligent, esprit droit, sincère, profondément honnête, il comprenait fort peu les compromis et les singulières finesses diplomatiques de notre chef. Aussi ces deux messieurs n'étaient-ils pas souvent d'accord sur certaines questions.

Afin de conserver d'excellentes relations avec l'ambassadeur, Armand avait pris le meilleur parti, celui de se rencontrer avec Son Excellence

le plus rarement possible. Lorsque M. de Sartiges était à son poste, le premier secrétaire demandait un congé et venait en France; aussitôt que l'ambassadeur manifestait l'intention d'aller à Paris, Armand revenait à Rome pour remplacer M. de Sartiges en qualité de chargé d'affaires.

En quittant Rome, j'y avais laissé de nombreux amis ; à peine arrivé en France, j'avoue que la politique que notre gouvernement allait suivre en Italie me causait de vives préoccupations ; tout ce qui concernait les hommes et les choses de ce pays, que je venais d'habiter pendant six ans, m'intéressait au plus haut degré.

Mes amis me tinrent au courant des événements ; mais, dans chacune de leurs lettres, je voyais percer leur appréhension à mesure que nous approchions du terme de la Convention de Septembre.

A la fin de 1866, M. Drouyn de Lhuys avait quitté le ministère des Affaires étrangères, laissant le portefeuille au marquis de Moustier. Ce dernier, dont la faiblesse ne portait ombrage à personne, avait été placé évidemment au quai d'Orsay en prévision d'une échéance qui, dans l'esprit de certains hommes, devait être fatale à la Papauté. M. Drouyn de Lhuys s'était empressé de quitter les affaires dans ce moment critique, assez satis-

fait de pouvoir, à l'exemple de Ponce-Pilate, se laver les mains du sang juste qu'on allait verser. M. Drouyn de Lhuys, homme intègre, rempli d'ailleurs d'excellentes intentions, m'a toujours semblé, dans sa vie politique, avoir pris pour modèle le fonctionnaire romain que je viens de citer.

Bien que les graves événements qui eurent lieu dans l'automne de 1867 ne se soient point passés sous mes yeux, je crois d'autant plus nécessaire et intéressant d'en parler, que ces événements sont fort peu connus, car jusqu'à cette heure la vérité n'a jamais été dite.

Un de mes amis, qu'il est inutile de nommer, m'écrivait alors de Rome des lettres fort curieuses, que j'ai conservées précieusement. Elles sont écrites avec une grande franchise. On y sent à chaque page la chaleur et l'indignation d'un homme de cœur dévoué à la religion et à son pays, connaissant admirablement les Italiens, et parfaitement placé pour apprécier ces graves événements dans toutes leurs conséquences. Soit calcul, soit effet du hasard, l'ambassadeur était absent au mois d'octobre 1867, et M. Armand gérait seul l'ambassade de France. Ce fut un grand bonheur, de l'aveu de tous : la présence à l'ambassade d'un homme de cœur énergique et résolu à sacrifier sa

situation plutôt que de transiger avec sa conscience, empêcha Rome d'être livrée aux Garibaldiens. Notre jeune chargé d'affaires évita ainsi à la France et au gouvernement impérial la honte d'abandonner une juste cause et de se faire les complices d'une poignée de révolutionnaires. Le parti italianissime, MM. Nigra, Benedetti, La Valette et le prince Napoléon, attendaient avec impatience la fin d'une crise qui allait couronner leurs espérances. L'énergie et l'honnêteté d'un simple secrétaire d'ambassade allaient déjouer tous leurs plans.

H. I.

CHAPITRE PREMIER.

Le 28 septembre, les premières bandes garibaldiennes envahissent le territoire romain. — Escarmouches. — Situation à Rome. — Attitude cynique du gouvernement italien. — Menotti Garibaldi à Nerola. — Charette à Tivoli. — La Marmora, commandant en chef des troupes italiennes, échelonnées sur la frontière des États pontificaux. — Combat de Subiaco. — La Villestreux à Florence. — Mgr de Mérode. — Affaire de Monte-Libretti. — Dévouement des populations du patrimoine de Saint-Pierre au Saint-Siége. — Anecdote relative au siége de Capoue en 1860.

Rome, le 10 octobre 1867.

Je reçois, mon cher d'Ideville, votre bonne et longue lettre, et je partage toutes vos inquiétudes à l'endroit de notre chère Rome et de la Papauté. Vous me demandez de vous renseigner jour par jour sur les faits politiques et militaires qui vont se dérouler sous mes yeux; je le ferai d'autant plus volontiers que l'agence

Stefani et vos journaux officieux à la solde de la Révolution vous donneront des nouvelles fabriquées dans les bureaux du ministère à Florence, tandis que mes lettres auront au moins le mérite de vous faire connaître la vérité.

Les premières bandes de Garibaldiens ont envahi le territoire pontifical le 28 septembre, et au moment de l'arrestation de Garibaldi à Asinalunga, il n'y avait pas cinq cents Garibaldiens sur notre frontière ; mais depuis lors, les comités d'insurrection travaillent activement à lever des recrues, le parti d'action s'agite dans toute l'Italie, et tous les affiliés des sociétés secrètes ont reçu des lettres les invitant à marcher sous peine du poignard. Un maître maçon qui travaille chez moi me disait hier que quatre de ses hommes sont partis les 2 et 3 octobre, sans même attendre la paye de leur semaine de travail. Cet appel a porté les forces garibaldiennes au chiffre de quinze cents à deux mille hommes, qui se sont formés en bandes de cent à cent cinquante hommes et sont entrés dans

la province de Viterbe, par Orvieto, et dans la Sabine, par Rieti ; une de ces bandes est entrée à Acquapendente, petite ville de trois mille âmes, gardée par trente gendarmes pontificaux. Ces braves gens, voyant qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour repousser une attaque, se sont barricadés dans leur caserne, après avoir fait avertir par l'un d'eux la garnison de Viterbe. Les Garibaldiens ont commencé par enlever la caisse municipale d'Acquapendente, et lorsqu'ils ont vu arriver de loin la troupe envoyée de Viterbe, ils se sont retirés, laissant aux mains des pontificaux quelques traînards qui ont été faits prisonniers. Cette bande, réunie à d'autres, s'est emparée de Bagnorea, autre petite ville de la province de Viterbe, située au sommet d'une montagne et d'un accès difficile. Les Garibaldiens étaient de cinq à sept cents hommes à Bagnorea, et il est probable qu'ils comptaient établir là le centre de leur invasion, ayant la facilité de se défendre et de se retrancher dans un ancien château et dans

les couvents dominant la ville. Bagnorea est en outre, comme beaucoup de petites villes italiennes, entourée d'anciens murs à moitié détruits par le temps, mais derrière lesquels on peut se barricader.

Les troupes pontificales vinrent faire une reconnaissance devant Bagnorea, et voyant que la position serait difficile à enlever, on demanda du renfort à Rome, et surtout de l'artillerie. Ceci se passait le 3 octobre; le 5, les troupes pontificales étaient devant Bagnorea, et, en deux heures, les Garibaldiens furent délogés.

On a fait cent dix prisonniers et tué ou blessé soixante-dix hommes; les pontificaux ont perdu quatre hommes, et un lieutenant des zouaves a été blessé au bras. Le même jour, des bandes de la Sabine ont désarmé de petits postes de gendarmes ; mais elles ont été poursuivies par les zouaves et mises en déroute de tous les côtés. Dimanche et lundi, les Garibaldiens sont venus sur les hauteurs entre Monte-Rotondo et Palombrera; Menotti Garibaldi les commandait:

deux compagnies de zouaves et une de la légion romaine les ont poursuivis; Menotti a failli être pris, et on m'a assuré qu'on avait enlevé aux Garibaldiens le drapeau donné à leur général par les dames de Brescia. Depuis mardi, je n'entends parler d'aucun autre combat. Il fait un temps affreux; les montagnes sont couvertes de neige, et j'espère que le froid, la neige et les baïonnettes des pontificaux vont calmer l'ardeur des Garibaldiens.

Voilà pour la campagne; quant aux villes, elles jouissent de la tranquillité la plus complète; le choléra a disparu de Rome; beaucoup de fuyards commencent à y rentrer, et tout le monde veut se rattraper pendant le mois d'octobre des privations imposées par l'épidémie. Dimanche dernier, 6 octobre, la journée était splendide; toute la Rome élégante, *codina* et libérale, était en voiture au Corso et au Pincio; le peuple encombrait les cabarets de Ponte-Molle et de la Porta-Pia; personne n'a l'air de vouloir s'insurger; je trouve même les

officiers de zouaves trop confiants. On les rencontre partout, au Corso, au café, au restaurant, en bourgeois, sans aucun déploiement militaire. Je trouve que, dans les circonstances actuelles, un bon sabre à leur côté vaudrait mieux que l'élégante badine du cocodès. Enfin, cher ami, Rome est ce que vous l'avez toujours vue. Je remarque cependant, au Corso, quelques mauvaises figures, et mon ami X...., qui est un *liberalone*, m'a assuré qu'il était entré dans la ville trois à quatre cents Garibaldiens, et qu'ils attendent, pour commencer l'émeute, que le gouvernement ait dégarni la ville de troupes en les envoyant poursuivre les bandes des provinces. « C'est bien possible, ai-je dit à mon ami X..., mais, ce jour-là, tous les Romains libéraux se barricaderont chez eux, et les quatre cents Garibaldiens se trouveront seuls, en face des gendarmes, qui en auront bon marché. Je sais de bonne source que Velletri, Frosinone et Viterbe jouissent de la même tranquillité que Rome, et tenez pour

certain que la révolution n'est pas dans les États de l'Eglise, et qu'elle ne pourra triompher à Rome que par l'importation italienne.

On citait toujours Viterbe comme la ville révolutionnaire par excellence ; eh bien! pendant que sa garnison reprenait Acquapendente, elle est restée quarante-huit heures sous la garde de soixante gendarmes sans donner le moindre signe de révolte.

Quant au gouvernement italien, il semble se reposer sur ses lauriers d'Asinalunga, et tout en criant bien haut qu'il veut réprimer la révolution, il ferme les yeux sur les concentrations des Garibaldiens, qui se forment sur les places publiques de Terni et de Rieti. J'ai été témoin de vraies comédies : le sous-préfet X... faisait arrêter des Garibaldiens venant de Florence et se rendant à Terni, puis il les relâchait en leur faisant donner *leur parole d'honneur* de rentrer chez eux ; le lendemain, le pauvre sous-préfet m'avouait ingénument que les Garibaldiens l'avaient trompé et avaient

pris un train dans la direction de Rome. Le ministère accumule ses forces sur la frontière. Pourquoi ? Tout haut, les autorités italiennes affirment que c'est afin d'empêcher de nouvelles bandes d'envahir le territoire du Pape, et, tout bas, on raconte que c'est pour s'emparer, avant Garibaldi, des provinces *que le Pape ne sait pas défendre contre ses sujets insurgés*. Là-dessus, vous devez en savoir plus long que nous, car je suis persuadé qu'il ne sera rien fait sans le consentement de Paris; mais, hélas! que peut-on attendre du marquis de La Valette! Nous avons un temps horrible, une pluie battante toute la journée ; c'est fort désagréable pour les honnêtes gens, mais je m'en console en songeant que les Garibaldiens tiendront difficilement la campagne.

Rome, 11 octobre 1867.

Je viens de passer la journée à Terni ; j'ai voulu me rendre compte par moi-même des

enrôlements garibaldiens. C'est à ne pas y croire; le recrutement se fait en pleine place publique, sous les yeux de la police italienne et des officiers de la garnison; la seule précaution que prennent les volontaires, c'est, une fois organisés en compagnies, de quitter Terni pendant la nuit; quatre cents sont déjà partis rejoindre Menotti Garibaldi, et, cette nuit, il doit en partir deux cents autres. Cela se passe, du reste, en famille avec la garnison; les volontaires avertissent les officiers de la route qu'ils comptent suivre, et ces messieurs ont soin d'envoyer les patrouilles de cavalerie sur un autre point. Et dire, mon pauvre ami, que, dans quinze jours, lorsque le Saint-Père sera chassé de sa ville de Rome, il se trouvera en France des sénateurs, des députés, des journalistes, prêts à tromper le pays, et à lui persuader que le gouvernement italien a fait loyalement son devoir, et que le pouvoir temporel est tombé devant la haine de ses sujets!!! Ce qui a retardé le mouvement jusqu'ici, c'est,

m'a-t-on dit, le manque d'armes ; mais il paraît qu'il en est arrivé des caisses de la Romagne et que tout va marcher rapidement. A la station d'Orte, j'ai interrogé les gendarmes pontificaux; ils m'ont assuré que la province de Viterbe était parfaitement tranquille et qu'il n'y avait plus aucune bande de Garibaldiens ; tout le mouvement s'est transporté dans la Sabine.

Menotti Garibaldi est enfermé avec neuf cents hommes dans Nerola, petite ville des États du Pape, à cheval sur la frontière ; Charette, qui était parti de Rome avec deux ou trois compagnies de ses zouaves pour le poursuivre, n'a pu avoir un engagement sérieux. Il est évident que Menotti Garibaldi, ne se sentant pas en force, attend des renforts en hommes et en munitions avant d'attaquer. On dit ce soir dans la ville que les Garibaldiens sont entrés à Subiaco ; Charette est à Tivoli avec sept ou huit cents hommes, et on pense que demain il y aura du nouveau; le bruit court également qu'une batterie d'artillerie italienne a *déserté*

et est passée au service des Garibaldiens, qui manquaient de canons.

Dans la nuit du 9 au 10 octobre, il est parti de Naples, par le train de nuit, deux cent cinquante Garibaldiens ; vous voyez que les bandes vont entrer de tous les côtés ; et si ce mouvement n'est pas arrêté, le gouvernement du Saint-Père, d'ici à quelques jours, devra abandonner les provinces pour concentrer ses troupes à Rome. J'étais inquiet ce matin, j'ai été faire une visite au ministre des armes. Toutes les villes sont parfaitement tranquilles, Rome en tête, mais nous nous attendons à tout, m'a dit le général Kanzler, depuis que nous avons la preuve de la connivence du gouvernement italien avec les Garibaldiens. La *Gazetta d'Italia* annonce la nomination de La Marmora comme commandant en chef des troupes italiennes massées sur la frontière ; on considère ici cette nomination, si elle a lieu, comme l'indice certain de l'occupation des provinces par l'armée italienne. Dans ce cas, le Pape quittera

Rome ; on fait, au Vatican, des préparatifs de départ, et quelqu'un de la cour, qui se trouvait chez Kanzler, m'a assuré qu'aussitôt les troupes italiennes entrées sur le patrimoine de Saint-Pierre, le Pape se réfugierait à Malte ou en Bavière, après avoir lancé à l'Europe un *memorandum* déjà tout préparé.

Rome, 12 octobre 1867.

Les nouvelles politiques sont à peu près les mêmes qu'hier. Je sors du ministère des armes ; c'est là que nous allons aux nouvelles ; le général Kanzler m'a fait lire une dépêche qu'il venait de recevoir de Subiaco ; en voici le résumé : La petite garnison de Subiaco, composée de cinquante zouaves, avait quitté la ville pour aller à Cervara chasser une colonne de Garibaldiens qui était entrée dans ce village ; pendant ce temps, la même bande de Garibal-

diens quittait Cervara et entrait par une autre route à Subiaco. Cette bande, composée de cent cinquante à deux cents hommes, a fait là comme partout où entrent les volontaires ; elle a proclamé un gouvernement provisoire sous la dictature de Garibaldi, elle a fait prisonnier l'évêque et renversé les armes du Pape. A leur retour de Cervara, les zouaves, trouvant la ville occupée, se sont mis en devoir d'en chasser les Garibaldiens, ce qui a eu lieu après un combat assez vif, dans lequel les ennemis ont perdu cinq hommes et laissé quinze prisonniers ; les zouaves ont eu quatre blessés, dont le lieutenant très-grièvement.

A Nerola, rien de nouveau. Menotti y est toujours, dit-on. Ce gros village se trouve à cheval sur la frontière, et il semble que Menotti l'ait choisi comme point de concentration des bandes destinées à marcher sur Rome. A Frosinone et à Velletri, calme plat.

Rome, 13 octobre 1867.

La situation politique n'a pas changé depuis hier, il n'y a eu aucun combat entre les Garibaldiens et les troupes pontificales; la ville de Rome est plus calme que jamais; il fait un temps splendide, et tout le monde est au Corso et au Pincio. On est cependant très-inquiet dans les hautes sphères gouvernementales, et on a la conviction que la semaine en se passera pas sans que les troupes italiennes aient envahi les provinces. Un diplomate, avec qui j'ai fait mon *Pincio*, me disait qu'il était déjà arrêté dans les conseils du gouvernement italien de s'emparer quand même de la province de Viterbe, et que pour Velletri et Frosinone, l'affaire était confiée à l'habileté de M. Nigra, qui n'avait pas encore pu obtenir de l'Empereur la permission d'entrer dans ces deux provinces. Quant à Rome, il n'en serait pas

question pour le moment, et on consentirait à laisser au Pape Rome et Civita-Vecchia.

Nous devons donc nous attendre d'ici à quelque temps à lire et à entendre de bons et gros mensonges ; car enfin, je me demande sur quoi notre gouvernement peut s'appuyer pour laisser agir ainsi les Italiens ; les populations ne s'insurgent pas, les troupes pontificales font partout leur devoir d'une manière admirable, et les bandes de brigands qui envahissent le territoire du Pape sont partout repoussées. Je ne saurais trop vous dire combien est digne de tout éloge la conduite de notre ami Armand. Il écrit à son gouvernement la vérité et rien que la vérité. Jugez si le marquis de La Valette est dans l'embarras, et quand à Paris ils auront fait le mauvais coup de laisser voler au pape deux ou trois provinces, ils ne pourront pas montrer une seule lettre de leur chargé d'affaires à Rome parlant du désir des populations d'être annexées au royaume d'Italie. On dit que La Villestreux est également

très-net à Florence; c'est la Providence qui permet que le ministère La Valette soit représenté à Florence et à Rome par de braves gens qui font leur devoir, et sauvent peut-être la papauté. J'ai vu hier M[gr] de Mérode; il est pour une politique assez tranchée et assez expéditive vis-à-vis du gouvernement de Florence et des Garibaldiens. — « Je voudrais, me disait-il, que le cardinal Antonelli envoyât à Terni (résidence du général commandant en chef les troupes destinées à protéger l'État pontifical) un officier d'état-major porteur d'une lettre pour le général en chef des troupes italiennes. Dans cette lettre, le cardinal ferait connaître que des bandes d'hommes armés se sont jetées sur certains villages de la frontière, ont pillé les caisses municipales, dévasté des couvents, et qu'après une lutte avec les troupes du Saint-Père, plusieurs de ces malandrins ont été faits prisonniers. Le cardinal ajouterait qu'avant de décider sur leur sort, il désire savoir si le gouvernement italien les réclame

comme des soldats ou des volontaires, armés par lui ou avec son consentement; dans ce cas, il y aurait donc déclaration de guerre entre les deux Etats; dans le cas où le gouvernement italien déclarerait qu'il ne reconnaît pas les prisonniers, ce sont de vulgaires brigands, et le gouvernement pontifical va les faire fusiller, à l'exemple de ce que fait le général Cialdini dans le royaume de Naples. « Vous verriez, disait Mgr de Mérode, qu'après que nous en aurions fusillé une dizaine, les bandes disparaîtraient comme par enchantement.» Il y a du bon dans cette politique, et ne trouvez-vous pas que pour un Belge, notre cher prélat est assez machiavélique! Vous ai-je dit que La Guiche s'est couvert de gloire à Bagnorea?

Rome, 14 octobre 1867.

Hier, 13 octobre, les zouaves, au nombre de quatre-vingts, commandés par deux officiers

français, **MM.** Guillemin et de Quélen, ont attaqué les Garibaldiens retirés dans une forte position à Monte-Libretti. Le combat a été acharné, M. Guillemin a été tué, M. de Quélen est gravement blessé, ainsi que dix zouaves. Les Garibaldiens étaient au nombre de six à huit cents hommes, leur chef a été tué et les zouaves ont fait quinze prisonniers, en se retirant en bon ordre devant une force aussi nombreuse. Voilà le premier échec qu'éprouvent les troupes pontificales; je prononce le mot d'*échec* parce qu'elles n'ont pas pu entrer à Monte-Libretti; mais aussi on n'attaque pas huit cents hommes retranchés derrière des murs avec quatre-vingts soldats; le pauvre M. Guillemin a été bien imprudent, aussi l'a-t-il payé de sa vie.

A l'instant, le gouvernement vient de recevoir une dépêche lui annonçant que les Garibaldiens ont abandonné Monte-Libretti sans tambours ni trompettes, et se sont réunis aux bandes qui occupent Nerola. On pense qu'ils

en ont assez de l'assaut d'hier, et dans la crainte de voir revenir les pontificaux en plus grand nombre, ils auront préféré la forte position de Nérola; la dépêche que je viens de lire parle de trente cadavres des leurs, que les Garibaldiens auraient laissés à Monte-Libretti.

Voici maintenant une nouvelle plus importante. Quelqu'un qui se dit bien informé m'annonce que le chargé d'affaires de Prusse a remis aujourd'hui au Saint-Père la copie de la nouvelle Convention signée entre la France et l'Italie. Par cette convention, il serait établi que le gouvernement temporel du Pape est maintenu dans toutes les provinces actuelles du patrimoine de Saint-Pierre ; mais que ces provinces seront gardées par les troupes italiennes, et que Rome et Civita-Vecchia seraient occupées par une garnison mixte, moitié française et moitié italienne. Une autre personne, naturellement tout aussi bien informée que la précédente, m'affirme qu'au Vatican on est beaucoup plus calme depuis hier; on aurait,

paraît-il, reçu de bonnes nouvelles de Paris. Je vous raconte, comme vous le voyez, tout les cancans, mais au fond je crois qu'on ne sait rien de positif sur les intentions de Paris. N..., qui arrive de Naples, me raconte qu'il a vu hier, campé au milieu de la campagne, de cinq cents à huit cents Garibaldiens, prêts à envahir le territoire Pontifical, et, attendant là des armes, des munitions et surtout des vivres.

Vous voyez la bonne foi des autorités italiennes, qui laissent des armées se former sous leurs yeux; il faut qu'on sache en France la vérité sur ce gouvernement.

On m'annonce que les Garibaldiens ont occupé Falvaterra, petit village de la frontière napolitaine, et on craint au ministère des armes une occupation de la gare de Ceprano (gare de la frontière napolitaine), qui n'est défendue que par soixante gendarmes et douaniers. Un fait très-remarquable et qui doit être signalé, c'est la formation de *squadriglie* (gardes nationaux), dans les villages

pontificaux. Les paysans ont été tellement molestés par le passage des Garibaldiens, qu'ils ont demandé au gouvernement, et en ont obtenu l'autorisation, de s'armer et de se défendre eux-mêmes contre les bandes de pillards.

Comme toutes ces nouvelles, qu'Armand donne très-exactement, doivent être mal reçues au quai d'Orsay ! ! Pas la plus petite insurrection, et des populations qui s'arment pour chasser les révolutionnaires ; cela ne s'était jamais vu. Ah ! c'est qu'aussi les habitants du patrimoine de Saint-Pierre et des provinces laissées au Pape ont appris par leurs voisins ce que la Révolution apporte avec elle d'impôts et de déboires ; et puis l'armée pontificale n'est pas aussi facile à acheter que l'armée napolitaine, et quand nos troupiers font feu, c'est avec de la poudre et des balles. J'étais à Naples en 1860, au moment du fameux siége de Capoue ; M. de Cavour avait fait acheter le commandant de cette place, de sorte qu'on tirait à blanc toute la journée sur les héros

de Marsala, qui, entre le déjeuner et le dîner, venaient de Naples par trains spéciaux figurer devant les murs de Capoue; une nuit, un des frères du roi (le comte de Trani, je crois), fut averti de la trahison, et il fit charger les canons de la forteresse avec de vrais boulets.

A l'aube, le premier train venait de débarquer l'armée garibaldienne, un peu fatiguée des orgies de la nuit, mais pleine d'ardeur pour le combat simulé, lorsque l'élan patriotique de ces braves fut arrêté net par une bordée de boulets de canon, qui vinrent faucher leurs rangs : « *Tradimento, tradimento, siamo traditi!* » s'écrièrent nos Garibaldiens, qui n'avaient pas été avertis du changement de décors; ils s'enfuirent alors à toutes jambes, poursuivis par la cavalerie royale, et ils courraient encore si des soldats de la marine anglaise, débarqués *par hasard*, n'avaient pas protégé leur fuite et repoussé l'escadron de cavalerie dans les murs de Capoue.

CHAPTIRE II.

Le roi de Naples au Vatican. — Les troupes italiennes et garibaldiennes fraternisent. — Inquiétude à la cour pontificale. — Nouvelles rassurantes de Paris. — Les troupes italiennes se concentrent. — Les garibaldiens font des progrès. — Reprise de Nerola par Charette, qui a un cheval tué sous lui. — L'unité italienne et le parti révolutionnaire. — La confédération italienne. — Le danger de l'unité italienne est d'être une œuvre révolutionnaire. — La tradition du respect, éteinte en France, subsiste en Italie.

Rome, 15 octobre 1867.

J'apprends que les lettres de Rome n'arrivent plus en France, ou du moins subissent des retards considérables. L'affaire de Monte-Libretti a été très-chaude ; je sors du ministère des armes, et j'ai des renseignements exacts de la bouche du ministre lui-même. Une colonne de quatre-vingts zouaves et de dix gendarmes

était partie dimanche, à 2 heures du soir, de Monte-Rotondo, à destination de Monte-Libretti, où elle devait passer la nuit et observer de là le mouvement des Garibaldiens, qu'on croyait tous à Nerola. Cette colonne arriva vers 5 heures devant Monte-Libretti, et fut reçue à coups de fusil par les Garibaldiens, qui s'y étaient installés dans la journée. Le lieutenant, qui commandait ces quatre-vingt-dix hommes, au lieu de se replier, attaqua bravement la position : le combat a duré une heure, les zouaves ont fait des prodiges de valeur, le chef des Garibaldiens a été tué, et on parle de cent cadavres trouvés hier. Les zouaves ont perdu cinq hommes et leurs deux officiers (M. de Quélen est mort) ; ils ont en outre quinze blessés, et les blessures sont très-graves ; on se battait à brûle-pourpoint ; toutes les bourres de fusil sont entrées dans les chairs. Le combat a fini à la nuit, et les zouaves sont restés en position devant Monte-Libretti, sans que les Garibaldiens aient osé les attaquer. Les Comités d'action

envoient des ordres impératifs à leurs affiliés de Rome, pour obtenir un mouvement insurrectionnel dans la ville; il est question de mettre Rome en état de siége; ce serait une sage mesure. Le roi de Naples est allé voir hier le Saint-Père; on dit que le Pape l'a engagé à rester à Rome, lui assurant qu'il n'y avait encore pour eux aucun danger. Cette confiance du Pape confirmerait le bruit qui circule dans les chancelleries. On parle d'une dépêche adressée par le gouvernement français au cabinet italien, le priant de faire cesser toute cette agitation et le menaçant d'une nouvelle intervention. Je ne nie pas l'existence de cette lettre, mais je doute que le gouvernement de Victor-Emmanuel ait le désir et la force d'arrêter ce mouvement. Les troupes royales sont débordées; elles font cause commune avec les Garibaldiens, et si les Français n'arrivent pas, la Papauté est renversée et la monarchie de Savoie bien menacée. Je quitte le ministre du Brésil, qui est arrivé ce matin de Florence; il

m'a raconté qu'hier soir, au départ du train pour Rome, la gare de Florence était envahie par les Garibaldiens. Il y en avait un millier sur la petite place devant le bâtiment de la Station ; deux ou trois chefs prenaient les billets et les distribuaient aux hommes. Tout ce monde-là m'a dit : Figueïredo est descendu à Terni et à Narni. M. Ratazzi continuera-t-il à nier qu'il est d'accord avec les Garibaldiens ? Du côté de Naples, les Garibaldiens ont abandonné Falvaterra, et se sont réfugiés à Castro, autre village de la frontière ; on a envoyé pour les déloger une compagnie de la légion romaine ; c'est encore une imprudence. Castro est d'un accès très-difficile, et si les Garibaldiens sont nombreux, les Français auront fort à faire ; il est vrai que ce sont des Français contre des Napolitains. Le beau temps continue.

Rome, le 16 octobre 1867.

Hier, une bande de deux cents Garibaldiens est entrée à Vallecorsa, gros village de la frontière napolitaine : les douze gendarmes pontificaux qui s'y trouvaient se sont barricadés dans leur caserne et ont tenu les Garibaldiens en échec jusqu'à l'arrivée d'une compagnie de la légion et d'une compagnie de chasseurs. A cette vue, les Garibaldiens ont décampé, laissant trente-cinq prisonniers et quatre morts. Deux gendarmes pontificaux ont été tués ; ces braves gendarmes sont admirables, ils tiennent au feu comme de vieux guerriers, supportent des fatigues incroyables et sont d'un dévouement à toute épreuve ; ils valent nos gendarmes français. Je viens de rencontrer Charette, qui arrivait de Monte-Rotondo, il m'a communiqué une lettre que Menotti Garibaldi lui a écrite en lui envoyant la montre et l'uniforme de M. Guille-

min tué à Monte-Libretti. Charette partait pour Frascati et Tivoli escorté par M. du Puget ; il s'expose beaucoup trop. Les Garibaldiens sont toujours à Nerola, San-Lorenzo, etc., c'est-à-dire dans les villages à cheval sur la frontière. Aucun cancan politique.

Rome, 17 octobre 1867.

La situation devient tendue ; je viens de la gare, on dit que les rails ont été enlevés cette nuit du côté de Correse, les fils du télégraphe sont coupés ; les Garibaldiens prennent évidemment des mesures de précaution, dans la prévision d'une attaque. Menotti Garibaldi est établi fortement avec quatre mille hommes dans un camp retranché, situé entre Nerola et Monte-Libretti. Il sera attaqué demain matin par deux mille Pontificaux, commandés par Charette ; nous comptons sur un grand succès, et j'avoue que nous sommes un peu agités,

car si les Pontificaux ont le dessus, le découragement va gagner les Garibaldiens, qui commencent déjà à en avoir assez. Si, au contraire, nos hommes avaient le dessous, les Garibaldiens marcheraient sur Rome, et nous serions dans une grande anxiété. Le gouvernement est calme; on regarde beaucoup si on ne voit rien venir du côté de Paris; on ne peut pas admettre que l'Empereur laisse violer la Convention de septembre, sans en demander raison au gouvernement italien, complice de tous ces troubles. Le bruit court que Garibaldi s'est échappé de Caprera; si cette nouvelle se confirme, c'est que Nigra a réussi dans les négociations et que le Pape est sacrifié.

10 heures du soir.

Je reçois deux mots d'Armand, qui m'annonce qu'il a des nouvelles *très-rassurantes*, et que demain nous pourrons être fiers d'être Français. La flotte française doit être partie

de Toulon avec des troupes de débarquement. Le pauvre Armand était bien découragé aujourd'hui ; je l'avais quitté vers cinq heures, et il voulait envoyer sa démission, ne pouvant pas associer son nom à l'infâme comédie que semblait jouer le ministre.

Rome, 18 octobre.

Je viens de voir Armand, qui arrive du Vatican, où il est allé communiquer au Pape une dépêche qu'il a reçue hier soir de Saint-Cloud ; il ne m'a pas lu cette dépêche, mais il est complétement rassuré et prétend que tout est fini. Je ne suis pas aussi confiant que lui ; je crois que l'Italie va jouer son va-tout, et nous allons voir le gouvernement marcher carrément avec les Garibaldiens, et venir attaquer Rome. Je vous annonçais hier qu'on prévoyait un combat pour aujourd'hui ; on prétend que les Pontificaux arrivés devant

Nerola ont trouvé les Garibaldiens de l'autre côté de la frontière, leur faisant sur le bout du nez le geste que vous savez. Je ne confie pas ma lettre à la poste, on affirme que le gouvernement italien ne laisse plus passer les lettres pour la France ; j'attendrai un bateau et une valise de l'ambassade.

19 octobre, midi.

Les nouvelles sont graves ; les troupes italiennes se concentrent aux frontières. Il arrive de nombreux bataillons à Isoletta (frontière napolitaine) et à Orbitello (frontière toscane). On craint que les Italiens soient à Rome avant que les Français aient eu le temps d'arriver à Civita-Vecchia. Je vous avoue que je commence à être fort inquiet, car si nous nous laissons couper de Civita-Vecchia, nous allons être enfermés dans Rome d'ici à vingt-quatre heures, sans pouvoir tendre la main

aux Français, qui doivent être en route. Le gouvernement italien a jeté le bout de masque qui couvrait encore son visage, et fait cause commune avec les Garibaldiens. On s'attend à ce que ceux-ci, maîtres d'Orte, vont marcher sur Viterbe, s'emparer ensuite de Civita-Vecchia, et couper nos communications. Hier, les zouaves et la légion romaine ont pris Nerola; les Français ont été superbes; ils ont eu douze morts et un officier grièvement blessé (M. Echemann). Ils ne se sont pas amusés à battre en brèche les murs de la ville : ils ont vu les points où ce mur était en très-mauvais état, ils l'ont escaladé la baïonnette en avant. Lorsque les Garibaldiens les ont aperçus au-dessus des murs, ils ont crié grâce, ont levé en l'air les crosses de leurs fusils, et le combat commencé vers dix heures du matin, a fini à onze heures et demie faute de combattants. C'est à Charette que revient l'honneur de ce petit combat (il a eu un cheval tué sous lui), il a fait cent cinquante à deux cents prisonniers,

le gros de la bande garibaldienne ayant filé au milieu de l'action pour gagner les hauteurs de Tivoli. Le malheureux M. Echemann, grièvement blessé à l'épaule, revenait dans une voiture accompagné de son ordonnance et d'une Anglaise, Mme Stone, qui avait assisté comme infirmière à la prise de Nerola; le poste de *l'armée italienne*, à la frontière de Corese, a arrêté la voiture, et retenu prisonnière la dame anglaise ainsi que l'ordonnance; les officiers ont insulté le pauvre blessé, le traitant de brigand, et finissant par lui dire qu'ils se f..... de tous les Français; qu'il pouvait en venir quarante mille, qu'ils n'en avaient pas peur.

Vous voyez qu'on est très-monté des deux côtés, et que l'armée italienne partage les sentiments des Garibaldiens. Tout cela pourrait bien finir par une bonne petite guerre entre l'Italie, la Prusse, d'un côté, et la France, l'Autriche et l'Espagne, de l'autre. Quel sera, pour la papauté et pour l'Italie, le résultat de

cette guerre? C'est ce que personne ne peut savoir; mais s'il est permis d'exprimer des vœux, les miens se bornent à demander le remplacement de l'unité italienne par la confédération italienne, et puisque j'ai le temps de causer avec vous, laissez-moi vous développer mon plan d'organisation politique de l'Italie. Il est un fait qu'on ne peut nier : c'est le progrès qu'a fait en Italie, dans tous les cœurs vraiment élevés, le sentiment national italien ; les braves gens de ce pays ne désirent nullement, croyez-le bien, voir les Autrichiens dans les Romagnes ou les Français à Rome, et s'ils les appellent dans ce moment, c'est avec l'espoir de les voir partir, lorsqu'ils seront délivrés de l'ennemi commun qui menace toute les nations, de cet ennemi insaisissable qu'on nomme la *Révolution*. C'est en faisant vibrer la corde de ces sentiments patriotiques et fort honorables, que les sectaires ont entraîné avec eux quelques hommes d'élite, qui n'ont vu d'abord dans le programme du comte de

Cavour que le bonheur et l'indépendance de leur pays, et qui, aujourd'hui, s'aperçoivent que ce bonheur a été confisqué au profit d'une secte et des ennemis de la Religion catholique. L'unité italienne a engendré le garibaldisme, la guerre contre la religion, l'emprunt forcé, l'impôt sur le revenu accompagné de tous les impôts directs et indirects les plus lourds : et cette unité conduira fatalement ce pays à la banqueroute, à l'irréligion et au désordre sous une forme ou sous une autre. Car ne vous y trompez pas, le désordre ici est possible, même avec un gouvernement monarchique. En effet, que voyons-nous dans ce moment? nous voyons un pays de vingt-six millions d'hommes, profondément religieux, très-conservateur et très-monarchique, conduit par douze à quinze mille révolutionnaires, laissant tout faire contre la religion, le droit de propriété et le principe monarchique. En France, vous croyez l'Italie peuplée de farouches révolutionnaires, c'est une profonde

erreur. Il n'y a de révolutionnaire et d'impie en Italie que le gouvernement, et le jour où les catholiques voudront aller aux urnes électorales, vous aurez une chambre entièrement cléricale. Il n'y a donc pas à désespérer du pays ; nous sommes dans une crise, et lorsqu'elle sera passée, nous aurons la vraie Italie conservatrice et religieuse.

Maintenant comment et quand la crise finira-t-elle ? c'est le cas de répondre : *Chi lo sa !* Il est certain que d'ici peu de jours, nous pouvons toucher au dénouement ; de même, si nous faisons du replâtrage, ce pays, avec le temps, deviendra aussi mauvais que la France au point de vue religieux, et il sera pire alors au point de vue politique.

Je reviens à ma confédération, et je crois qu'elle serait encore possible dans ce moment si l'Empereur osait et si le cardinal Antonelli pouvait. L'Empereur est, je crois, trop compromis pour laisser défaire ce qu'il a autorisé ; et quant au cardinal, il n'est pas de taille à

profiter de la nouvelle intervention française pour essayer de constituer un gouvernement moins précaire que l'état de choses que nous voyons ici depuis sept ans. Je ne crois pas la papauté, en tant que pouvoir temporel, incompatible avec un gouvernement représentatif, et, si nous remontons dans son histoire, nous voyons que le pouvoir temporel des Papes s'est toujours modelé, suivant les époques, sur la forme des autres gouvernements européens. Au moyen âge, la papauté a été féodale, puis elle est devenue absolutiste tempérée, ou pour mieux dire absolutiste fédérative; car avant 1798, les provinces qui formaient les États de l'Église, étaient fort indépendantes au point de vue administratif, et elles ne relevaient de Rome qu'au point de vue exclusivement politique. En 1815, le cardinal Consalvi a adopté pour le gouvernement de l'Église le système de la centralisation impériale; les provinces ont perdu leur autonomie, les villes leurs grandes libertés municipales, et les attribu-

tions des légats et des délégats ont été copiées sur les attributions des préfets et des sous-préfets de Napoléon. Pourquoi actuellement la papauté repousserait-elle le gouvernement représentatif, qui prévaut chez la majorité des nations de l'Europe? Rien ne s'y oppose, si ce n'est la façon dont on veut souvent appliquer ce régime. Évidemment, en 1847, le pape Pie IX a voulu entrer dans le concert européen — c'est ainsi que ça s'appelle — il a été bientôt désabusé par l'élément révolutionnaire, et son gouvernement représentatif a fini en république. Mais s'ensuit-il que ce qui n'a pas réussi en 1847 ne doit plus être tenté? je ne le crois pas; et l'Italie conservatrice qui a passé par bien des épreuves, et qui, depuis sept ans, a pu se rendre compte du fonctionnement d'un gouvernement représentatif; l'Italie conservatrice, dis-je, doit reconnaître que le jour où les hommes monarchistes et religieux enverront aux Chambres des hommes de leur foi à la place des sectaires qui

sont nommés par une infime minorité ; ce jour-là, la papauté pourra présider la confédération italienne et accepter le gouvernement représentatif pour base de l'organisation politique du pays. Le cardinal Antonelli manque de hardiesse pour exécuter ce programme ; le Saint-Père est trop âgé pour y songer de nouveau, et Mgr de Mérode, le seul homme capable de le concevoir, est trop bouillant pour le réaliser. Mais me direz-vous : et Victor-Emmanuel ? et les ministres ? et les Italiens ? se prêteraient-ils à substituer une confédération à l'unité actuelle, et surtout consentiraient-ils à reconstituer les États du Saint-Père ?

Entre nous, je vous dirai que beaucoup de gens sont fort inquiets de l'unité, et qu'au fond des cœurs il y a bien des déboires. Victor-Emmanuel tout le premier regrette sa bonne ville de Turin ; les ministres ne regrettent peut-être rien ; mais quant aux Italiens, ils regrettent pour la plupart le bon temps des tyrans, lors-

qu'il y avait fort peu d'impôts, pas de conscription et suffisamment de liberté pour les honnêtes gens. Ce que personne ne regrette, ce sont les Autrichiens et les Français. L'aspiration vraie des honnêtes Italiens était simplement celle-ci « *fuori lo straniero.* » Or, aujourd'hui cette aspiration est devenue une réalité, et le grand parti conservateur saluerait avec joie une Confédération, qui rendrait aux Bourbons le trône de Naples; la Toscane au grand-duc; Parme et Modène à leurs ducs; et renverrait Victor-Emmanuel à Turin avec la Lombardie et la Vénétie comme fiche de consolation. Quant au Saint-Père, il aurait à combattre dans les Romagnes les mêmes ennemis contre lesquels Victor-Emmanuel lutte aujourd'hui, c'est-à-dire les carbonari et les assassins; dans les autres provinces, il serait acclamé.

Le danger de l'unité est d'être l'œuvre de la secte révolutionnaire; c'est son enfant, et si jusqu'à ce jour elle a été bercée dans les bras

d'un parti qui se dit conservateur, parce qu'il est monarchique, tout le monde sent instinctivement que nous marchons plus ou moins vite au dénouement de toutes nos révolutions latines, c'est-à-dire à la république, à l'anarchie. Voyez où nous en sommes ; un an après le départ de Rome de l'armée française, voici l'Italie révolutionnaire en avant, menaçant à la fois le Pape, et Victor-Emmanuel qui doit lui obéir. La Confédération, au contraire, serait la solution conservatrice de la question italienne, et je crois qu'il n'est pas un Italien aimant son pays et la religion qui ne désire cette solution. Je dirai même plus, c'est que cette confédération se serait sans doute faite sans Magenta et Solferino, par la sagesse seule des princes italiens. Il est évident, en effet, que l'achèvement des chemins de fer et des télégraphes de la Péninsule aurait amené une organisation intérieure semblable à ce qui se pratique en Allemagne pour les douanes, les postes, les télégraphes, etc. ; c'est ce que j'ap-

pellerai la Confédération des intérêts matériels, et vous reconnaîtrez que, lorsqu'on en arrive à s'entendre sur ces questions, on est bien prêt de se confédérer politiquement. Je suis donc certain que si nous avions laissé faire les princes italiens, la Confédération italienne existerait depuis 1867, et qu'au lieu d'avoir Garibaldi aux portes de Rome, nous ne connaîtrions même pas cet aventurier. Mais l'Autriche, qu'en faites-vous? allez-vous me dire. Eh mon Dieu ! l'Autriche aurait créé un royaume lombard-vénitien pour l'archiduc Maximilien, qui aurait envoyé à Vienne ses régiments et ses fonctionnaires autrichiens, et qui serait aujourd'hui roi du royaume lombard-vénitien, grand-amiral de l'Italie confédérée à la joie des Milanais et des Vénitiens. Enfin, puisque tout cela s'est fait autrement et à rebours du sens commun, je voudrais qu'on pût tirer parti de la situation nouvelle que créent d'un commun accord MM. Rattazzi et Garibaldi, et qu'on en revînt à cette Confédération de mes rêves.

Une objection qui m'est souvent faite par les hommes de mon parti est celle-ci : est-il parfaitement démontré que le régime représentatif soit, en fait de gouvernement, celui qui convient aux races latines, et, après les tristes expériences faites en France, n'est-il pas à craindre que ce système donne en Italie les mêmes résultats, si ce n'est pis? La réponse n'est pas facile, surtout en présence du bonheur dont semble jouir la France sous le gouvernement absolu de Napoléon III; cependant je n'hésite pas à vous déclarer que je crois l'établissement et le fonctionnement du gouvernement constitutionnel moins à redouter en Italie qu'en France ; et mon opinion est fondée sur ce que le peuple italien a conservé la foi religieuse, la tradition historique, le respect du souverain et du prêtre, toutes choses complétement ignorées de nos jours chez le peuple français. Il faut avoir beaucoup vécu à l'étranger comme nous l'avons fait l'un et l'autre, pour arriver à bien se rendre compte du mal

profond et du boulversement moral que cette triste époque qu'on nomme l'immortelle Révolution a apportés dans l'éducation et dans le sentiment politique des Français.

Chez tous les peuples de l'Europe, j'ai constaté le respect du souverain, le respect du culte pratiqué et le respect de la tradition historique : en Italie, interrogez l'ouvrier de la ville ou le paysan de la campagne, il ne saura souvent pas lire, mais il connaîtra la légende de son pays, et il en sera fier ; il honorera la mémoire de ses grands hommes, et leur élèvera des statues qu'il conservera avec vanité. Promenez-vous dans les villes de Bologne, d'Ancône, de Naples et de Florence, vous y trouverez les statues des Papes, des Bourbons, des Médicis et des Lorrains. Cependant de combien de changements politiques ces statues ont-elles été les témoins. Il n'importe ; elles sont restées sur leur piédestal par respect de la tradition historique.

Que voyons-nous, au contraire, lorsque

nous jetons nos regards sur la France? une tradition qui date de 1789, une religion bafouée par les princes eux-mêmes, une histoire oubliée, des culotteurs de pipe et des buveurs de chopes, qui, après avoir porté sur le trône un César d'aventure, essayent de le renverser, et, au milieu de tout cela, quelques âmes timides à peine, osant se souvenir qu'il existe, bien loin d'eux, le souverain légitime de la France, celui que tous les peuples nous envieraient bientôt si nous le possédions. Certainement je reconnais les bonnes et excellentes qualités natives du peuple français; personne ne le surpasse en droiture, en générosité et en courage, et ce ne sont pas les Italiens qui peuvent revendiquer pour eux ces qualités ; mais, je le répète, ce que possèdent encore les Italiens, c'est la foi religieuse, le respect des classes dirigeantes, et un bon sens politique qui les éloigne des aventures si chères aux Français. Plusieurs de nos évêques en faisaient la remarque cet été, en se rendant

aux fêtes du Centenaire à Saint-Pierre, et beaucoup d'entre eux m'ont dit que de Turin à Rome ils avaient été l'objet d'une considération qui leur manque souvent en France. Toutes ces qualités primordiales d'un peuple tendent chaque jour à disparaître de l'Italie, et je ne donne pas dix ans au gouvernement corrompu et corrupteur de Victor-Emmanuel pour démoraliser complétement ce pays, et le rendre plus détestable encore que la France; car lorsque l'éducation religieuse aura disparu, il ne restera plus à ce peuple que ses mauvais instincts, et ils seront difficiles à réprimer. Le salut est encore possible à cette heure; la génération actuelle peut sauver le pays; mais il faut pour cela que l'élément conservateur religieux reprenne la direction complète des affaires et maintienne haut et ferme, dans les générations futures, le respect de Dieu et le droit des souverains.

Mais, hélas! ce sont des rêves, et voici, selon

moi, la réalité. L'Empereur va intervenir, pour empêcher le Pape d'être chassé de Rome; mais comme ses amis les révolutionnaires lui demanderont quelques compensations, il leur laissera prendre les provinces, et d'ici un mois il ne restera plus au Saint-Père que le patrimoine de Saint-Pierre. A la mort de Pie IX, l'Empereur laissera envahir Rome, et le tour sera joué. Victor-Emmanuel s'établira alors dans la capitale de la catholicité pour un temps plus ou moins long; il en sera chassé à son tour par la démagogie; et l'anarchie règnera dans ce beau pays, jusqu'à ce qu'un conquérant prussien s'en empare au profit du futur Saint-Empire d'Allemagne. Il ne sera plus question alors de gouvernement représentatif, mais d'un bon régime du sabre, jusqu'à ce qu'enfin la Prusse, chassée à son tour par le catholicisme, laisse refaire l'Italie comme j'ai l'honneur de vous le proposer aujourd'hui. Mais nous serons depuis longtemps dans l'autre monde, et les populations

d'alors seront bien étonnées d'apprendre qu'on aurait pu leur épargner de telles crises si on m'avait écouté en octobre 1867.

CHAPITRE III.

Les bandes garibaldiennes évacuent le territoire romain. — Dépêches de France, qui engagent le gouvernement pontifical à mieux organiser la défense. — Cialdini remplace Rattazzi au pouvoir. — Crise à Florence. — Émeute à Rome, 22 octobre. — Les *liberaloni*. — La caserne Serristori saute. — Affaire de l'Ara-Cœli. — Dépôts d'armes à la porte San-Paolo. — Retour offensif des bandes garibaldiennes. — A Rome, on assassine, on lance des bombes Orsini. — Prise de Cairoli, Colloredo et autres, venus à Rome afin de former une commission de gouvernement. — Énergie de M. Armand. — Les Patrizzi recrutent des volontaires pontificaux à Rome. — État de siége proclamé.

Rome, 20 octobre 1867.

Décidément nous sommes dans le pays des féeries, et au coup de sifflet de l'Empereur, le décor a changé comme par enchantement. Depuis hier, les Garibaldiens ont complétement évacué tous les points de la frontière pontifi-

cale qui se trouvaient en leur possession. Que s'est-il passé à Florence? C'est ce que nous saurons sans doute bientôt, mais jusqu'ici tout nous porte à croire que l'Italie, cédant à la menace de la France, a donné l'ordre aux Garibaldiens de rentrer chez eux et de laisser le Pape tranquille; ou bien encore M. Rattazzi a-t-il dit aux Garibaldiens de céder la place à l'armée royale, c'est l'opinion de beaucoup de gens, et on dit même que la flotte italienne croise devant Civita-Vecchia. Quant à moi, je crois trop de sens politique aux Italiens en général, et à M. Rattazzi en particulier, pour vouloir se mesurer avec la France; la Prusse est avec eux, soit, mais la Prusse elle-même y regardera à deux fois avant de venir mettre le siége devant Strasbourg pour soutenir l'Italie, qui n'a pas cent mille hommes sous les armes, qui n'a que du papier dans ses caisses, et pas de fusils à aiguille dans ses arsenaux.

J'espère donc que la farce est jouée; Rattazzi

avait espéré provoquer un soulèvement des populations ; il pensait que la France laisserait faire, et il aidait le mouvement garibaldien ; maintenant il voit qu'il n'a plus à faire avec la France italienne de 1860, il éteindra le feu qu'il a allumé, et fera, s'il le faut, une seconde édition d'Aspromonte. Ce sera après tout une assez jolie comédie, qui édifiera l'Europe sur la valeur des aspirations nationales de l'Italie ; car soyez persuadé que, le jour où le gouvernement italien voudra sévir contre les bandes de Garibaldi, personne ne bougera, et tout le monde sera enchanté, sauf les fonctionnaires qui, je vous l'ai déjà écrit, je crois, composent à eux seuls l'élément révolutionnaire du pays.

Hier matin, près de Viterbe, il y a eu un combat entre les zouaves et les Garibaldiens ; ces derniers étaient entrés dans le village de Farnèse ; ils en ont été délogés quelques heures après par une compagnie de zouaves. Les Garibaldiens étaient au nombre de trois

cents; ils ont eu cinq hommes tués, cinq blessés et on leur à fait dix prisonniers; les zouaves ont eu leur sous-lieutenant, M. Dufournel, et un caporal grièvement blessés. Les dépêches que reçoit le gouvernement confirment ce que je vous disais en commençant ma lettre : il paraît que les bandes se retirent et abandonnent les villages de la frontière pontificale. J'avais présumé hier que M. Echemann, lieutenant de la région romaine, avait été insulté par un officier et des soldats italiens à la frontière; l'affaire se complique ; Armand fait dresser un procès-verbal qui constate que les soldats de l'armée royale ont dépouillé M. Echemann de son sabre, de sa montre et de son porte-monnaie contenant 80 francs. C'est complet! La dame anglaise et l'ordonnance ont été relâchés hier soir. Je viens de voir le capitaine de Fummel; il faisait partie de la colonne du colonel Charette ; ils sont rentrés à Rome cette nuit. On fait partir de l'artillerie et des troupes pour Civita-Vecchia;

il semble décidément qu'on craint l'intervention de l'armée royale.

Rome, 21 octobre 1867.

Voici que tout s'embrouille à nouveau ; le gouvernement pontifical s'organise pour une défense sérieuse ; on coupe les chemins de fer, on fortifie les portes de Rome, et on parle de faire sauter les ponts. C'est une dépêche reçue hier soir qui a motivé ces mesures énergiques. On raconte que l'agitation est extrême dans la capitale italienne ; Rattazzi aurait été renversé et on cherche à former un ministère Menabrea ; en outre, la dépêche fait pressentir l'entrée de l'armée royale sur le territoire pontifical et sa marche sur Rome. Que se passe-t-il et qu'est-ce que cette nouvelle comédie? S'il y a de l'agitation à Florence, c'est le gouvernement lui-même qui la fomente, et il doit avoir

pour cela ses raisons. Peut-être, poussé par la Prusse, s'est-il décidé à la guerre, et, dans ce cas, c'est sous les murs de Rome que vont se tirer les premiers coups de canon entre la France et l'Italie. Vous voyez que la position devient tendue; nous sommes sans communication avec Florence et Naples, les fils du télégraphe sont coupés et nous ignorons quel jour la flotte a quitté Toulon.

22 octobre, 5 h. du soir.

Rien n'est changé dans la situation; les troupes royales n'ont pas encore franchi la frontière; les Garibaldiens se massent en grand nombre du côté de Correse, et on pense qu'ils vont marcher demain sur Rome; ils seront bien reçus, je vous en réponds. Nous sommes toujours sans lettres, sans journaux et sans dépêches de Florence; le bruit court, cependant, que le ministère italien s'est constitué, avec

Cialdini à la présidence. On prétend que son premier acte a été de faire fermer tous les comités révolutionnaires que Rattazzi avait fait ouvrir à Florence; et si on se reporte à ses discours à la Chambre, on doit croire que Cialdini ne ménagera pas les chemises rouges; mais, d'autre part, que peut-on attendre de bon pour le Pape de l'homme de Castelfidardo? Cette entrée de Cialdini au ministère m'effraye, je l'avoue; l'Empereur lui aurait-il fait dire encore une seconde fois : *de faire vite.* On annonce pour ce soir un mouvement dans Rome; le parti d'action doit s'emparer du Capitole et ouvrir les portes de la ville à l'armée garibaldienne, qui se trouvera sous les murs. Inutile de vous dire qu'il n'y aura rien; cependant les troupes sont consignées dans les quartiers, et le gouvernement prend des mesures. Le général du génie français, Prudhon, est arrivé ici dimanche, pour aider, je pense, de ses conseils le gouvernement pontifical et préparer l'arrivée des Français.

Il est entré, cette après-midi, un bâtiment de guerre français à Civita-Vecchia; j'espère qu'il apporte de bonnes nouvelles à notre ami Armand.

J'ai enfin des nouvelles de l'Europe par un de mes amis qui arrive à cheval de Terni : les forces des Garibaldiens augmentent chaque jour, les volontaires sont mêlés aux soldats de l'armée royale; Terni ressemble à une ville de guerre, les Garibaldiens manœuvrent sur la place publique et sont commandés par des officiers de l'armée. C'est une débandade complète. Quelle leçon pour le roi! Et comment pourra-t-il compter, aux jours de danger, sur une armée qui fraternise avec les hommes de désordre! Cialdini aura-t-il la force de faire rentrer tout ce monde dans le devoir? Je le crois, s'il le veut fermement. Mais le veut-il?

Rome, 23 octobre 1867, 3 h. du soir.

Mon cher d'Ideville, enfin le parti d'action s'est décidé à montrer ses griffes, et nous avons eu hier soir notre émeute dans Rome. Je pense que les agences Stefani et Havas auront déjà télégraphié à Paris que le drapeau italien flotte au Capitole : rassurez-vous, il n'en est rien, et si nous n'avions à déplorer une vingtaine de victimes parmi les pauvres soldats pontificaux, ce serait une vraie farce italienne. Mais avant de vous donner des détails sur les faits sinistres de la soirée du 22 octobre, laissez-moi vous raconter comment j'ai passé cette soirée.

Armand nous avait invités à dîner, et nous étions réunis chez lui à 7 heures, le commandant Parmentier, les deux Hennessy et moi, lorsque arriva le cinquième convive, qui était le comte de Résie ; il nous raconta qu'en sortant de chez lui, les officiers de dragons de

service au ministère des armes l'avaient averti que la soirée ne se passerait certainement pas sans coups de fusil, et ils lui avaient donné le conseil de rentrer de bonne heure. Résie ajouta que, sur la place de Trevi, les femmes assiégeaient une boutique de boulanger dans la crainte de ne pouvoir sortir de chez elles le lendemain; et qu'enfin, ayant demandé à un chef du parti libéral qu'il a croisé sur la place de Trevi le motif de cette panique, celui-ci l'aurait fort engagé à ne pas s'attarder dans les rues, attendu qu'à l'*Ave Maria* il ne ferait pas bon se trouver dans certains quartiers de Rome.

Dans ce cas, lui dit Résie, permettez-moi de vous souhaiter de n'être ni tué ni blessé dans la bagarre; car, connaissant vos opinions, je pense que de ce pas vous allez vous mettre à la tête des insurgés.

— Moi, répondit le *liberalone*, moi, je rentre à la *casa*, et bien malin sera celui qui me trouvera dans les rues de Rome après l'*Ave Maria*;

je serai barricadé chez moi, j'ai des vivres pour quelques jours, et je ne sortirai qu'après avoir aperçu, de ma fenêtre, flotter sur le Campidoglio le drapeau de notre indépendance.

— C'est fort bien, lui répliqua Résie, et j'admire votre prudence ; mais si tous les libéraux font comme vous, qui commandera le mouvement insurrectionnel, et quels sont vos soldats ?

— Ah ! distinguons, reprit mon Romain, moi, j'appartiens au parti modéré, et ce sont les chefs du parti d'action qui sont à la tête de l'émeute. Quant à la troupe, « *è tutta canaglia pagata.* »

L'histoire valait la peine de vous être racontée, n'est-ce pas ? Elle peint tout ce camp libéral romain que vous connaissez.

Allons, Messieurs, dit Armand, mettons-nous à table. Espérons que tous les libéraux sont de la trempe de l'ami de Résie, et qu'ils laisseront encore tranquilles ce soir nos pauvres amis les soldats.

Vers neuf heures et demie, nous faisions un piquet dans le fumoir, lorsqu'on annonça le baron d'Ottenfels : — Eh bien! Messieurs, nous dit-il en entrant, vous savez les nouvelles? Non, qu'y a-t-il de nouveau? Comment, vous ne savez pas que de misérables assassins ont fait sauter la caserne Serristori? Je ne connais pas les détails; mais Mgr de Mérode, que je viens de laisser à l'ambassade d'Autriche, m'a raconté que la caserne des zouaves avait été minée et que tout un corps de bâtiment s'est écroulé, ensevelissant sous ses décombres une quinzaine de zouaves. Il y a eu aussi une tentative d'émeute au Capitole; on a essayé d'enlever le poste, mais les carabiniers suisses, qui étaient de garde, ont dispersé les émeutiers. Du reste, la ville semble actuellement parfaitement tranquille; des patrouilles circulent dans toutes les rues, et j'ai été arrêté trois ou quatre fois par les soldats avant de parvenir jusqu'ici.

— C'est bien grave, tout ce que vous nous

annoncez là, mon cher baron, lui dit Armand; nous sommes joués par Rattazzi, et il faut à tout prix que l'Empereur soit informé de ce qui se passe ici ; peut-être, hélas! est-il déjà trop tard! Je vais chez Mgr Berardi, qui, sans doute, aura des détails ; et vous, Résie, faites-moi tout de suite chauffer une machine : dans une heure, je partirai pour Civita-Vecchia.

Armand est rentré du Quirinal vers 11 heures; nous l'attendions avec impatience ; Mgr Berardi lui a confirmé tout ce que nous avait appris le baron d'Ottenfels; les tentatives d'émeutes ont eu lieu, paraît-il, sur plusieurs points, mais partout elles ont été repoussées. Mgr Berardi n'avait pas encore de détails précis. Armand nous a quittés alors pour se rendre à Civita-Vecchia, dans l'intention, nous a-t-il dit, aussitôt arrivé, de faire partir pour Bastia un aviso de guerre français, qui est sous vapeur dans le port de Civita, et d'expédier par ce moyen une dépêche télégraphique

informant le gouvernement français de ce qui se passe à Rome.

Je calcule que la dépêche de ce brave Armand doit être arrivée à Paris, déjà depuis quelques heures; pourvu qu'elle n'arrive pas trop tard!

Ce matin, comme bien vous pensez, je suis allé aux renseignements; voici ce que j'ai recueilli aux sources officielles : la caserne Serristori, située près de la place Saint-Pierre, a sauté à 7 heures du soir; fort heureusement le bataillon de zouaves qui l'habite était sorti vers six heures, pour occuper divers quartiers de la ville; il ne restait à la caserne que les musiciens, et les hommes punis. On a déjà retrouvé vingt cadavres; c'est horrible; les assassins ne sont pas encore arrêtés. A la même heure, une cinquantaine de voyous se sont réunis sur la place de l'Ara-Cœli, et de cette position peu stratégique, ils ont fait feu sur le poste du Capitole, qui est, vous vous le rappelez, à l'extrémité de l'aile droite du bâti-

ment. Les balles n'ont heureusement atteint que la statue de l'empereur Marc-Aurèle ; les soldats sont sortis du poste ; ils ont répondu par une fusillade dirigée sur la place d'Ara-Cœli, et personne n'a plus revu cette bande d'émeutiers.

A la place Montanara, les gendarmes étaient de piquet l'arme au repos lorsque, tout à coup, débouchent de différentes rues, une centaine d'hommes armés, qui se mettent à crier : « Vive Garibaldi ! ne tirez pas, vous êtes tous prisonniers. »

« — Ah ! nous allons voir cela, répondit le capitaine, qui commandait les gendarmes : en joue ! feu. » Deux hommes sont tombés, et depuis lors la tranquillité règne piazza Montanara.

Le gros coup de filet a été fait hors la porte San-Paolo : la police avait été avertie qu'il existait dans une villa un dépôt d'armes considérable ; les gendarmes ont occupé cette villa dans la journée, et le soir tous les frères et

amis qui venaient chercher des armes ont été pris dans la souricière. On a arrêté ainsi deux cent cinquante Garibaldiens, destinés, à ce qu'il paraît, à prendre d'assaut le poste du Capitole, par la rampe du Forum, pendant que les soldats de ce poste seraient attirés vers l'Ara-Cœli par la petite bande dont je vous ai parlé.

Ce matin, les zouaves et les gendarmes, en revenant, au point du jour, de cette expédition, hors la porte San-Paolo, ont aperçu sur le mur d'enceinte de la ville cinq hommes armés placés en vedettes. Les zouaves les ont mis en joue, mais ils ont tout de suite abaissé leurs fusils, les terribles émeutiers étaient à genoux et criaient à tue-tête : « Ne tirez pas, ne tirez pas, nous nous rendons, nous sommes cinq jeunes gens inoffensifs. Vive Pie IX ! »

Le général Durando vient de passer par Rome, se rendant de Naples à Florence; on dit qu'il est appelé pour former un ministère... Mon domestique entre tout bouleversé; il

m'affirme qu'on se bat dans le Trastevere. *A rivederci* ; je cours aux nouvelles.

J'espère que cette lettre vous arrivera; je la confie à un courrier de l'ambassade.

Rome, 24 octobre 1867.

Mon cher ami,

Nous avons enfin reçu hier soir, par je ne sais quelle voie, des nouvelles de l'Europe. Le journal *l'Italie* résume, dans ses dépêches, un article du *Moniteur* français, portant la date du 22 octobre, dans lequel le gouvernement déclare que l'Italie, ayant donné les assurances les plus complètes que l'insurrection serait arrêtée, la France n'interviendrait pas, et ordre a été donné aux troupes de débarquer à Toulon.

A quoi songez-vous donc à Paris; on n'est pas plus naïf ou plus coquin! Nous voici, il

faut l'avouer, dans un joli gâchis. Garibaldi a été lâché, il est à Foligno, et il a fait, en partant de Florence, une proclamation aux Italiens, les engageant à marcher sur Rome. Hier soir, on se battait à l'Acqua-Acetosa (près de Ponte-Molle); ce matin, on se bat à Monte-Rotondo; les bandes sont sous les murs de Rome, et sans doute ce soir Garibaldi sera à leur tête. Et c'est ce moment qu'a choisi le gouvernement de l'Empereur pour nous faire savoir, par son organe officiel, que la France et l'Italie se sont mises d'accord et que l'invasion sera repoussée. Qui trompe-t-on ici? On rougit vraiment d'être Français. Les troupes pontificales sont éreintées par les marches et contre-marches; depuis deux nuits, tous les hommes sont sur pied; avec un pareil service, l'armée peut tenir encore trois ou quatre jours, mais après.... il faudra ouvrir les portes à Garibaldi et à ses hordes, et Dieu sait alors ce qui se passera. On s'attend à une émeute dans Rome, ce soir ou demain; les

boutiques se ferment et tout le monde rentre chez soi. *Buona sera.* Il me tarde d'être à demain.

Rome, 25 octobre 1867.

La situation n'a pas changé : chaque soir nous avons un essai d'émeute ; on lance des bombes Orsini, et on assassine les soldats isolés.

Je vous ai écrit hier qu'on s'était battu la veille au soir à l'Acqua-Acetosa; voici ce qui s'est passé. La police avait été avertie qu'une bande de Garibaldiens était enfermée à la Villa Glori, aux Monti Parioli : le général Zappi, commandant la place, envoya une patrouille de carabiniers suisses commandés par le capitaine Mayer, pour s'emparer de ces émeutiers : la patrouille fut reçue à coups de fusil et bientôt une lutte terrible, presque corps à corps, s'engagea entre les soldats et les Garibaldiens ;

le capitaine Mayer est gravement blessé ; quant aux Garibaldiens, ils ont perdu quelques-uns des leurs, et, entre autres, leur chef Henri Cairoli et un certain Mantovani ; le reste de la bande a été fait prisonnier, et parmi eux on a découvert un frère de Cairoli, député au Parlement italien, et un Comte Colloredo. D'après les révélations des prisonniers, cette bande, qui semble être composée des véritables chefs de l'émeute, s'est embarquée dans un petit bateau sur le Tibre, près de l'Osteria de Correse ; elle devait arriver à Rome dans la soirée du 22, débarquer à Ripetta, et se joindre aux autres Garibaldiens. Pourquoi n'ont-ils pas exécuté leur plan ? C'est ce qu'il est difficile de savoir ; pour moi, je présume qu'ils attendaient à la Porte de la ville que l'insurrection fût triomphante pour se montrer et s'emparer, sans danger, du pouvoir que les imbéciles mis en avant leur auraient conquis. Ce qui me confirme dans cette opinion, c'est que les morts et les prisonniers sont pour la plupart

des avocats, des ingénieurs, des nobles ruinés, de ces gens qui en général recueillent les fruits des révolutions. Armand est de retour de Civita-Vecchia; l'aviso à vapeur a quitté le port le 23, à cinq heures du matin, et nous espérons que la dépêche de notre chargé d'affaires sera arrivée à Saint-Cloud dans l'après-midi du même jour. L'énergie d'Armand est fort appréciée ici par tous les honnêtes gens, et certainement si l'Empereur donne des ordres pour un nouvel embarquement de troupes, c'est à Armand que la France le devra.

Il est arrivé depuis deux jours beaucoup de Français pour renforcer les zouaves. Garibaldi est depuis mardi soir à Terni; on le dit aujourd'hui à Rieti, et nous nous attendons à le voir demain ou après-demain sous les murs de Rome. Il sera bien reçu, je vous en réponds, et s'il était seul avec ses dix mille volontaires, je serais parfaitement tranquille; mais ce qui m'effraye, c'est qu'après ces dix mille, il en viendra dix mille autres recrutés dans l'armée

régulière ; et en outre, pendant que nos troupes seront aux remparts, il est à craindre que les Garibaldiens qui n'ont pas été pincés et qui se sont introduits dans la ville se rendent maîtres des principales positions intérieures. Les jeunes Romains se conduisent à merveille ; trois cents d'entre eux, pris dans les bonnes familles de la noblesse et de la bourgeoisie, ont offert de se constituer en gardes nationaux et de partager avec les soldats les périls de la garde de la ville. Ce sont vos anciens voisins, les Patrizzi, qui sont à la tête de cette milice ; vous savez combien ils sont admirables de dévouement et de piété. Le duc Salviati est aussi un des chefs, et se montre très-énergique. Enfin, c'est à Rome comme partout ailleurs, ce sont les familles religieuses qui se sacrifient avec le plus d'abnégation pour la cause de l'ordre et du droit.

5 heures du soir.

L'état de siége vient d'être proclamé; on se bat à la Lungara depuis plus d'une heure. Ottenfels et Armand viennent me chercher pour aller flâner de ce côté.

Et votre *Moniteur*, que dit-il? Compte-t-il encore sur les garanties de l'Italie?

A demain; Armand fait partir un courrier. Je lui confie cette lettre.



CHAPITRE IV.

Détails sur le combat de Monte-Rotondo. — Pétition du comte Giraud remise au Saint-Père. — Le Pape annonce qu'il quittera Rome si les troupes royales y entrent. — Arrivée de la flotte française à Civita-Vecchia. — Les volontaires arrivent de France au bruit de l'invasion garibaldienne. — Aventure de De Dominicis. — Entrée à Rome des troupes françaises (29 octobre). — Celles du roi d'Italie occupent une partie du territoire pontifical. — Bataille de Mentana. — Fuite de Garibaldi. — Le colonel, depuis général et député, Saussier, commande le 29e de ligne à l'affaire de Mentana. — Pianciani, maire actuel de Rome, commande une aile de l'armée de Garibaldi. — Vanteries de la presse révolutionnaire à propos de Mentana. — Conversation du comte Armand et d'un député au parlement de Florence.

Rome, 26 octobre 1867.

Nous touchons au dénouement, et je pense que le *Siècle* et l'*Opinion nationale* doivent triompher. Garibaldi en personne, à la tête de six mille hommes, a attaqué hier, à sept

heures du matin, la petite ville de Monte-Rotondo, dans laquelle se trouvait une garnison de trois cents hommes. Ces braves gens ont tenu trente-six heures; mais enfin ils ont dû céder, et laisser Monte-Rotondo aux mains des Garibaldiens. On n'a pas encore de détails au Ministère des Armes; mais on espère que les soldats n'auront pas été faits prisonniers et qu'ils auront pu se replier sur Palombara. Le colonel Alet vient de partir à midi avec quatre cents zouaves, pour essayer de dégager Monte-Rotondo. On espère aussi que Charette, qui est à Tivoli, avec mille hommes, aura été averti de l'attaque de Monte-Rotondo et qu'il pourra, cette nuit, donner la main à la colonne d'Alet, sous les murs de cette ville. La journée de demain sera donc sérieuse, car si les nôtres étaient repoussés, Garibaldi serait demain soir près de Rome. Quant à la flotte française, nous n'en entendons plus parler; je pense qu'elle est désarmée, et que la France, rassurée par les garanties données par le gouver-

ment italien, n'a aucune inquiétude sur le sort de la Papauté! Je ne compte plus que sur la dépêche d'Armand du 23. Retenez bien cette date; car enfin, lorsque le Pape, chassé de Rome, sera à Malte ou aux Baléares, comment le ministère La Valette-Moustier pourra-t-il justifier sa conduite? *Basta!* nous verrons.

L'affaire d'hier, à la Longara, a été sérieuse. La police avait eu vent d'un dépôt d'armes dans une filature située sur les bords du Tibre, et, vers trois heures de l'après-midi, on envoya un détachement de gendarmes faire une perquisition dans cette maison : les gendarmes furent accueillis à coups de révolver; fort heureusement les zouaves, dont la caserne est proche, ont entendu le bruit des armes à feu et sont arrivés au secours des gendarmes. On a dû prendre la maison d'assaut; quinze insurgés ont été tués; on a fait trente-quatre prisonniers, et on a pris six cent cinquante fusils; les zouaves ont perdu trois hommes. Nous sommes arrivés, Ottenfels, Armand et moi,

dans la filature Ajani lorsque l'action venait de finir; c'était un spectacle épouvantable; les émeutiers avaient disposé en salle à manger une des salles de la filature, et ils étaient cinquante à table, banquetant et sablant le champagne, lorsque la visite des gendarmes et des zouaves est venue troubler leur digestion; vous comprenez dans quel état nous avons traversé la salle du festin! les tables et les chaises avaient servi à faire une barricade à la porte d'entrée, les bouteilles et les verres avaient servi d'armes, et nous marchions dans une mare de vin et de sang. Au milieu de tous ces débris gisaient trois cadavres, entre autres celui d'une femme d'une cinquantaine d'années, dont la main crispée tenait encore un révolver. J'aurai toute ma vie devant les yeux cet affreux tableau. Ah! cher ami, quelle atroce chose que la guerre civile!

Je ne crois pas vous avoir raconté l'histoire d'une pétition recouverte de *douze mille* signatures, que le Conseil municipal de Rome

avait été chargé de transmettre au Vatican, et dans laquelle le *Senatus populusque Romanus* demandait au Pape de prier son fidèle allié Victor-Emmanuel de vouloir bien faire occuper Rome par ses bonnes troupes. Ceci est de la haute comédie italienne ; écoutez plutôt ce qu'on vient de me raconter dans *l'Anticamera nobile* du Pape, où j'étais allé aux renseignements. Le comte Giraud, conseiller municipal, escorté de trois de ses collègues, appartenant comme lui au parti libéral, a fait demander au Saint-Père la permission de lui remettre une pétition. Le Pape a donné l'ordre d'introduire cette députation du Sénat romain, et, après avoir lu la requête qui lui fut consignée, il demanda au comte Giraud et à ses trois acolytes de lui présenter l'*istanza*, signée par douze mille six cents citoyens romains, demandant l'entrée des troupes italiennes à Rome, et que ces messieurs prétendaient avoir reçue. Là-dessus, le comte Giraud se trouble, et finit par déclarer au Saint-Père

que l'*istanza* est anonyme; et qu'elle lui a été donnée par un *facchino*, qui l'avait reçue dans la rue d'un monsieur inconnu. Le Pape a congédié alors cette singulière députation, et le comte Giraud est rentré chez lui tout penaud et tremblant pour sa caisse, qui pourrait bien être un peu dévalisée par les Garibaldiens. Cette histoire de la pétition des douze mille citoyens fait le tour de Rome, mais racontée de cent manières différentes; et suivant la façon dont on me la raconte, je devine aisément l'opinion des gens.

En sortant du Vatican, je suis entré chez mon banquier, glisser quelques rouleaux de mille francs dans ma poche pour parer aux événements; j'ai trouvé mon homme très-préoccupé et furieux contre le Saint-Père, qui ne demandait pas au roi d'Italie de faire entrer les troupes. — « La papauté a fini son temps, me dit-il; le Pape doit bien voir qu'il est abandonné par tout le monde, et que, d'ici à quelques jours, il aura cessé de

régner. Il ne devrait donc pas exposer son bon peuple de Rome à devenir la proie des bandes garibaldiennes, qui vont s'emparer de la ville et commettre Dieu sait quels méfaits! Si, au contraire, le Pape appelait les troupes italiennes pendant qu'il en est temps encore, tout se passerait avec ordre...» — Et votre caisse serait sauvée, ajoutai-je! Comme ils sont bien les mêmes partout, ces bons bourgeois libéraux, qui veulent renverser leur gouvernement, mais à condition que ça se fera sans secousses et sans faire baisser les fonds! Au Vatican, j'ai trouvé tout le monde calme et résigné; les Suisses ont abandonné la hallebarde, et ils montent la garde avec des fusils; une batterie d'artillerie campe sur la place Saint-Pierre; enfin il y a dans toute la ville une odeur de poudre qui annonce qu'on se défendra. Après le départ du comte Giraud, le Pape a tenu à ses familiers un fort noble langage: « — Je n'ouvrirai les portes de Rome, aurait-il dit, pas plus aux troupes de Victor-Emmanuel

qu'á celles de Garibaldi, et ceux qui entreront, entreront par la violence. Si ce sont les troupes royales qui s'emparent de ma capitale, je quitterai la ville ; mais, si ce sont les Garibaldiens, je resterai pour partager avec mes prêtres le martyre qui nous attend. » Criez cela à Paris par-dessus les toits ; il est impossible qu'un Français ne soit pas ému en songeant à ce noble vieillard, que nous abandonnons lâchement devant des guenilles rouges. L'Empereur ne comprend donc pas que c'en est fait de l'Empire s'il abandonne le Pape ! Triste, triste, triste !

Rome, 27 octobre 1867.

Mon cher ami,

Sauvés ! cette fois, sauvés ! et la papauté et l'honneur de la France ! J'allais chercher des nouvelles au Ministère des Armes, lorsque j'ai rencontré de Résie, qui en sortait, et qui se

rendait à son chemin de fer pour diriger sur Civita-Vecchia toutes ses machines et ses wagons, afin de transporter à Rome les Français qui sont annoncés et qui arrivent à toute vapeur. Voilà la grande nouvelle! Hosanna! J'avoue que je me promène dans les rues avec plus de fierté qu'hier. Maintenant les Français arriveront-ils à temps pour empêcher Rome d'être prise et saccagée par les Garibaldiens; je l'espère, mais enfin il ne faut pas encore trop se réjouir et chanter victoire. Les troupes pontificales sont épuisées; on a découvert des barils de poudre dans les caves de plusieurs casernes, de sorte que nos malheureux soldats ne veulent plus y coucher, et campent sur de la paille dans les églises, et sous la colonnade de Saint-Pierre. Vous connaissez le comte Philippe de Tournon, voisin de campagne de votre frère en Charolais. Ce brave M. de Tournon, qui a, je crois, deux cent mille livres de rentes, s'est empressé, à la nouvelle des dangers que courait le Pape, de quit-

ter son magnifique château de Montmelas, il est arrivé à Rome avec cent mille francs dans sa poche, qu'il a offerts au Pape avec sa personne. On a prêté au comte de Tournon un uniforme militaire, et, depuis huit jours, il couche toutes les nuits sur la paille, sous la colonnade de Saint-Pierre, enveloppé dans un manteau d'emprunt, et il passe les journées à cheval, accompagnant les dragons dans toutes les patrouilles les plus périlleuses. C'est simplement un héros!

Monte-Rotondo a été pris par les Garibaldiens hier, à huit heures du matin, et ce qui restait des trois cent vingt hommes de la légion romaine chargée de garder ce village, ont été faits prisonniers et consignés aux troupes royales, à Correse. On manque toujours de détails sur ce combat, qui a dû être acharné; des gens de Monte-Rotondo venus à Rome racontent que nos Français ont tenu vingt-huit heures, et qu'ils n'ont cessé le feu que faute de munitions; ils ont fait alors une

sortie à la baïonnette, et, enveloppés par le grand nombre de Garibaldiens, ils ont dû se rendre. La colonne de zouaves partie hier de Rome, à midi, sous les ordres du colonel Alet, est arrivée, vers six heures du soir, en vue de la gare de Monte-Rotondo ; elle a été reçue à coups de fusils par un poste avancé de Garibaldiens établis dans les bâtiments de la station et qui se sont repliés sur la ville. Les zouaves s'apprêtaient à attaquer Garibaldi ce matin, lorsqu'est arrivé, dans la nuit, ordre du ministre des Armes de faire rentrer les troupes à Rome. Il paraît que le Pape, à la nouvelle de l'arrivée des Français, a voulu empêcher de nouveaux combats, qui peuvent être évités si les Français arrivent à temps.

Aujourd'hui, tout le monde se promène sur les hauteurs de Rome, avec des longues-vues, afin de voir déboucher l'armée de Garibaldi ; on s'attend à l'apercevoir ce soir sous les murs de Rome. Pour moi, je ne l'attends pas aussi promptement : le combat de Monte-

Rotondo lui aura coûté beaucoup de monde, et je ne présume pas qu'elle puisse se mettre en marche avant demain matin ; elle trouvera devant elle les ponts coupés, et, de l'autre côté, le gros de l'armée pontificale prêt à la recevoir. A l'ambassade, on disait cette après-midi que tout va bien mal à Florence ; Cialdini n'aurait pas réussi à former un ministère, et le roi aurait appelé Menabrea. Sera-t-il plus heureux que Cialdini ? En outre, je me demande ce que vont devenir les bandes de Garibaldiens avec leur grand général en tête, lorsque les Pontificaux et les Français les auront chassés des États de l'Église ? Ne vont-ils pas se précipiter sur Florence et tenter de renverser le gouvernement ? Ah ! Victor-Emmanuel n'aurait bien que ce qu'il mérite et c'est ce qui l'attend tôt ou tard, s'il continue à déchaîner ainsi tous les éléments révolutionnaires de son royaume. Du reste, vous devez, à Paris, être renseignés bien mieux que nous sur ce qui se passe à Florence ; nos communications sont

continuellement interrompues, et nous ne savons que par raccroc ce qui se passe au delà des murs de Rome. Quant à vous, vous me devez une bien longue lettre, avec toutes les nouvelles de Saint-Cloud, sur l'embarquement, le débarquement et le rembarquement des troupes.

Rome, 28 octobre 1867.

Mon cher ami,

Quand vous rencontrerez notre excellent ami, M[gr] Bastide, faites-vous raconter par lui la bataille de Nerola, à laquelle il assistait comme aumônier de la légion ; il est impossible de raconter avec plus de verve, d'esprit et de cœur, les hauts faits de nos braves soldats. On assiste vraiment *sans danger* à la bataille, on voit Charette s'élançant à la tête des troupes, et entraînant les zouaves ; il y a surtout la description d'un bon type de révolu-

tionnaire italien que je recommande à votre attention ; il s'agit d'un certain comte Valentini, je crois, qui commandait à Nerola ; c'est un héros d'opéra-comique. Quelle bonne soirée j'ai passée avec ce cher prélat, qui se rappelle à votre bon souvenir.

La situation devient de plus en plus tendue ; les Français n'arrivent pas et Garibaldi marche sur Rome ; on aperçoit les éclaireurs près du pont Salara, c'est-à-dire à cinq ou six kilomètres. Il paraît qu'il a annoncé à ses fidèles qu'il déjeunerait le 29 au Capitole : et il a donné aux fournisseurs de son armée des bons payables sur la caisse du municipe romain ; c'est une forfanterie italienne, et si son armée ne se composait que de ses volontaires, je serais rassuré ; mais il est avéré qu'à Monte-Rotondo la plupart des Garibaldiens n'étaient autres que des soldats de l'armée royale vêtus de chemises rouges.

L'armée pontificale est sur les dents ; je viens de rencontrer une bande de jeunes Lyon-

nais, les des Garets, Gatellier, Neyron ; ils n'ont pas dormi plus de deux heures par nuit depuis dix jours, et encore dorment-ils sur le pavé des églises ; ils ont des mines à faire peur. Et la flotte qui n'arrive pas ! J'ai fait une promenade à cheval jusqu'au Teverone, devenu, hélas ! notre frontière ; j'ai trouvé au pont Nomentanum une compagnie de la légion ; l'officier qui la commandait m'a dit que les éclaireurs garibaldiens s'étaient avancés le matin même à une portée de fusil du poste pontifical.

Rome, 29 octobre 1867.

Mon cher ami,

La flotte est enfin signalée en vue de Civita-Vecchia ; hier soir, à huit heures, j'étais chez Armand lorsqu'il a reçu cette bonne nouvelle. Il faisait un temps affreux, il est probable

que les bâtiments se seront tenus au large toute la nuit, et que le débarquement ne commencera que ce matin. Les libéraux affirment (et ils sont généralement bien renseignés) que les Français n'entreront pas à Rome, et que l'armée restera à Civita-Vecchia ; c'est, disent-ils, à cette seule condition que l'Italie a permis le débarquement. Voilà, cher ami, où nous en sommes avec toutes les complaisances de l'Empereur pour ses bons alliés. Ah ! celui-là pourra se vanter d'avoir régné en France pour la plus grande gloire de l'Italie ! Bref ! le Pape est sauvé, et avec huit mille Français à Civita-Vecchia , notre Garibaldi n'entrera pas à Rome. La même dépêche qui annonçait hier l'arrivée de la flotte prévenait que l'armée royale avait passé la frontière, à Orbitello.

On est sans nouvelles au Ministère des Armes, des provinces de Frosinone, Velletri et Viterbe; on pense qu'elles sont occupées par les Garibaldiens ; le ministre des Armes ne voyant pas arriver les Français et craignant

une attaque de Garibaldi sur Rome, avait, dès samedi soir, donné des ordres pour faire rentrer à Rome toutes les garnisons des provinces, de sorte que ces malheureux pays sont la proie de ces hordes affamées.

Vous ai-je écrit dans les temps passés que votre infortuné partner au piquet, l'*avvocato* Lasagni, était tombé en disgrâce auprès du comte de Sartiges, et brusquement remplacé comme avocat à l'ambassade par un certain *avvocato* De Dominicis. Ce dernier, protégé par le parti libéral, avait été recommandé à l'ambassadeur par la R... G... et la P... ; or, Sartiges, tout malin qu'il est, n'a pas vu ou n'a pas voulu voir que le De Dominicis n'était autre qu'un espion introduit dans l'ambassade par la fine fleur des princesses libérales. Il est certain que De Dominicis n'aura pas eu grand' chose à révéler à la secte; car il a pu fouiller toutes les archives et interroger tout le personnel sans découvrir la pensée de l'Empereur sur la question romaine ; Sartiges lui-

même, dans ses épanchements, aurait été embarrassé de la lui dévoiler; mais enfin on avait introduit le loup dans la bergerie, et aujourd'hui on a découvert le pot aux roses. De Dominicis est arrivé tout tremblant à l'ambassade, où il a été caché pendant vingt-quatre heures, pour se soustraire aux recherches de la police pontificale, qui le poursuit comme un des chefs de l'échauffourée du 22 octobre. Il a juré à Armand qu'il était blanc comme neige, et afin de ne pas compromettre la dignité du gouvernement de l'Empereur, on a fait filer mon homme avec un passe-port français; mais le plus beau de l'affaire, c'est qu'il paraît que ce De Dominicis était le caissier des frères et amis, et ceux-ci l'accusent d'avoir fait un trou à la lune, de sorte que le malheureux, poursuivi à Rome comme sectaire, va être poursuivi à Florence comme... caissier.

Rome, 5 h. du soir, 30 octobre 1867.

Enfin ! je viens de voir défiler, dans la Via del Angelo Custode, le premier régiment français débarqué à Rome; c'est le 29e de ligne, un des anciens régiments de l'armée d'occupation. Je vous réponds que nos soldats ont été fort bien accueillis par les Romains. Toute la ville était sur le passage du régiment ou aux fenêtres des maisons; et, sur plusieurs points, on a fortement applaudi. C'est le général de Failly qui est à la tête de l'expédition; nos vieux amis les généraux Dumont et de Polhès sont aussi à Civita-Vecchia ; Willermont fait partie de l'état-major général; nous allons nous retrouver en pays de connaissance.

Rome, 1er novembre 1867.

Les Français continuent d'arriver, et demain nous aurons à Rome une division entière. Garibaldi est toujours à Monte-Rotondo; il s'est même aventuré la nuit dernière jusqu'au Casale dei Pazzi, où il a couché, dit-on. Les troupes pontificales commencent à reprendre les villes de la banlieue de Rome; les Garibaldiens ont déjà été délogés d'Albano, et demain ils seront sans doute chassés de Velletri. La tranquillité n'est pas encore rétablie dans Rome. Avant-hier soir M. Dufournel, capitaine de zouaves, et deux de ses hommes ont été tués dans la Villa Cecchini, où se cachaient des émeutiers. Nous sommes sans nouvelles de Florence depuis quatre jours; nous ne recevons ni lettres, ni journaux, ni dépêches; on dit ici que la République est proclamée à Florence; je n'en crois

rien, et je suis certain, au contraire, que dans ce moment, les grandes villes d'Italie doivent jouir d'une tranquillité parfaite, tous les fauteurs de désordre se trouvant avec Garibaldi, dans les États Pontificaux. Cela changera peut-être d'aspect au retour ; c'est même fort probable, et un nouvel Aspromonte sera sans doute nécessaire si Victor-Emmanuel veut conserver sa couronne.

3 novembre 1867.

Le drame se dénoue dans ce moment; cette nuit, à trois heures du matin, toute l'armée pontificale s'est mise en marche pour aller chasser Garibaldi de Monte-Rotondo ; c'est Kanzler qui a pris le commandement de la petite troupe; Polhès forme l'arrière-garde avec deux bataillons français. Nous avons enfin reçu des journaux de Florence : les nouvelles sont graves; les troupes royales sont entrées sur le territoire pontifical, et occupent plusieurs

points importants de la frontière. Est-ce d'accord avec la France? ou bien est-ce une satisfaction donnée à la place publique?

Rome, 10 novembre 1867.

Vous devez, mon cher d'Ideville, vous demander ce qu'est devenu votre correspondant, lui si exact depuis un mois à vous renseigner, chaque jour, sur les événements de Rome. Vous excuserez mon silence, j'en suis certain, lorsque vous saurez que j'ai consacré mon temps à la recherche de l'exacte vérité sur les faits d'armes qui viennent de couronner cette campagne. C'est pourquoi je n'ai pas voulu vous écrire avant d'avoir recueilli de la bouche des témoins oculaires et impartiaux des détails qui vous permettront, je n'en doute pas, de réfuter certains récits fantaisistes de la bataille de Mentana, que vous entendrez débiter par les Garibaldiens français de la presse et des salons. C'est un grand

honneur pour la petite armée pontificale d'avoir triomphé avec l'armée française, et de s'être battue côte à côte avec elle, et sous ses yeux ; aussi la démagogie s'apprête-t-elle à lui contester ce triomphe, en la calomniant lâchement et en exaltant le courage des vaincus. J'ai prévu cela dès le lendemain de Mentana: et déjà j'ai pu lire dans nos journaux libres penseurs que la victoire de Mentana n'était due qu'aux seuls soldats français, que les pontificaux avaient été honteusement repoussés, et que Garibaldi, accablé par le nombre, n'avait abandonné le champ de bataille qu'à la vue de ses bataillons renversés par les Français. — Eh bien! cher ami, c'est faux, archifaux ; et je vais vous démontrer, preuve en main, que les pontificaux ont repoussé les Garibaldiens et que Garibaldi a battu en retraite devant les soldats du Pape.

Vous trouverez dans vos journaux les récits détaillés de cette bataille; je ne vous envoie donc qu'une narration succincte, vous

donnant les heures exactes des divers engagements, afin d'en tirer les conclusions nécessaires pour répondre à nos adversaires:

Le 3 novembre, à 4 heures du matin, une colonne de cinq mille hommes, composée de trois mille Pontificaux et de deux mille Français, quitta Rome sous les ordres du général Kanzler, pour aller reprendre Monte-Rotondo et en finir une bonne fois avec l'armée garibaldienne, qui continuait à tenir en deçà du Teverone. Les zouaves pontificaux, qui formaient l'avant-garde de cette petite armée, arrivés, vers midi et demi, à quatre kilomètres en avant du village de Mentana, furent attaqués dans un chemin creux par les Garibaldiens embusqués sur les talus boisés de la route. Le combat a duré jusqu'à la nuit; les Pontificaux chassant devant eux les Garibaldiens, qui se retiraient dans Mentana, derrière de fortes barricades qui en défendaient l'accès. VERS TROIS HEURES ET DEMIE, les Pontificaux avait déjà gagné plus de deux kilo-

mètres de terrain dans la direction de Mentana, lorsque le général de Polhès fit observer que le bataillon des chasseurs étrangers s'était porté trop en avant, et allait être enveloppé par une forte colonne garibaldienne; c'est alors seulement que les Français furent appelés à prendre part à l'action, et, sur l'ordre du général de Polhès, le colonel Frémont, du 1er de ligne, s'empressa de dégager le bataillon pontifical des chasseurs étrangers, tandis que le colonel Saussier (1), du 29e, opérait un mouvement d'attaque sur la gauche. A cinq heures et demie, tous les Garibaldiens étaient refoulés dans Mentana, dont les premières maisons furent occupées par le commandant Fouchon, du 59e de ligne, et par les zouaves pontificaux; le champ de bataille était conquis et Mentana complétement investi.

(1) Il s'agit du général Saussier envoyé par les radicaux de l'Aube, quoique fort peu radical lui-même, sur les bancs de l'Assemblée nationale, aux élections partielles du 16 novembre dernier. (Décembre 1873.)

Telle était la situation le 3 au soir. Kanzler, dès lors certain du succès, proposait d'enlever le 4 au matin, la forte position du château de Mentana, lorsque Polhès, qui est un vieil Africain, se souvenant qu'à Zaatcha l'armée française a été arrêtée quarante jours devant une bicoque, fit prévaloir l'avis très-sage, en effet, de demander à Rome des troupes fraîches, et surtout de l'artillerie, afin de ménager ses hommes. Notre brave ami, le général Dumont, commandant la division de Rome, reçut cette demande à minuit. Il réunit tout ce qu'il avait de soldats français disponibles et partit pour Mentana, où il arriva le 4, à sept heures du matin, juste à temps pour recevoir au quartier général le parlementaire garibaldien, qui venait proposer la reddition de Mentana. Les pertes des Garibaldiens ont été considérables ; on les évalue à près de douze cents hommes mis hors de combat. De Polhès m'a dit que le chassepot avait été très-meurtrier.

De notre côté, nous avons fait aussi des pertes bien regrettables : le capitaine de Veaux, des zouaves pontificaux, à été frappé d'une balle au cœur, à la tête de sa compagnie ; nous avons trois officiers français blessés, trois morts et quarante blessés ; les Pontificaux ont une quarantaine de morts et cent blessés.

Examinons maintenant froidement le rôle qu'a joué le général Garibaldi, ce héros des deux mondes ! Garibaldi avait reçu, dans la journée du 1er novembre, la nouvelle officielle de l'arrivée des Français à Rome ; il ne voulait pas y croire ; et la personne chargée de lui porter cette nouvelle à Monte-Rotondo dut à plusieurs reprises lui affirmer que c'étaient bien des régiments français et non des soldats de la légion romaine qui étaient entrés à Rome le 30 octobre.

Garibaldi fut consterné ; il ne comprenait pas comment le roi Victor-Emmanuel, qui, la veille, lui avait envoyé de l'argent et des hommes pour continuer son entreprise, il ne com-

prenait pas comment le roi n'était plus d'accord avec son ancien allié, l'empereur Napoléon. Aussi, voyant qu'il n'y avait plus rien à faire du côté de Rome, il résolut de se diriger sur Tivoli, où se trouvait l'aile gauche de son armée sous les ordres du colonel Pianciani (1); selon les uns, pour la dissoudre, selon les autres, dans l'intention de marcher sur Naples, de s'en emparer et d'y proclamer la République parthénopéenne. Toujours est-il que la journée du 2 novembre se passa en préparatifs de départ, et, le 3 au matin, l'armée était en marche sur Tivoli, et avait déjà dépassé le village de Mentana, situé sur la route de Monte-Rotondo à Tivoli, lorsque les éclaireurs signalèrent l'armée pontificale, déjeunant dans une grande prairie située à l'intersection de la *via Nomentana* et de la *via Tiburtina*. Garibaldi fit faire volte-face à son armée et la disposa dans de très-fortes positions pour attendre

(1) Le colonel Pianciani est actuellement maire de Rome.

l'armée pontificale. L'attaque commença à midi et demi, comme je vous l'ai dit plus haut, et, à DEUX HEURES, Garibaldi, escorté d'un nombreux état-major, traversait la rue principale de Mentana, se dirigeant sur Monte-Rotondo, et recommandant à ses hommes de se défendre jusqu'à la mort. Garibaldi a donc fui devant les soldats du Pape avant que les soldats français eussent donné, et avant même qu'il ait su que les Français étaient à Mentana. Mais, me direz-vous, comment prouver tout cela, et comment désabuser les Italiens et les Français qui croient à l'habileté déployée par Garibaldi en cette occasion ? Rien de plus simple : il suffit de consulter le journal la *Riforma*, moniteur officiel du garibaldisme, et de lire, dans le numéro 156 du 6 novembre 1867, la relation écrite par M. Crispi, député au Parlement italien, rendant compte à ses très-chers amis de l'arrestation de Garibaldi après Mentana. Je traduis la première phrase de cette précieuse relation : « Très-chers amis, cédant à vos ins-

« tances répétées, je me rendis, le 3 novem-
« bre, au camp des volontaires. J'arrivai au
« pont de Correse à cinq heures du soir, et là
« j'appris que le général ne tarderait pas à
« arriver. En effet, il arriva vers 7 heures
« à la tête de cinq mille hommes, jeunesse
« choisie, qui avait un ardent désir de retour-
« ner se battre sous Rome..... »

Voici donc un fait acquis à la cause : Garibaldi est arrivé à Correse à 7 heures du soir; or, j'ai voulu parcourir en voiture, comme l'avait fait Garibaldi, la route de Monte-Rotondo à Correse; je l'ai fait hier 9 novembre, par un temps splendide et une route très-sèche; j'ai employé trois heures; il est donc parfaitement admissible de croire ce que m'ont affirmé toutes les autorités de Mentana et de Monte-Rotondo, c'est que Garibaldi a traversé Mentana à 2 heures, qu'il est arrivé à Monte-Rotondo à 2 heures un quart, qu'il en est reparti à 3 heures, et qu'il a mis quatre heures pour se rendre, avec cinq mille hommes

de Monte-Rotondo à Correse. J'ai, en outre, interrogé le chef de station de Correse, qui m'a confirmé l'heure indiquée par M. Crispi, et m'a fait visiter la chambre dans laquelle avait daigné se reposer l'illustre héros. Ouvrez maintenant la *Riforma* du 7 novembre, et lisez l'article intitulé : *Les Français à Mentana :*

« Nous reproduisons du *Giornale di Roma*,
« organe du gouvernement pontifical, la rela-
« tion des faits du 3 novembre.

« Cette relation révèle un fait *que nous ne*
« *connaissions pas hier avec certitude* : le
« fait que les troupes qui ont combattu Gari-
« baldi étaient des *troupes françaises*, unies
« aux troupes pontificales... »

CHAPITRE V.

Comment Garibaldi est un héros. — Un député napolitain au Parlement italien. — Machiavélisme du gouvernement de Victor-Emmanuel. — Episode de la *retraite* de Garibaldi après Mentana. — La noblesse française à Rome. — La rentrée des troupes.

Rome, 11 novembre 1867.

Vous semble-t-il suffisamment prouvé que Garibaldi a été battu par les soldats du Pape et a lestement abandonné la partie !

Eh bien ! mon cher d'Ideville, vous le croirez et moi aussi ; mais vous ne le ferez jamais croire à tous les braves gens qui considèrent cet aventurier comme un héros. Quand ils ont pris Rome, nos soldats cependant ne l'ont jamais vu devant eux ! En 1859,

il ne s'est jamais battu ! Dans la dernière campagne du Tyrol, il se promenait en voiture à quatre chevaux, pendant que les malheureux qui l'avaient suivi se faisaient tuer par les Autrichiens ; cela est acquis à l'histoire. En Sicile, il a triomphé avec l'argent de Cavour, et à Naples il est arrivé dans la calèche de Liborio Romano. Le seul talent de Garibaldi est de savoir fuir, ou, si l'on préfère, se replier en ordre. Il a fui à Rome pendant la nuit, la veille de l'entrée des Français en 1849 ; il a fui à Genève, cet été, devant les sifflets de la population, et il vient de fuir à Mentana. Un jour, à Aspromonte, ce pauvre orgueilleux se prit au sérieux, et voulut agir en dehors du gouvernement italien. On le vit pour la première fois se placer en avant de la troupe, ne supposant pas que ses complices de la veille oseraient tirer sur lui : il se trompait, et il fut châtié de son outrecuidance par une balle dans la jambe. — Ceci, à la gloire de Rattazzi, qui brava l'impopularité et fit preuve

ce jour-là de grande énergie et de sens politique en rompant avec la révolution.

C'est, du reste, un des grands défauts de notre race latine, d'accepter sans contrôle les hâbleries des charlatans de la révolution. Ceux-ci, sachant avec quelle facilité le Français admire toutes les célébrités d'occasion, pourvu qu'on les entoure d'une auréole de gloire, ne manquent jamais de doter tous leurs héros des plus éclatantes vertus guerrières. La légende, nos petits-enfants le verront, parlera de Garibaldi comme d'un condottiere plein de courage ; et on oubliera la fuite de Mentana et tant d'autres..... retraites.

Un trait de mœurs pour finir cette lettre déjà bien longue : j'ai passé la soirée avant-hier chez Armand avec une bonne nature de traître ; c'est un certain commandeur X***, ancien ministre du roi François II, et actuellement député au Parlement italien : ce Monsieur avait quitté Naples le matin même, et, au débotté du chemin de fer, il tomba chez

Armand chercher des nouvelles. Il commença par nous en donner de Naples; et nous apprîmes par lui que, depuis huit jours, la population de cette ville se portait sur les quais, dans l'espoir d'assister au débarquement d'une armée française avec Murat en tête; d'autres espéraient une restauration bourbonienne; tout le monde enfin à Naples pensait que la France allait profiter de l'escapade garibaldienne pour remettre les choses à leur place en Italie. « Quant à moi, ajoutait-il, en « s'adressant à Armand, vous savez, cher « Monsieur, pour qui sont toutes mes sympa- « thies » (notez qu'il n'a jamais prononcé le nom de cet auguste personnage, et qu'Armand ne l'avait pas vu *depuis dix ans*), et si « aujourd'hui, j'ai accepté de siéger dans « ce Parlement italien, c'est pour y défendre « les droits du Saint-Père et de la religion;... » et ainsi de suite, sur ce ton, pendant une heure.

Le comique de la conversation était de voir les efforts de ce fourbe pour arracher une

confidence à Armand, et savoir lequel des prétendants au trône de Naples le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur voulait bien protéger. Était-ce Murat? Était-ce François II? Le bonhomme était parti de Naples, convaincu qu'il allait assister à un changement de gouvernement; le moment pour lui était donc solennel; il s'agissait de faire volte-face, et de se prononcer d'avance pour le bon.

Ce n'est pas sans peine qu'Armand finit par le persuader que le gouvernement de l'Empereur n'avait aucune velléité de défaire ce qu'il avait fait; cette imagination napolitaine avait fabriqué sa petite restauration; et il se voyait déjà premier ministre de Murat II ou de François II. Pauvre unité italienne, voilà les hommes qui te servent! — « Ah! Messieurs, « je comprends maintenant pourquoi le roi « François II n'est plus sur le trône de Naples, « dit le colonel d'Argy, lorsque ce député « fut sorti; il a oublié de faire fusiller une « quinzaine de drôles de cette espèce. »

Rome, 12 novembre.

L'horizon politique commence à s'éclaircir, comme vous dites, vous autres diplomates, et le terrain commence à être déblayé. Les troupes royales italiennes ont quitté les points du territoire pontifical dont elles s'étaient emparées; et quant aux Garibaldiens, je vous réponds qu'il faudrait être bien habile pour en trouver un seul dans les États de l'Église ; ils viennent de recevoir une leçon dont ils profiteront, j'espère, et nous en voici débarrassés pour longtemps. Ce qui me confond toujours dans la politique italienne, c'est le machiavélisme des notes officielles. Les troupes royales avaient franchi la frontière, comme je vous l'ai dit, suivant pas à pas les Garibaldiens et attendant que ceux-ci se fussent rendus maîtres de Rome pour prendre leur place et renverser le pape. (En cela le gouvernement continuait la

politique qu'il a suivie dans la glorieuse conquête du royaume de Naples). Eh bien! la gazette officielle du royaume, en annonçant l'arrestation de Garibaldi, ajoute avec ingénuité: « La nécessité de toute intervention ayant cessé après la dissolution du corps des volontaires, le gouvernement a donné l'ordre aux troupes royales, qui avaient occupé quelques points du territoire pontifical, de rentrer sur le territoire de l'État. » Comprenez, si vous pouvez, à quelle nécessité le gouvernement italien avait obéi ?

Notre ami de Pommerol est arrivé de France; il m'a fort intéressé en me racontant combien le sentiment public dans nos campagnes avait été favorable au Pape pendant toutes ces affaires; il paraît qu'il n'y avait qu'un cri d'indignation dans la vraie France contre la fourberie italienne. J'ai retrouvé là, en dépit de tous les efforts du *Siècle* et des honnêtes républicains, notre vieille honnêteté française, et je m'en sens tout fier. Pommerol avait

voyagé de Florence à Foligno, dans la nuit du 3 au 4 novembre, avec un Anglais, qu'on lui a dit être un des fils du duc d'Argyll. Ce noble duc se rendait au camp garibaldien, porteur d'une somme considérable, adressée, je pense, au grand chef par la Société biblique de Londres. A Foligno, ces messieurs ont appris la défaite de Mentana et l'arrivée prochaine de Garibaldi en fuite. Pommerol, qui ne connaissait pas le héros, laissa continuer le train pour Rome, et, en compagnie de l'Anglais, il attendit Garibaldi. Celui-ci arriva, en effet, par un train spécial, vers midi. Il était accompagné de tout son état-major, et fut salué avec attendrissement par les autorités locales, qui s'étaient rendues à la gare pour complimenter le grand homme.

On lui présenta le jeune Anglais, qui eut l'honneur d'être admis dans le compartiment de Garibaldi, et qui aura dû assister quelques heures plus tard à son arrestation à Filigne. Voilà une bonne journée pour un Anglais.

Le général de Failly va s'installer au palais Simonetti ; et tout danger ayant disparu, on pense déjà aux soirées que donnera, cet hiver, dans ces beaux salons, la comtesse de Failly, qu'on dit très-aimable.

En attendant les bals, toutes nos élégantes soignent les blessés dans les hôpitaux et dans les salles de leurs palais, transformés en ambulances. C'était vraiment un spectacle bien triste et bien touchant que celui qu'offrait, le 5 novembre, la route de Rome à Mentana ; le bruit s'était répandu la veille que l'intendance manquait de voitures pour amener les blessés ; aussi chacun s'est-il empressé de partir avec ses chevaux pour recueillir ces pauvres gens.

J'ai croisé sur la route le duc de Luynes, conduisant lui-même un grand omnibus rempli de blessés garibaldiens ; j'ai aussi rencontré d'Épinay avec deux Garibaldiens dans une *botte* (petite voiture de place à un cheval) ; un de ces pauvres diables était grièvement blessé au cou et perdait beaucoup de sang. D'Épinay

était tellement impressionné, qu'il était aussi pâle que ses deux compagnons. A Mentana, j'ai trouvé Henri des Garets, le frère de notre bon capitaine; il m'a fort intéressé en me promenant sur toutes les parties du champ de bataille. Le 7, nous avons eu notre *rentrée des troupes;* une fête vraiment patriotique, dans laquelle le peuple romain a bien prouvé son amour pour le Saint-Père; livré à lui-même, le peuple de Rome est excellent.

On savait que les régiments ayant pris part à la bataille de Mentana devaient rentrer à Rome vers trois heures, par la porta Pia, et défiler devant les états-majors français et pontificaux, réunis près de la fontaine de Moïse. Tout le peuple romain faisait la haie sur le parcours de ces braves soldats. On leur jetait des fleurs, on les applaudissait comme des libérateurs; jamais je n'avais vu un enthousiasme plus sincère. Charette, surtout, a été très-applaudi à la tête de ses zouaves; on l'avait dit blessé; il n'en était rien, fort heu-

reusement, mais son cheval a reçu trois coups de feu. Je l'ai vu hier, notre brave Charette : il est rayonnant. « J'ai toujours désiré deux choses, me dit-il, me battre dans les rangs de l'armée française et gagner la croix d'honneur; la Providence vient d'exaucer un de mes vœux; quant à l'autre, c'est impossible... maintenant. »

Je sais qu'Armand travaille à combler le second désir de Charette, mais je doute qu'il réussisse; l'Empereur consentirait, je crois, volontiers à donner cette décoration, mais jamais les La Valette et les Rouher ne le laisseront rompre ainsi en visière avec les démagogues. Quant à Charette, il eût accepté la croix sur le champ de bataille ou le lendemain de Mentana; il ne l'accepterait plus aujourd'hui. Enfin, parlez-en toujours au colonel Colson et à des Garets, et si, au ministère de la Guerre, on est bien disposé, je tâterai le terrain ici.

Je rencontre à chaque pas, dans les rues de Rome, des Français qui sont venus s'enrôler

dans la milice organisée par le duc Salviati et le marquis Patrizzi ; ces Français s'occupent actuellement des blessés avec un rare dévouement. Il faut citer au premier rang les ducs de Luynes et de Lorges, M. Keller, député, le baron Benoist-d'Azy, le comte de Lupé, le comte de Bourbon-Busset, M. Vrignault, le docteur Ozanam, etc., etc.

Maintenant, nous attendons tout de Paris, par conséquent, c'est votre tour de me renseigner ; ne me ménagez donc pas vos lettres, vous savez avec quel plaisir je les reçois et avec quelle impatience elles sont attendues ici.

CHAPITRE VI.

Proclamation publiée par neuf députés au Parlement de Florence. — Les victoires des volontaires racontées par la presse italienne. — Appel aux armes de la *Riforma*. — Adresse du peuple romain au marquis Cavaletti, sénateur de Rome. — Texte de l'adresse présentée au Pape par M. Giraud. — Proclamation de Victor-Emmanuel, contresignée par le ministère Menabrea. — Réflexions sur la conduite du ministère La Valette-Moustier.

Rome, 25 novembre 1867.

Mon cher ami,

J'ai recueilli quelques documents relatifs à la crise politique que nous venons de traverser; ils n'ont pas une grande importance rétrospective; mais ils peuvent vous être utiles plus tard s'il vous prend la fantaisie d'écrire l'histoire de ces tristes temps.

Voici d'abord une proclamation affichée le 23 octobre, à 5 heures du soir, sur tous les murs de Florence; elle est signée par neuf députés au Parlement et donne la mesure de la connivence du gouvernement italien dans tout le mouvement garibaldien.

COMITÉ CENTRAL DE SECOURS.

« Italiens!

« Nos frères, le peuple romain, se battent héroïquement à Rome depuis deux jours. Telle est la vérité.

« Dans quelques heures, Garibaldi sera parmi les combattants à Rome.

« Italiens, nos frères couvrent de leur sang les barricades élevées au nom de l'Italie, au nom de notre unité, au nom de la liberté.

« Ce sang ne doit pas être inutilement répandu. Il est de notre plus rigoureux devoir de les aider.

« Rome capitale d'Italie, proclamée tant de fois dans les réunions populaires, dans le Parlement, est maintenant affirmée par le combat, par le sang, et bientôt, espérons-le, par la victoire.

« Italiens, écoutez la voix de Garibaldi : *Levez-vous.* Nous en avons l'obligation, nous en avons le droit.

« L'étranger n'osera ni menacer, ni attaquer un peuple de vingt-cinq millions d'habitants qui proclame son droit, qui sait combattre, qui sait mourir pour lui.

« Le gouvernement français n'est pas la France. La France nation, la France de la grande Révolution, la France de la liberté est, par les vœux et par la pensée, favorable à l'Italie.

« *Levez-vous*, imitez dans sa grandeur, dans ses généreuses et patriotiques résolutions, la France de la Révolution.

« On ne doit pas céder aux menaces étrangères quand la nation peut compter sur une

armée valeureuse comme la nôtre, quand par milliers les volontaires accourent de toutes parts, quand nous avons pour défenseur de Rome un capitaine qui s'appelle Garibaldi, qui est invincible et qui vaincra encore.

« Donnez des secours d'armes, d'argent, de bras, de tout, aux insurgés de Rome, aux insurgés des provinces, qui sont à leur poste, qui y ont toujours été, qui marchent maintenant pour étreindre Rome dans un cercle de feu. Rome, hier encore en proie à la théocratie, aux mercenaires du pape, sera vraiment demain capitale d'Italie grâce au courage des Italiens. »

Florence, 23 octobre 1867.

Le Comité central :

G. Pallavicino, — F. Crispi, — B. Cairoli, — La Porta, — A. Oliva, — F. De Boni, — L. Miceli, — E. Bertani, — A. Guastalla.

Voulez-vous maintenant un échantillon des bulletins de victoires, publiés par la *Riforma*, journal officiel de Garibaldi?

La *Riforma* publie ce soir le bulletin suivant :

« Rome se bat depuis deux jours.

« La caserne des zouaves, située sur la place Dora, minée et assaillie par le peuple, a sauté en l'air.

« La ville est couverte de barricades, l'insurrection triomphe.

« Les communications télégraphiques sont toujours interceptées.

« Garibaldi, en arrivant à Terni, est parti pour la frontière. Il marche maintenant sur Rome à la tête de cinq mille volontaires. »

23 octobre, 5 heures du soir.

LE COMITÉ.

Le même journal *la Riforma* a publié dans son numéro du 23 octobre, la proclamation

suivante affichée, dit ce journal, par les Romains au commencement de l'insurrection. Il est bon de vous informer que cette proclamation n'a vu le jour que dans les colonnes des journaux italiens et qu'elle n'a jamais souillé les murs de Rome; ses auteurs ayant sans doute une crainte salutaire de la gendarmerie pontificale, et sachant, en outre, à quoi s'en tenir sur l'effet que produiraient leurs phrases creuses sur les bons Romains.

« Romains, aux armes!

« Pour notre liberté, pour notre droit, pour l'unité de la patrie italienne et pour l'honneur du nom romain, — aux armes!

« Que notre cri de guerre soit : Mort au pouvoir temporel, vive Rome capitale d'Italie! — Respectons toutes les croyances religieuses, mais délivrons-nous, une fois pour toutes, d'une tyrannie qui nous sépare violemment de la famille italienne et tente de perpétuer

l'erreur que Rome soit exclue du droit de nationalité et appartienne à tout le monde, hors à l'Italie.

« Depuis longtemps nos frères ont levé l'étendard de la sainte révolte, et baigné de leur sang la route sacrée de Rome.

« Ne tolérons plus qu'ils soient seuls et répondons à leur héroïque appel avec la cloche du Capitole.

« Notre devoir, la solidarité de la cause commune, les traditions de Rome nous l'imposent.

« Aux armes! Que quiconque peut saisir un fusil, accoure; faisons de toute maison une forteresse, de tout fer une arme.

« Que les vieillards, les femmes, les enfants élèvent les barricades; que les jeunes gens les défendent.

« Vive l'Italie! — Vive Rome! »

JUNTE INSURRECTIONNELLE ROMAINE.

J'ai maintenant à vous servir des documents inédits du genre grotesque ; ce sont les adresses du Peuple romain et de quatre Conseillers municipaux, demandant au Saint-Père de se faire garder par les troupes de son cher voisin Victor-Emmanuel. Je vous ai raconté en son temps, l'histoire de ces deux adresses, mais je n'en avais pas le texte, qui mérite la peine d'être conservé au point de vue de la naïveté enfantine des libéraux romains.

Voici cette adresse :

« Excellence,

« La situation du pays est devenue si grave, qu'elle n'offre plus de sécurité à personne. Les incarcérations, les perquisitions continuelles, la menace de l'état de siége, l'appareil de forces militaires, loin de calmer l'irritation du peuple déjà frappé par tant d'autres fléaux, ne contribue qu'à l'accroître. Les nombreuses proclamations insurrectionnelles

publiées dans ces derniers jours, et surtout celle du 16 du courant, dont un exemplaire est ci-annexé, font pressentir à tous une révolution imminente.

« Les citoyens soussignés, dont les signatures apposées sur des feuilles spéciales dépassent déjà le nombre de douze mille, dans leur vif désir de préserver Rome de grandes calamités, s'adressent avec confiance à Votre Excellence, pour que, se faisant l'interprète des sentiments de la population auprès du Saint-Père, elle veuille bien demander un remède efficace, qui ne peut désormais être que l'intervention des troupes régulières du royaume d'Italie.

« Excellence, les citoyens de Rome, dont vous êtes le légitime représentant auprès du Souverain Pontife, sont certains que vous voudrez bien vous interposer efficacement, dans l'intérêt général du pays qui n'a jamais manqué ni ne manquera jamais de respect pour le Père commun des fidèles, dont l'autorité serait

affaiblie par une effusion de sang qui répugne à l'Eglise.

« Excellence, les moments sont graves et une mesure est indispensable aujourd'hui même. Tout retard pourrait être fatal à tous. »

(Suivent les signatures.)

A Son Excellence le marquis Cavaletti, sénateur de Rome.

Voici maintenant l'adresse que M. Giraud, faisant fonctions de sénateur en l'absence du marquis Cavaletti, a remise au Souverain Pontife :

« Très-Saint Père,

« Il a été remis à la magistrature romaine, un écrit appuyé, dit-on, de douze mille signatures, où l'on parle de la très-grave situation dans laquelle se trouverait Rome et où l'on invoque des mesures à prendre.

« La magistrature, en l'absence du sénateur, croit de son devoir de déposer cet écrit aux pieds de Votre Sainteté, prête à coopérer à l'exécution de vos souveraines résolutions. »

Du Capitole, le 18 octobre 1867.

Pour le sénateur :

Le conseiller ff. de sénateur, F. GIRAUD.

Les Conservateurs :

Comte ANNIBALE MORONI, Chevalier GIUSEPPE PUGLIERI, Avocat PIETRO MEROLLI.

J'ai gardé pour le bouquet une proclamation de Victor-Emmanuel à son bon peuple.

« Italiens !

« Des bandes de volontaires excités et séduits par l'œuvre d'un parti, ont, sans mon autorisation ni celle de mon gouvernement, violé les frontières de l'État.

« Le respect également dû par tous les citoyens aux lois et aux traités internationaux sanctionnés par le Parlement et par moi, établit, dans ces graves circonstances, une dette d'honneur inexorable.

« L'Europe sait que le drapeau arboré sur des terres voisines des nôtres et sur lequel a été écrite la destruction de la suprême autorité spirituelle du chef de la religion catholique, n'est pas le mien.

« Cette tentative met la patrie commune dans un grand péril, et m'impose, à moi, l'impérieux devoir de sauver l'honneur du pays et en même temps de ne pas confondre en une seule deux causes absolument distinctes, deux objectifs différents.

« L'Italie doit être rassurée sur les périls qu'elle peut courir ; l'Europe doit être convaincue que l'Italie, fidèle à ses engagements, ne veut ni ne peut être la perturbatrice de l'ordre public.

« La guerre avec notre alliée serait une

guerre fratricide entre deux armées qui ont combattu pour la même cause.

« Dépositaire du droit de la paix et de la guerre, je ne puis en tolérer l'usurpation.

« J'ai donc la confiance que la voix de la raison sera écoutée et que les citoyens italiens qui ont violé ce droit, se mettront promptement derrière les lignes de nos troupes.

« Les dangers que le désordre et les projets inconsidérés peuvent créer parmi nous, doivent être conjurés, en maintenant ferme l'autorité du gouvernement et l'inviolabilité des lois.

« L'honneur du pays est dans mes mains, et la confiance que la nation a eue en moi dans les jours les plus douloureux ne peut me faire défaut.

« Quand le calme sera rentré dans les esprits, et l'ordre public pleinement rétabli, mon gouvernement, d'accord avec la France, selon levote du Parlement, s'efforcera, avec toute loyauté, de trouver un accommodement

utile de nature à mettre un terme à la grave et importante question des Romains.

« Italiens !

« J'ai eu et j'ai toujours confiance dans votre sagesse, comme vous l'avez eue dans l'affection de votre roi pour cette grande patrie que, grâce aux sacrifices communs, nous avons enfin ramenée au nombre des nations et que nous devons remettre à nos enfants entière et honorée. »

Florence, le 27 octobre 1867.

VICTOR-EMMANUEL.

MENABREA. — CAMBRAY-DIGNY. — GUALTERIO.
CANTELLI. — BERTOLÈ-VIALE. — A. MARI.

Ce document, pour ceux qui savent lire les pièces diplomatiques, signifie que le roi et ses ministres saisiront la première occasion favorable qui se présentera, pour renverser le *pouvoir temporel* du Pape.

NOTE DE L'ÉDITEUR DES LETTRES

Les lettres que l'on vient de lire et que j'ai cru devoir publier, en retranchant seulement quelques appréciations un peu trop vives sur les personnes, ont été écrites, comme je l'ai dit en commençant, par un homme très-indépendant, dont la droiture et la bonne foi ne sauraient être mises en doute. — C'est pourquoi cette relation exacte de faits peu connus, et cependant d'une grave importance, sera intéressante au point de vue de l'histoire. — Quant à raconter les hésitations, les tergiversations du cabinet des Tuileries, les ordres, les contre-ordres donnés par l'Empereur et ses ministres, ce serait chose inutile. Il faut se rappeler seulement qu'à cette époque M. de La Valette était ministre de l'Intérieur, et M. de Moustier ministre des Affaires étrangères; enfin, que MM. Nigra et Benedetti étaient tout-puissants aux Tuileries. Dans l'esprit de ces hommes, la papauté était condamnée d'avance: cela ne fait un doute pour personne. — L'Impératrice, qui subissait déjà

l'influence si fatale de M. le marquis de La Valette, avait abandonné la cause du Saint-Siége, sans se douter que cette cause était vraiment la cause de la France et de sa dynastie. Les amis sincères de Rome n'étaient alors ni assez puissants, ni assez énergiques, hélas! pour imposer leur volonté dans les conseils du souverain. Tout était donc combiné, je n'ose pas dire de concert avec l'Italie, pour hâter la solution si vivement désirée par les révolutionnaires. De même qu'à Chambéry, au moment de l'entrée des troupes piémontaises dans les Marches, le mot attribué à l'Empereur : « Faites, mais faites vite! » était véritablement le mot d'ordre. — Notre flotte, par un malentendu, serait arrivée vingt-quatre heures trop tard à Civita-Vecchia, et la présence de nos troupes devenue inutile. Renouvelant la comédie de Naples, le courrier Garibaldi aurait ouvert au roi son maître les portes de la Ville éternelle et préparé les logements. Quant au gouvernement français, rigide et scrupuleux observateur de la convention du 15 septembre 1864 et des principes de non-intervention, il se serait incliné devant les faits accomplis. Tel était le programme de la coterie italienne et antifrançaise qui siégeait à Paris.

Un simple chargé d'affaires, homme d'énergie et d'honneur, déjoua tous ces plans. Ce fut, il faut le dire bien haut, grâce seulement à son honnêteté et à sa présence d'esprit qu'une telle honte fut épargnée à notre France. Le Saint-Père, peu de temps après, accorda à M. E. Armand des lettres de noblesse et le créa comte héréditaire, juste récompense du service signalé qu'il avait rendu à l'Église. A Paris, la coterie La Valette garda longtemps rancune au

jenne diplomate de l'attitude qu'il avait prise dans ces événements ; mais celui-ci s'en préoccupa fort peu, car, avec l'estime de tous les honnêtes gens, il avait pour lui la conscience d'avoir accompli son devoir de Français et de chrétien.

DEUXIÈME PARTIE

LA PRISE DE ROME

EN 1870

Lettres recueillies par M. Henry d'Ideville.

Ces lettres, que nous n'hésitons pas à publier aujourd'hui, nous furent adressées de Rome vers la fin de l'année 1870. La France, à cette époque, envahie par l'étranger, ravagée et exploitée par la révolution, se préoccupait peu des graves événements qui se passaient au delà des Alpes.

C'est ainsi que ce fait immense, la prise de Rome, passa comme inaperçu. A la faveur de nos désastres, grâce à la complicité et à l'instigation flagrante de la Prusse, les troupes de notre ex-allié le roi Victor-Emmanuel, celui-là même que nous avions fait roi d'Italie, s'emparèrent de la Ville éternelle presque au moment où les Allemands mettaient le siége devant Paris.

Il est peu d'épisodes de notre histoire contemporaine qui soit moins connu et qui renferme plus de précieux et plus d'utiles enseignements. Les lettres de M. X... auxquelles j'ai à peine changé quelques mots, contiennent sur cette période des détails et des révélations d'un haut intérêt au point de vue politique et diplomatique.

L'indépendance absolue de la personne qui a écrit ces lettres, la situation qu'elle occupait à Rome, aussi bien que l'estime particulière dont elle était entoruée, donnent à cette

correspondance une autorité incontestable; quant aux sentiments exprimés par mon ami M. X..., je suis fier de pouvoir m'y associer sans réserve. J'ai la conviction profonde que tout homme de bien, tout Français aimant son pays et croyant en Dieu, partagera ce sentiment.

H. D'IDEVILLE.

CHAPITRE VII.

Projet de traité entre la France, l'Italie et l'Autriche (Juillet 1870). — Démarches équivoques du baron d'Arnim, ministre de Prusse à Florence. — Émotion à Rome lors du rappel des troupes françaises. — Départ du baron d'Arnim. — Propos de M. Lefèvre de Behaine, sur l'armée prussienne. — Conversation de M. Emile Ollivier, à propos de la question romaine. — Interpellation au parlement de Florence. — Réponse de M. Visconti-Venosta. — Article du journal ministériel *l'Italie*. — Cependant les hommes d'État ne songent point encore à faire de Rome le siége du gouvernement.

Rome, le 22 juillet 1870.

Mon cher d'Ideville,

Vous me demandez ce que le Pape va devenir au milieu de la conflagration européenne qui semble se préparer : ses destinées, comme celles de tous les souverains de ce

monde, sont, vous le savez, entre les mains de la Providence, dont il ne nous est pas permis de pénétrer les desseins ; mais ce que nous pouvons souvent préjuger, ce sont les desseins des hommes ; et ceux-là me font trembler. Vous avez sans doute connaissance de la mission du comte Vimercati ; on raconte ici qu'il est parti de Paris pour Florence, porteur d'un projet de traité d'alliance entre la France, l'Italie et l'Autriche. Par ce traité, l'Italie s'engagerait à nous fournir cent cinquante mille hommes, et, pour prix de ce service, nous lui abandonnerions Rome et le Pape. Le comte Vimercati doit être à Vienne pour faire ratifier par l'Autriche ce traité en ce qui concerne l'abandon du Pape aux Italiens. Tout cela est fort triste comme vous voyez, et d'autant plus triste, qu'on nous trompe, et qu'il est impossible que les Italiens puissent nous fournir cent cinquante mille hommes ; c'est tout au plus s'ils pourront nous en donner cinquante mille ; et il leur en restera à peine

trente mille pour prendre Rome, garder Naples et préserver les grandes villes des tentatives mazziniennes.

En attendant les événements, je vous avertis que la diplomatie prussienne ne s'endort pas : le baron d'Arnim est parti le 12 au soir pour Florence ; il a séjourné vingt-quatre heures dans cette ville ; de là il est allé à Livourne, d'où, m'écrit-on, il s'est embarqué pour Caprera. Au palais Cafarelli, on répondait à ceux qui demandaient de ses nouvelles, que le baron d'Arnim était aux bains de mer de Livourne : je n'en ai jamais cru un traître mot et je m'en tiens à la version de mon correspondant. D'abord, qu'est-ce que le baron d'Arnim irait faire à Livourne, tandis que les salons de la princesse X... sont encore ouverts à Rome ? Ensuite, est-il vraisemblable qu'un agent du comte de Bismarck, qu'un ministre de Prusse, actif et zélé comme le baron d'Arnim, puisse, dans un moment aussi intéressant pour un diplomate, songer à quitter sa légation et à

aller se promener sur la plage de Livourne? Toujours est-il que le baron d'Arnim, parti de Rome le 12 pour *Florence*, est arrivé de *Livourne* le 18 au soir, et que depuis son retour les libéraux sont dans la joie.

Voici, du reste, la nouvelle qui circule parmi les fortes têtes de la secte : le baron d'Arnim aurait rapporté de son voyage un traité d'alliance avec Garibaldi, par lequel le héros de Mentana s'engage, aussitôt que la guerre sera commencée sur le Rhin, et même avant si c'est possible, à attaquer la division française à Civita-Vecchia; la Prusse fournira l'argent et les armes.

On espère, par cette manœuvre, entraîner le gouvernement italien dans le mouvement garibadien, obliger l'armée royale de marcher à la remorque de Garibaldi contre l'armée française; empêcher ainsi l'alliance franco-italienne, et nous forcer à détacher en Italie, pour soutenir l'honneur de notre drapeau, des régiments de l'armée du Rhin.

Vous voyez dans quel gâchis nous sommes : d'un côté, le comte Vimercati avec les Italiens, auxquels on livre le Pape ; de l'autre, le baron d'Arnim avec les hordes garibaldiennes et tout ce qui s'ensuivra.

Or ça, cher ami, dites-moi, je vous prie, si en France vous avez tous perdu la tête : on boit du champagne à Saint-Cloud et dans les casernes ; on y chante la *Marseillaise ;* tout ce monde me paraît ivre, et je doute fort qu'il y ait dans votre ministère un homme ayant son sang-froid et se demandant sérieusement où l'on va et ce qu'on veut.

Puisqu'il faut absolument avoir la guerre avec la Prusse, pourquoi ne commence-t-on pas par la laisser s'affaiblir en envoyant ce jeune prince de Hohenzollern s'essayer en Espagne ? Ah ! si j'étais empereur des Français, non-seulement je laisserais le roi de Prusse accepter cette couronne pour son parent, mais je le pousserais fort à cette folie ; puis, une fois le roi d'Espagne installé à Madrid, je donnerais

un million aux Carlistes, un million aux Isabellistes, un million aux Montpensiéristes, un million aux Républicains, des fusils à tout ce monde-là, et avant peu de temps vous en apprendriez de belles sur l'Espagne et sur les destinées de son jeune souverain.

La Prusse, voulant alors maintenir sa dynastie en Espagne, recommencerait, j'espère, à notre profit, les fautes de Napoléon Ier, et ce serait le moment de prendre sur le Rhin notre revanche de Sadowa.

Mais, hélas ! je ne suis pas empereur des Français, et vous, qui êtes dans la coulisse, vous allez me dire que je déraisonne et que je manque de patriotisme.

C'est effrayant comme, à notre époque, ce mot *patriotisme* est commode pour couvrir toutes les folies politiques et dynastiques. J'ai tout lieu de croire, du reste, qu'à Saint-Cloud on est assez préoccupé de l'aventure dans laquelle on va se lancer ; j'ai eu l'honneur de voir ces jours derniers la princesse G..., qui

avait des nouvelles de France et qui ne m'a rien dissimulé des appréhensions de la famille impériale.

Rome, 28 juillet 1870.

Mon cher d'Ideville,

Alea jacta est! Le marquis de Banneville a reçu, dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 juillet, la dépêche télégraphique l'invitant à annoncer au Pape le départ des troupes françaises.

L'ambassadeur s'est rendu hier à midi au Vatican, et a communiqué au cardinal Antonelli la triste nouvelle. Le cardinal est ensuite descendu chez le Saint-Père, qui, à l'annonce du rappel de la division française, a levé les yeux au ciel et s'est contenté de dire avec un calme parfait : « Il est temps maintenant de prier, mais tout finira bien. »

Voici donc l'alliance italienne conclue et achetée au prix du temporel de la papauté ;

quant aux cent cinquante mille soldats italiens, vous les attendrez longtemps, et je ne comprends pas comment votre légation de Florence se paye de promesses aussi vaines ; j'ai pris de nouveaux renseignements sur l'état de l'armée italienne, et, je vous le répète, c'est tout au plus si on pourra nous donner cinquante mille hommes.

Entre nous, je crains que ce lâche abandon du Pape ne porte malheur à nos armes ; je sais bien qu'en laissant notre division à Civita-Vecchia nous avions dix mille Garibaldiens devant Rome et l'armée italienne contre nous au lieu d'être avec nous. J'ai beau me répéter tout cela, j'en arrive toujours à conclure que ce doit être une mauvaise politique que celle qui nous oblige à livrer le Pape à ses ennemis. C'est, du reste, le résultat fatal de cette politique de 1859, qui a laissé faire l'unité italienne et se constituer à notre frontière une nation de vingt-cinq millions d'habitants, qui aujourd'hui nous vend son alliance au prix

d'une infamie, et qui, dans une autre guerre, nous la vendra au prix de Nice, de la Corse, etc.

On dit qu'au Vatican on a reçu des nouvelles consolantes de Paris : les Italiens auraient promis de respecter la convention du 15 septembre et d'empêcher toute agression garibaldienne. Ce sont des phrases, et rien de plus ; personne ne s'y laisse prendre ici ; les événements d'octobre 1867 sont encore de trop fraîche date pour nous permettre d'ajouter foi aux promesses du gouvernement de Florence. D'ailleurs, avec quelles forces Victor-Emmanuel pourra-t-il empêcher Garibaldi de marcher sur Rome lorsqu'il aura sur le Rhin ces fameux cent cinquante mille hommes ? Ah ! si le Pape avait seulement vingt-cinq mille hommes au lieu de dix mille, quelle jolie campagne on ferait contre le pître de Caprera et ce qui restera de l'armée royale !

Le baron d'Arnim a quitté Rome hier soir ; aussitôt qu'il a été certain du départ des Français, il est parti pour Berlin, emportant son

petit traité avec Garibaldi, qui devient inutile depuis que nous laissons le champ libre aux *aspirations nationales*, mais dont il saura faire usage, n'en doutez pas, si les cent cinquante mille fantastiques Italiens venaient à gêner le comte de Bismarck en Allemagne. A propos de l'Allemagne, vous avez ici un collègue qui n'est pas rassurant à l'endroit des Prussiens. C'est Lefèvre de Behaine ; il a passé cinq ans à Berlin comme premier secrétaire, et il est effrayant à entendre. Il prétend que l'armée prussienne est beaucoup mieux organisée que la nôtre, peut-être mieux commandée ; enfin il prévoit bien des déceptions de notre côté. Ses conversations renversent toutes mes idées sur l'Allemagne et sur les Allemands. Il paraît que ces bons gros hommes à l'air béat sont tout ce qu'il y a de plus faux, de plus rusé et de plus méchant à froid ; avec cela très-rapaces, très-voleurs et capables mathématiquement des plus grands excès. Fiez-vous donc aux apparences ! Behaine affirme que le roi de Prusse

dispose d'une armée d'un million d'hommes parfaitement exercés; enfin, il semble que nous n'arriverons pas sans peine à Berlin. Bast! la *furia francesca* en a bien renversé d'autres.

Je compte aller demain à Civita-Vecchia serrer la main de notre excellent ami le général baron Dumont (vous ai-je écrit que le Pape l'a fait baron du Saint-Empire?), qui va prendre le commandement d'une division à Belfort. Parmentier nous quitte également dimanche; il est aussi, je crois, dirigé sur Belfort. Le pauvre commandant a le cœur gros d'abandonner cette chère Rome qu'il n'a pas quittée depuis dix-huit ans et où il laisse de si nombreux amis.

Rome, 3 août 1870.

Mon cher d'Ideville,

Vous êtes tellement occupés en France par les préparatifs de guerre que vous ne prêtez

plus qu'une attention distraite à la question romaine. Avez-vous bien pesé les paroles prononcées par M. Émile Ollivier, le 29 juillet dernier, dans la réunion des directeurs des journaux de Paris, convoquée au ministère de la justice ?

Voici ces paroles, dont il faut prendre acte :

« Le second point sur lequel je voulais attirer votre attention, dit M. le Garde des sceaux, c'est l'évacuation de Rome.

« Il a paru au Gouvernement français utile et équitable que la convention du 15 septembre fût loyalement exécutée :

« *Équitable*, parce que l'Italie a tenu ses engagements et qu'elle mérite ainsi que nous tenions les nôtres ;

« *Utile*, parce que cette loyauté à exécuter nos promesses resserrera de plus en plus les liens qui nous unissent à *l'Autriche et à l'Italie*.

« Nous attendons, pour retirer nos troupes, l'engagement formel de l'Italie de s'opposer

par tous les moyens, — suivant la convention, — « à ce que les bandes armées, garibal-« diennes ou autres, tentent un coup de main « et s'emparent de Rome après notre départ. » Cette promesse d'honneur, nous avons tout lieu de croire qu'elle va nous parvenir dans un très-bref délai, et, en ce cas, nous enverrons immédiatement l'ordre de rappel de notre armée. »

C'est toujours ce même système de mensonge et de duplicité, qui est le caractère essentiel de la politique impériale dans la question de Rome. M. Émile Ollivier déclare, le 29 juillet, que *nous attendons pour retirer nos troupes l'engagement formel de l'Italie de respecter la convention de Septembre.*

Si cet engagement formel n'est pas arrivé le 29 juillet, pourquoi alors avez-vous télégraphié le 26 juillet à votre ambassadeur à Rome, le priant d'informer officiellement le Saint-Père du rappel des troupes? Est-ce que, par hasard, M. Émile Ollivier compterait sur

la bonne foi du gouvernement italien, et se contenterait, avec M. Visconti-Venosta, de promesses en l'air ? Il est, au fait, assez naïf et assez nouveau ministre pour cela.

Remarquez la phrase du discours Ollivier relative *aux liens qui nous unissent à l'Autriche et à l'Italie* ; c'est comme je vous l'ai écrit dans ma dernière lettre, l'alliance franco-austro-italienne, scellée au prix de Rome pour l'Italie et d'une revanche de Sadowa pour l'Autriche.

On m'écrit de Florence que la mission du comte Vimercati à Vienne a complétement réussi. Il n'y a donc plus à en douter : l'accord existe entre Paris, Vienne et Florence pour livrer le Pape à Victor-Emmanuel.

Voici, du reste, les déclarations faites, le 31 juillet, à la Chambre des députés de Florence par le ministre des Affaires étrangères, M. Visconti-Venosta.

Interpellé par le député La Porta sur le départ de Civita-Vecchia des troupes fran-

çaises, M. Visconti-Venosta a annoncé officiellement à la Chambre que, le Gouvernement français ayant retiré ses troupes de l'État pontifical, l'Italie revenait aux termes de la convention de Septembre.

« Le Gouvernement français, — a dit M. Venosta, — nous a déclaré qu'il retirerait ses troupes de Rome si nous exécutions la convention de Septembre. Nous nous sommes borné à prendre acte de cette déclaration, parce que, pour notre part, nous n'avons pas violé la convention. »

Si ce sont là *les promesses d'honneur* dont se contente le doctrinaire Ollivier, vous conviendrez qu'il n'est pas difficile ; le gouvernement italien prend simplement acte de notre demande, mais il ne promet pas d'exécuter la convention de Septembre.

J'ai parcouru avant de vous écrire tous les journaux officieux du ministère florentin ; tous blâment M. Venosta d'avoir beaucoup trop promis, et j'ai trouvé dans le journal

l'Italie, organe du ministre des affaires étrangères, un article qui pourrait bien être une réponse au discours de M. Ollivier :

« Le ministère, dit l'*Italie*, s'est laissé entraîner par un sentiment incontestablement honorable et bien facile à comprendre, mais il s'est mis dans une position délicate et difficile. La position est délicate, parce qu'on ne fera jamais comprendre à l'opinion publique que non-seulement le gouvernement s'engage à ne pas aller à Rome, mais que, de plus, il s'oppose formellement à ce que *les autres* cherchent à y aller. Elle est difficile, parce que cette convention de Septembre est à peu près inexécutable matériellement. Nous savons tous les moyens dont le gouvernement dispose pour la faire respecter, et, malgré cela, nous ne sommes pas convaincus qu'elle puisse l'être. »

Ainsi parle l'organe officieux du ministère des Affaires étrangères. M. Venosta veut avoir la main forcée par l'*opinion publique du pays.*

Est-ce assez clair? C'est à peu près dans ces mêmes termes qu'en septembre 1867 on préludait à l'expédition garibaldienne, dont je prévois une seconde édition. Je connais le programme : les journaux vont commencer demain la campagne *des aspirations nationales*, et tandis que pas un Italien, pas même M. le député Crispi, n'a envie d'aller à Rome, les gouvernements de l'Europe seront persuadés d'ici quinze jours que le *Roma o morte* est le cri de la nation entière.

J'étais à Florence il y a environ un mois, personne ne songeait à la guerre, et encore moins à venir à Rome : « Nous sommes à Florence pour toujours, me disait, en nous promenant, un ancien ministre de Victor-Emmanuel, et, tenez, en voulez-vous la preuve? Voyez ce beau palais ; eh bien! c'est Crispi, l'ami de Garibaldi, qui le fait construire ; il habitera le rez-de-chaussée et louera fort cher les étages supérieurs. Si le parti d'action croyait encore que Florence n'est que l'étape

pour aller de Turin à Rome, le député Crispi, qui s'entend fort bien en affaires, ne placerait pas ses capitaux en immeubles à Florence. Il n'y a qu'un parti en Italie, ajouta mon interlocuteur, qui rêve encore de transporter notre capitale à Rome : c'est le parti piémontais, par haine des Toscans ; mais comme les hommes de la *Permanente* savent que le pays n'est pas avec eux sur cette question, tout ce que je crains, c'est qu'en s'alliant avec les Napolitains, ils ne nous obligent à aller à Naples. »

Vous voyez, mon cher d'Ideville, comme on était loin de Rome il y a un mois ; aujourd'hui, les appétits de la secte gouvernementale sont ouverts par la facilité d'une nouvelle conquête sans périls et par la perspective d'une abondante curée des biens des couvents.

Au Vatican, on continue à être dans une quiétude parfaite ; le nonce envoie, dit-on, de Paris des nouvelles rassurantes. Je ne suis pas

dans les secrets de la diplomatie pontificale, et je cherche vainement ce qui pourrait donner confiance au cardinal Antonelli. Peut-être cette alliance austro-italienne n'existe-t-elle pas, et s'est-il agi simplement d'une promesse de neutralité et du respect du territoire de l'Église ; mais pour rendre cette promesse efficace, il faut que la guerre dure un mois à peine, et qu'après une grande bataille, les deux puissances fassent la paix. Cette sécurité repose donc sur des données bien improbables ; et puis il faut compter avec la Prusse, qui n'est pas sans avoir compris que la question de Rome est grosse d'orages entre la nation française et le gouvernement italien (notez que je ne dis pas la nation italienne). M. de Bismarck saura donc faire aller les Italiens à Rome quand bien même ils n'en auront pas envie, et surtout s'ils ont fait de sérieuses *promesses d'honneur* à M. Ollivier.

Le baron d'Arnim est parti pour Berlin, je crois vous l'avoir dit ; il a laissé ici comme

chargé d'affaires le comte Limburg-Styrum, qui est d'une grande coquetterie avec le parti libéral romain, et continue fort habilement contre nous les menées garibaldiennes de son ministre.

— —

CHAPITRE VIII.

Bruits d'invasion à Rome. — Mission du commandant Tonello. — Mission du comte Ponza di San Martino. — Démission du marquis de Banneville.—Les troupes royales envahissent les États Romains. — Lettre de M. Lanza au Cardinal Antonelli. — Autre lettre de Victor-Emmanuel au Pape. — Retour du baron d'Arnim à Rome. — Cadorna somme le gouvernement romain de lui laisser libre l'entrée de la ville. — Réponse du général Kanzler. — Démonstration à Rome, en faveur du Souverain Pontife.

Rome 9 septembre 1870.

Mon cher d'Ideville,

Vous aurez deviné la cause de mon silence ; je suis accablé par nos malheurs et tellement absorbé par les nouvelles de France, que je ne sais vraiment plus rien de ce qui se passe autour de moi. Cependant, je viens d'être

averti que nous touchons à une crise de la question romaine ; et un de mes amis, bien informé, m'affirme qu'avant la fin du mois les Italiens seront à Rome ; les troupes royales sont massées à la frontière dans le but apparent de protéger le territoire pontifical contre une invasion garibaldienne, mais il paraît que cette fois les envahisseurs seront les soldats de Victor-Emmanuel. M. le commandeur Tonello vient de passer quelques jours à Rome, en mission secrète auprès du Pape, pour tenter les bases d'un arrangement entre l'Italie révolutionnaire et la Papauté ; cette mission a eu le sort des toutes les précédentes du même genre, et M. le commandeur Tonello a été remplacé par M. le comte Ponza di San Martino, l'un des chefs de la *Permanente piémontaise*, arrivé ici ce matin, et porteur, dit-on, d'une lettre du roi pour le Saint-Père.

Le marquis de Banneville a envoyé sa démission à M. Jules Favre, qui a eu le tact de

prier notre ambassadeur de conserver son poste; mais le marquis ayant insisté pour être relevé de ses fonctions, c'est le premier secrétaire, M. Lefèvre de Behaine, qui reste comme chargé d'affaires.

Rome, 13 septembre 1870.

Mon cher d'Ideville,

C'en est fait, le Gouvernement italien a levé le masque, et, sans égards pour les malheurs de la France, il vient de déchirer la convention de Septembre et de fouler aux pieds les engagements récemment pris encore vis-à-vis du Gouvernement français.

Les troupes royales ont envahi le territoire pontifical le 11, par Montefiascone et Orte; le 12, une division venant de Naples est entrée à Ceprano, et demain sans doute nous verrons leurs éclaireurs dans l'Agro Romano. Mais

n'anticipons pas sur les événements et laissez-moi vous raconter les faits importants des jours derniers.

Le 9 au soir, le cardinal Antonelli a reçu M. le comte Ponza di San Martino, envoyé extraordinaire du roi d'Italie et porteur d'une lettre de Victor-Emmanuel pour le Saint-Père. Le comte de San Martino a donné lecture au cardinal d'une dépêche de M. Lanza, par laquelle le président du ministère italien le charge de se rendre à Rome et lui indique le but de sa mission.

Je vous envoie cette lettre qui est un chef-d'œuvre d'hypocrisie ; gardez précieusement tous ces documents qui, au milieu de nos désastres, vont passer inaperçus en France, mais qu'il sera bon de retrouver plus tard, lorsque vous aurez à vous occuper de ces temps malheureux.

Le Président du Conseil des Ministres au comte Ponza di San Martino.

Florence, 8 septembre 1870.

« Monsieur le comte,

« Dans ce moment solennel où le Gouvernement du Roi est appelé par les intérêts de l'Italie et du Saint-Siége à prendre les mesures nécessaires à la sûreté du territoire national, vous êtes chargé de vous rendre à Rome avec une lettre de Sa Majesté le Roi au Souverain Pontife.

« Gardien et garant des destinées italiennes, hautement intéressé, comme catholique, à ne pas abandonner le sort du Saint-Siége et celui de l'Italie aux dangers que le courage du Saint-Père serait trop disposé à affronter, S. M. le Roi sent le devoir de prendre vis-à-vis

de l'Europe et de la catholicité, la responsabilité du maintien de l'ordre dans la Péninsule et de la sûreté du Saint-Siége.

« Le Gouvernement du Roi manquerait à cette tâche s'il attendait pour prendre une résolution que l'agitation ait amené de graves désordres et l'effusion du sang.

« Nous nous réservons donc de faire entrer nos troupes sur le territoire romain quand les circonstances nous l'auront démontré nécessaire, laissant aux populations le soin de pourvoir à leur propre administration.

« *Le Gouvernement du Roi et ses forces se bornent absolument à une action conservatrice et tutélaire des droits imprescriptibles des Romains et des intérêts qu'a le monde catholique à l'entière indépendance du Souverain Pontife.* Laissant en dehors toute question politique qui peut être soulevée par les manifestations libres et pacifiques du peuple romain, le Gouvernement du Roi est fermement résolu à assurer les garanties néces-

saires à l'indépendance spirituelle du Saint-Siége et à en faire également l'objet des négociations futures entre l'Italie et les puissances intéressées.

« Vous chercherez à faire comprendre au Saint-Père combien est solennel le moment actuel pour l'avenir de l'Église et de la Papauté. Le Chef de la Catholicité trouvera dans les populations italiennes un profond dévouement, et il conservera sur les rives du Tibre un siége honoré et indépendant de toute souveraineté humaine.

« Sa Majesté s'adresse au Pontife avec l'affection d'un fils, avec la foi d'un catholique, avec les sentiments d'un roi et d'un Italien. Sa Sainteté ne repoussera pas, en ces temps où les institutions les plus vénérées et la paix des peuples sont menacées, la main qui lui est loyalement tendue au nom de la Religion et de l'Italie.

« Agréez, etc.

« G. LANZA. »

Le cardinal, après avoir écouté la lecture de cette lettre, ayant demandé en vertu de quel droit les troupes italiennes allaient envahir le territoire pontifical, le comte de San Martino a répondu que ce n'était pas en vertu d'un droit, mais pour obéir aux aspirations nationales du peuple italien. Le cardinal s'est contenté de sourire, et il a congédié l'envoyé italien en lui annonçant que le Pape le recevrait le lendemain à midi.

La journée du 10 septembre datera dans l'histoire de l'Église : le Saint-Père a reçu à midi l'envoyé de Victor-Emmanuel, qui lui a présenté la lettre de son souverain. Cette lettre est le digne pendant de celle de M. Lanza ; en voici la partie essentielle :

« Je vois l'impérieuse nécessité pour la sûreté de l'Italie et du Saint-Siége, que nos troupes, déjà placées à la garde des frontières, s'avancent pour occuper les positions qui seront indispensables pour la sécurité de Votre Sainteté et le maintien de l'ordre. Le Chef de

la Catholicité, entouré par la dévotion des populations italiennes, conservera sur la rive du Tibre un siége glorieux et indépendant de toute souveraineté humaine, et délivrant Rome des troupes étrangères, Votre Sainteté aura accompli un acte merveilleux et restitué la paix à l'Eglise. »

En sortant de l'audience du Saint-Père, le comte de San Martino a demandé au cardinal la permission de télégraphier à Florence que sa *mission de conciliation* avait échoué ; et que le Saint-Père ne consentait ni à licencier son armée, ni à laisser entrer à Rome les troupes italiennes.

Les nouvelles se répandirent promptement dans la ville, et comme on savait que le Pape devait se rendre à cinq heures sur la place de Termini, pour inaugurer le nouvel aqueduc de l'Acqua Marcia, toute la bourgeoisie de Rome est accourue à cette fête, voulant témoigner au Pape dans une dernière manifestation publique, tout son respect et son

amour pour son souverain. J'étais avec de Behaine au milieu de cette foule, purement romaine, car il n'y a pas un étranger à Rome dans ce moment ; eh bien, jamais nous n'avions été témoins d'une manifestation aussi chaleureuse et aussi spontanée ; le Saint-Père était calme et souriant, et nul ne pouvait voir sur le visage de ce noble vieillard la trace des pensées qui devaient attrister son cœur. Je suis rentré chez moi profondément ému de tout ce que je venais de voir, et jamais je n'oublierai cette fête de l'inauguration de l'Acqua Marcia.

On a reçu ce matin au ministère des Armes des nouvelles de la journée du 12. Les troupes tenant garnison dans les provinces ont reçu l'ordre de se replier sur Rome, devant les troupes italiennes, en opposant une résistance suffisante pour constater la violence. A Civita-Castellana, l'officier de zouaves, qui commandait une campagnie et quelques gendarmes, s'est défendu tant qu'il a eu des munitions;

il a fait, dit-on, assez de mal à l'ennemi. Nous sommes inquiets de Charette qui commandait à Viterbe, et qui a dû évacuer la ville hier; on le sait poursuivi par une division italienne, et on craint qu'il soit coupé par une autre division venant d'Orbitello.

Le Pape a ordonné un *triduum* à Saint-Pierre, pour demander à Dieu de prendre la ville de Rome sous sa protection, et d'empêcher l'entrée des Italiens.

Rome, 17 septembre.

Mon cher ami, je reprends mon journal des événements à la journée du 14.

Charette a pu gagner Civita-Vecchia. Il est arrivé à Rome par le chemin de fer, le 14, à deux heures du soir ; il a fait une retraite magnifique de Viterbe à Civita-Vecchia par des chemins impossibles et ayant sur les flancs deux divisions italiennes qui n'ont pas pu

l'atteindre. Tous les braves officiers pontificaux demandent qu'on fasse une sortie; ils brûlent de se mesurer avec les Italiens; mais le général Kanzler a des ordres précis du Saint-Père, qui ne veut pas d'effusion de sang inutile.

Le marquis de Banneville est allé hier, *in forma privata*, prendre congé de Sa Sainteté; et dans cette audience notre ex-ambassadeur a respectueusement demandé au Pape s'il comptait défendre Rome dans le cas où la ville serait attaquée par les Italiens : « Ma petite armée ne soutiendra pas un siége, a répondu le Saint-Père, et dans ce moment où les fleuves de la France sont teints de sang, le Pape ne veut pas que les eaux du Tibre soient rougies du sang de ses soldats; mais je veux, ajouta-t-il d'une voix forte, que la violence du roi d'Italie soit constatée. »

Un autre événement de la journée du 14 a été l'arrivée *in fretta* du baron d'Arnim. Le ministre de Prusse est arrivé à Rome à quatre heures du soir, venant de Florence à Correze

par un train spécial, et de Correze à Rome en chaise de poste, le chemin de fer étant coupé au pont Salara. Tout le monde se demande ce que vient faire le baron d'Arnim; nous avons craint un moment, Behaine et moi, qu'il ne vînt offrir au Pape le secours puissant de la Prusse; mais notre effroi a été de courte durée, et l'attitude de l'envoyé du roi Guillaume, depuis deux jours, prouve qu'il est parfaitement d'accord avec l'Italie; c'est horrible ce que je vais vous avouer, mais j'aurais été humilié de voir la Papauté sauvée par la Prusse, dans le moment où elle est abandonnée par la fille aînée de l'Église.

Le 15, vers deux heures après midi, nos avant-postes de Ponte-Molle virent arriver un parlementaire porteur d'une lettre du général Cadorna, commandant en chef l'expédition; dans cette lettre, cet officier général demandait, au nom du roi, que les divisions des troupes royales campées sur les collines de Monte-Mario eussent l'entrée libre à Rome pour

y tenir garnison et y maintenir l'ordre. Le parlementaire fut conduit les yeux bandés au ministère des Armes, à la Pilotte, et il fut renvoyé bientôt après avec la réponse suivante adressée par le général Kanzler au général Cadorna :

« J'ai reçu l'invitation de laisser entrer les troupes placées sous le commandement de Votre Excellence.

« Sa Sainteté désire voir Rome occupée par ses propres troupes et non par celles d'un autre souverain.

« C'est pourquoi j'ai l'honneur de répondre que je suis résolu à faire résistance par tous les moyens qui sont à ma disposition, ainsi que le devoir et l'honneur m'y obligent. »

Le 16, nous avons entendu toute la matinée le canon dans la direction de Civita-Vecchia, et, dans l'après-midi, le bruit s'est répandu que cette place avait capitulé et était au pouvoir du génerel Bixio, ex-garibaldien. Dans la soirée de ce même jour, le général comte Malarotta s'est présenté aux avant-postes de

Ponte-Molle, porteur d'uue lettre du général Cadorna pour le général Kanzler. Cette lettre notifiait la reddition de Civita-Vecchia et insistait de nouveau sur l'occupation immédiate de Rome.

Voici la réponse de Kanzler :

« La prise de Civita-Vecchia ne change point substantiellement notre situation ; par conséquent je n'ai point à modifier la réponse que j'ai eu l'honneur de faire à Votre Excellence dans la journée d'hier. Vous faites appel aux sentiments d'humanité, qui certainement ne tiennent à personne plus à cœur qu'à ceux qui ont l'honneur de servir le Saint-Siége ; mais ce n'est point nous qui avons provoqué l'attaque sacrilége dont nous sommes victimes.

« C'est à vous qu'il appartient de montrer de semblables sentiments humanitaires en vous désistant de cette injuste agression. Quant aux aspirations de nos provinces, je crois qu'elles ont donné des preuves indubitables d'attachement au Gouvernement pontifical, et je ne

redoute nullement le jugement de l'Europe, du moins de la part des hommes qui ont conservé le sentiment de la justice.

« J'espère, moi aussi, que Votre Excellence réfléchira sur la responsabilité qu'elle encourt vis-à-vis de Dieu et du tribunal de l'histoire, en poussant jusqu'aux dernières limites des violences qui sont déjà allées trop loin. »

Décidément, MM. les Italiens voudraient bien n'être pas obligés d'enfoncer les portes de Rome pour y entrer, et nous avons maintenant la certitude que le retour précipité de M. le baron d'Arnim n'a d'autre but que d'aider les Italiens à obtenir ce résultat. Figurez-vous que M. d'Arnim a convoqué aujourd'hui le corps diplomatique, afin de faire signer par tous ses membres une adresse au Saint-Père, le suppliant de laisser entrer les troupes italiennes sans coup férir, afin d'éviter les conséquences désastreuses qui pourraient résulter d'un bombardement. Tous les ministres, Behaine en tête, ont repoussé énergiquement cette propo-

sition, et M. le ministre de Prusse en a été pour ses frais.

J'ai assisté mercredi au dernier jour du *triduum* de Saint-Pierre. Ah ! combien j'ai regretté que beaucoup de nos amis n'aient pas été témoins de cette manifestation ! Nous avons tous vu et admiré ces glorieuses cérémonies de Noël et de Pâques dans cette grande basilique de Saint-Pierre ; mais qu'est cela auprès de l'humble manifestation du *triduum* du 15 septembre 1870 ? Tout Rome était là, agenouillé sur le pavé de l'église et psalmodiant les litanies dont le Pape entonnait chaque verset ; c'est l'émanation la plus vraie de la foi catholique qu'il m'ait été permis de contempler, et nous nous sentions tous émus jusqu'au fond du cœur en entendant la voix forte de ce vieux Pape demandant au ciel de protéger la ville de Rome et de bénir ses habitants. Quel spectacle ! mon cher ami, et jamais je n'oublierai ces bons Romains qui en sortant me disaient : « Nous avons aussi prié pour la

France. » Quel contraste avec les libéraux qui fêtaient le ministre de Prusse !

J'ai passé la soirée dans une légation en compagnie de Romains qui avaient assisté au *triduum;* tous avaient la conviction profonde, puisée dans leur foi religieuse, que les Italiens n'entreraient pas à Rome. Il paraît que dans la journée, le Saint-Père, pour rassurer sans doute quelques-uns de ses familiers, aurait prononcé ces paroles : « Ne vous effrayez pas, les Italiens n'éntreront pas ; Dieu fera un miracle. »

J'avoue que, malgré ma foi aux miracles, j'ai de la peine à croire que je verrai celui-là ; mais enfin je l'espère aussi, car il serait sans doute le résultat d'une grande victoire de la France.

Hélas ! après Sedan, que nous reste-t-il ?

Dimanche, 18 septembre 1870.

Il fait un temps admirable, la ville jouit de la plus parfaite tranquillité, et si ce n'était quelques préparatifs de défense militaire qu'on aperçoit sur les sept collines, il serait impossible de croire que nous habitons une ville investie. Les portes de Rome sont fermées, et le peuple, ne pouvant aller dans les *Osterie di campagna*, se promène sur les collines du Janicule, afin d'apercevoir les soixante mille Italiens qui sont campés autour des murs de la ville. Du haut de la loggia du palais Rospigliosi, je viens de voir arriver par la Via Latina et par la Via Appia de longues colonnes d'infanterie qui vont nous investir du côté de Porta Maggiore et de Porta San Giovanni ; de nombreuses pièces de canon sont déjà en batterie près du confluent du Tibre et du Teverone ; j'ai assisté hier depuis la Villa Medici au passage

du Tibre, en amont du Ponte Molle, d'une division d'infanterie actuellement campée entre Porta Salara et Porta Pia. Le quartier général du général Cadorna est, dit-on, à Villa Spada. Du côté des Pontificaux on fait des préparatifs de défense ; les quelques canons dont dispose la garnison sont placés au Pincio, sur l'Aventin, le Janicule et au Castro Pretorio ; la résistance ne pourra pas être très-longue, car nous n'avons que huit à neuf mille hommes pour défendre l'immense périmètre des murs de Rome, et il sera impossible de défendre tous les points que peuvent attaquer soixante mille hommes pourvus d'une nombreuse artillerie. Nous touchons, je crois, au dénouement, et la journée de demain ne se passera pas sans que nous soyons attaqués.

Nous sommes sans nouvelles de France ; les Prussiens sont certainement bien près de Paris ; quelle affreuse coïncidence, la capitale de notre pays et la capitale de notre religion cernées et attaquées en même temps par les

implacables ennemis de la France et de la Papauté !

Le baron d'Arnim continue son rôle de médiateur entre le bourreau et la victime ; il est en grande correspondance avec le général Cadorna, et fait de fréquentes excursions au camp italien. Tout le monde ici est indigné de voir le ministre de Prusse employer son influence à trahir le souverain auprès duquel il est accrédité, et s'efforcer de faire aboutir les projets hypocrites des Italiens. Victor-Emmanuel voudrait pouvoir dire à l'Europe qu'il est entré à Rome par la volonté du Pape ; MM. Tonello et Ponza di San Martino, n'ayant pu obtenir du Saint-Père aucune concession de cette nature, M. Lanza a eu recours à ses bons amis les Prussiens, qui ont immédiatement dépêché de Berlin le baron d'Arnim, avec mission de servir les plans des Italiens, et d'obtenir du Pape une lâcheté. A quelque chose malheur est bon ; car, par le temps de République qui court en France, il est probable

que beaucoup de nos diplomates républicains auraient accepté la mission de M. d'Arnim; mais je suis convaincu que les Latour-d'Auvergne, les Sartiges, les Banneville, n'auraient jamais consenti à jouer le rôle odieux qu'a accepté l'agent du comte de Bismarck. M. le baron d'Arnim marche, du reste, parfaitement d'accord avec tous nos libéraux romains, qui n'ont pas assez d'invectives contre *la barbarie* du Saint-Père ; ces beaux messieurs tremblent qu'une balle égarée de leurs amis les Italiens vienne les atteindre au fond de leurs caves, et ils sont furieux de ce que le Pape songe à se défendre. « Qu'est-ce que Charette fait ici et tous ces officiers de la légion, pourquoi ne sont-ils pas en France à défendre leur pays? » me disait ce matin une de nos élégantes les plus libérales.

« Patience, madame, soyez sans inquiétude sur ces messieurs, ils connaissent leur devoir, et, après avoir défendu le Pape, vous les verrez courir à la défense de leur pays. »

Rome, lundi, 19 septembre 1870.

Il est midi, et rien n'est venu encore troubler la quiétude de la Ville éternelle. Que se passe-t-il donc en dehors des murs ? Les Prussiens ont-ils été battus, et les Italiens sont-ils devenus moins entreprenants à la nouvelle d'une victoire des Français ?

CHAPITRE IX.

Arrivée d'un parlementaire italien (19 septembre). — Lettre du Pape au général Kanzler. — Entrée à Rome de l'armée royale. — Les membres du corps diplomatique se réunissent au Vatican. — Le Pape leur donne des instructions. Ils se rendent avec le général Kanzler au quartier général de Cadorna, commandant de l'armée italienne. — Les *Dimostranti*.

Rome, lundi soir, 9 septembre 1870.

A trois heures et demie, nous avons eu la visite d'un nouveau parlementaire italien, porteur d'une lettre du roi pour le Saint-Père. De Maistre, qui a causé avec ce parlementaire, m'a donné de très-mauvaises nouvelles de Paris; les dernières dépêches télégraphiques annoncent l'arrivée des Prussiens sous les murs de la capitale. Il paraît que Victor-Em-

manuel a eu la gracieuseté d'annoncer au Saint-Père que l'attaque de Rome commencerait demain matin. Voici la lettre que le Saint-Père vient d'adresser au général Kanzler :

« Monsieur le général,

« Maintenant qu'on va consommer un grand sacrilége et la plus énorme des injustices, maintenant que les troupes d'un roi catholique, sans provocation, sans même l'apparence d'un motif, assiégent la capitale du monde catholique, je sens tout d'abord le besoin de vous remercier, vous, monsieur le général, et toutes nos troupes, de la conduite généreuse que vous avez montrée jusqu'à présent, de l'affection dont vous avez donné des preuves au Saint-Siége, et de votre volonté de vous consacrer entièrement à la défense de cette métropole.

« Que ces lignes restent comme un document solennel pour certifier la discipline et la valeur des troupes de notre Saint-Siége. Quant à la durée de la défense, il est de mon devoir d'ordonner qu'elle consiste uniquement en une protestation constatant

la violence, et rien de plus; c'est-à-dire qu'on entamera, dès que la brèche sera ouverte, des négociations pour la reddition de la ville.

« Dans un moment où l'Europe entière déplore les très-nombreuses victimes d'une guerre entre deux puissantes nations, on ne pourra jamais dire que le vicaire de Jésus-Christ, quoique injustement assailli, ait consenti à une grande effusion de sang. Notre cause est celle de Dieu et nous mettons en lui toute notre confiance.

« Je vous bénis de cœur, vous, monsieur le général, et toutes nos troupes.

« Du Vatican, le 19 septembre 1870.

« PAPE PIE IX. »

Rome, 20 septembre 1870.

Le forfait est consommé : l'armée italienne est dans Rome ! Ce matin, à cinq heures précises, un formidable coup de canon a donné le signal d'attaque à toutes les divisions de l'armée italienne. Ce premier coup de canon

fut immédiatement suivi d'un feu général enveloppant les murs de Rome; nous nous trouvions dans une ville assiégée.

Je m'habillai à la hâte, et comme le bruit du canon semblait plus fort du côté de la Porta Pia, je me dirigeai vers le Quirinal et de là vers les Quattro Fontane. Un épais nuage de fumée enveloppait la rue de la Porta Pia, et j'arrivai aux Quattro Fontane, juste à temps pour voir emporter un curieux comme moi, qui venait d'avoir la jambe enlevée par un boulet. Je rebroussai chemin, comme bien vous pensez, et, sur la place du Quirinal, je rencontrai le général Kanzler se rendant au palais Rospigliosi pour examiner du haut de la grande *loggia* les positions de l'armée italienne, et les principaux points d'attaque.

Le général voulut bien me permettre de l'accompagner, et de ce point élevé dominant Rome, nous vîmes parfaitement toutes les lignes d'attaque de l'armée ennemie. La plus importante s'étendait de la Porta

Salara au camp Prétorien. Un autre corps d'armée canonnait les murs de la ville entre la Porta Maggiore et la Porta San Giovanni ; et on apercevait un nuage de fumée indiquant une troisième ligne d'attaque dans la direction de Porta San Pancrazio.

Le général Kanzler me fit remarquer que le point menacé, étant entre Porta Salara et Porta Pia, les autres attaques n'avaient pour but que de disséminer la garnison de Rome sur différents points, et d'en empêcher la concentration près de Porta Pia.

En quittant le palais Rospigliosi, je rencontrai quelques équipages conduisant les membres du corps diplomatique qui se rendaient au Vatican. Le Saint-Père, dans la prévision des événements, avait, depuis quelques jours, fait prier tous les ambassadeurs et les ministres des cours étrangères, de vouloir bien se rendre auprès de lui lorsqu'ils entendraient les canons du roi Victor-Emmanuel battre en brèche les murs de la Ville éternelle. Les diplomates ne

manquèrent pas à cet appel du Souverain Pontife, et dès six heures et demie du matin, toutes les ambassades étaient réunies dans la salle du Trône du Vatican. Le Pape sortit de ses appartements vers sept heures. Il reçut les hommages des personnes présentes, et les invita à assister à sa messe qu'il célébra dans sa chapelle privée au bruit de la canonnade et des éclats d'obus qui tombaient jusque dans les jardins du Vatican. Après la messe, on servit, suivant l'habitude romaine, *la ciocolata* et des glaces; le Saint-Père, qui était resté à prier dans son oratoire, ne rentra dans la salle du Trône que vers neuf heures; il s'entretint alors avec les ambassadeurs, les priant d'aller, après la reddition de la ville, trouver le général italien afin d'en obtenir de bonnes conditions pour le rapatriement de leurs nationaux servant dans l'armée pontificale. Les recommandations du Saint-Père étaient des plus touchantes : « Et mes pauvres Canadiens, dit-il tout à coup, qui est-ce qui voudra bien se charger

de les protéger ! » A dix heures, le cardinal Antonelli entra dans la salle du Trône, une dépêche à la main : c'était l'avis donné par le général Kanzler qu'une brèche venait d'être ouverte dans les murs de la villa Bonaparte, à gauche de la Porta Pia. Le Saint-Père ordonna de faire hisser immédiatement le drapeau blanc, et, se retournant vers les membres du corps diplomatique : « Messieurs, leur dit-il, vous êtes témoins que je cède à la violence ; à partir de ce moment le Pape est prisonnier du roi Victor-Emmanuel ; » puis il les congédia en leur faisant encore les plus vives recommandations au sujet de leurs nationaux prisonniers de guerre des Italiens.

A leur sortie du Vatican, tous les diplomates, obéissant aux prières du Saint-Père, vinrent au ministère des Armes prendre le général Kanzler, afin de se rendre avec lui auprès du général italien Cadorna, traiter de la capitulation. Je flânais précisément sur la place de la Pilotta, attendant les nouvelles, lorsque arriva

le cortége diplomatique; je me glissai dans l'équipage de notre ami X..., et j'arrivai ainsi à la Porta Pia, où nous dûmes tous mettre pied à terre, la route étant barricadée et impraticable devant votre ancienne demeure. Les diplomates se rendirent à pied à la villa Albani, où s'était installé le général Cadorna; quant à moi, je restai à la villa Bonaparte, occupé à voir défiler par la brèche l'armée italienne qui, au mépris de tous les usages de la guerre, s'empressait d'entrer dans la ville avant que la capitulation fût signée.

J'ai bien pensé à vous, cher ami, en contemplant cette villa Torlonia, où nous avons passé de si bonnes soirées et où j'ai toujours reçu un si cordial accueil. Hélas! que de changements depuis cet heureux temps! Je ne crois pas que la villa Torlonia ait beaucoup souffert de notre siége, le mur seul du potager est criblé de boulets. Il n'en est pas de même de la villa Bonaparte; le pavillon qui donne sur la Via di Porta Pia a été incendié par les

bombes, le jardin est ravagé, et tous les murs de clôture sont renversés. Ce nom de Bonaparte semble fatal à la Rome catholique : la brèche morale a été pratiquée par Napoléon en 1859 ; et c'est dans la villa de sa famille que les Italiens ont pratiqué la brèche du 20 septembre.

Après le défilé de l'armée, commença le défilé des émigrés rentrant dans leur patrie. Le gouvernement italien, qui connaît les sentiments de la majorité des Romains, a eu soin de faire suivre son armée par une bande de *dimostranti* qui, sous le titre d'émigrés romains, sont chargés d'organiser l'enthousiasme populaire. Je suivis cette bande composée de trois ou quatre mille révolutionnaires recrutés dans tous les coins de l'Italie ; elle parcourut en assez bon ordre, et sans cris, toute la Via di Porta Pia ; mais arrivés sur la place du Quirinal, les nouveaux venus furent rejoints par leurs frères et amis de Rome, commandés par un certain marquis del Gallo,

frère de celui qui a épousé une Bonaparte. Les émigrés apprirent alors qu'ils n'avaient plus rien à craindre des soldats pontificaux, que ceux-ci étaient prisonniers et gardés par l'armée italienne; tout danger ayant disparu, chacun sortit de sa poche une cocarde et un petit drapeau tricolores, et toute la bande, hurlant et vociférant, se dirigea vers le Capitole (1), ainsi que l'exige la tradition révolutionnaire.

(1) Le palais du Capitole a été de tout temps le siége de la municipalité romaine.

CHAPITRE X.

Entrée à Rome du baron d'Arnim. — Aspect de Rome en proie aux bandes révolutionnaires. — Des volontaires français massacrés ou insultés. — Mot de Cadorna. — La cité Léonine non occupée aux termes de la capitulation. — Elle est menacée par des *citoyens*. — Occupée par les troupes royales, grâce à l'intervention du baron d'Arnim. —Le général Bixio. — Ses procédés.

Rome, 20 septembre 1870.

J'étais toujours sur la place du Quirinal, observant cette comédie, lorsque je vis arriver à cheval un personnage tout chamarré d'or et de décorations, devant lequel la foule s'inclinait respectueusement; c'était le baron d'Arnim revenant de la villa Albani, et ayant fait, lui aussi, son entrée triomphale *par la*

brèche, monté sur le cheval d'un soldat italien : « Voilà, me suis-je dit, le pacte scellé entre la Prusse et la révolution italienne. »

Après m'être un peu reposé des fatigues et des émotions de cette triste matinée, je suis allé flâner dans le Corso. J'ai retrouvé là mon Paris des grands jours de révolution, rien n'y manquait : les hommes à figures sinistres armés de fusils enlevés aux prisonniers pontificaux; d'autres armés de piques et de poignards; puis des démonstrations, des cris, enfin une vraie orgie révolutionnaire qui n'a fait que croître et embellir ; car à l'heure où je vous écris (neuf heures du soir), j'entends des hurlements provenant du Corso, qui me prouvent que la soif de la liberté a été largement étanchée.

J'ai rencontré cette après-midi notre ami B..., un des libéraux de la veille ; il parlait au milieu d'un groupe de jeunes gens sur la place San Carlo al Corso : *Ci siamo infine* (Nous

y sommes enfin), cria-t-il en m'apercevant, *e questa volta per sempre* (et cette fois c'est pour toujours).

(Pour dix ans tout au plus) *Per dieci anni, al più!* lui dis-je en me dissimulant dans la foule, tellement je craignais d'engager, dans un pareil moment, une conversation politique au milieu du Corso avec ce brave B... qui délirait de voir renversé *l'infâme gouvernement des prêtres!*

Quant à nos pauvres soldats, après avoir été parqués toute la journée sur les places, gardés à vue par les bataillons italiens, ils ont été conduits vers cinq heures du soir dans la cité Léonine, d'où ils seront dirigés demain ou après demain, les étrangers sur Civita-Vecchia pour y être embarqués, et les Romains sur Naples et Turin où ils seront internés. On m'a raconté que pendant le défilé des zouaves dans le Corso, plusieurs officiers ont été lâchement insultés par de jeunes seigneurs qui hier n'auraient pas osé les regarder en face.

Le bruit court également que les Italiens ne doivent pas prendre possession de la cité Léonine, et que cette partie de Rome doit rester la propriété du Pape. Qu'est-ce que ce *pasticcio?*

J'ai pu avoir des renseignements à peu près certains sur les pertes éprouvées dans cette journée par l'armée pontificale ; elles sont heureusement peu considérables, ce qui s'explique, nos hommes étant protégés par les murailles derrière lesquelles ils se battaient ; les Italiens ont été relativement assez maltraités.

Les journaux apportés par la brèche de la villa Bonaparte nous apprennent l'investissement de Paris.

Quelle journée, mon cher ami! De tels faits se passent de commentaires. Je ne sais plus si je rêve ou si je vis au milieu de cet effondrement général! Rome et Paris!!! Prions Dieu qu'il cesse de nous châtier!

Rome, 28 septembre 1870.

Enfin on commence à pouvoir sortir dans les rues sans trop avoir à craindre d'être assassiné ; ce n'est pas que l'ordre moral et matériel soit rétabli ; nous devons simplement cette sécurité momentanée à la lassitude et à l'indolence de la plèbe.

Nous sommes sans gouvernement, sans police, et la canaille est complétement maîtresse d'une ville occupée par une armée de cinquante mille hommes. On a assassiné des zouaves pontificaux qui tentaient de rentrer dans les logements qu'ils occupaient en ville, pour enlever leurs bagages ; on a assassiné des prêtres, de pauvres gendarmes vêtus en bourgeois ; on a tenté de piller le palais de Lancelloti ; on insulte et on bâtonne dans les rues les jeunes gens ayant appartenu à la garde urbaine ; et lors-

qu'on rend compte de ces crimes au général Cadorna, il répond philosophiquement : *Lasciate il popolo sfogarsi* (Laissez le peuple se dégonfler).

Enfin il paraît que le peuple s'est suffisamment *sfogato*, car depuis deux jours la ville est, dit-on, plus calme ; je m'empresse d'ajouter que les zouaves, les gendarmes, tous les prisonniers enfin, sont partis, et que bon nombre d'honnêtes gens ont quitté Rome ; les victimes venant à manquer, c'est sans doute à cela que nous devons la tranquillité.

Le second du général Cadorna est un certain général Masi, commandant la place de Rome : ce général est un ancien précepteur des Bonaparte-Canino, qui a quitté l'enseignement pour les bandes garibaldiennes ; il a fait, avec le héros de Mentana, la fameuse expédition de Sicile, et, grâce à la protection de la secte, il est arrivé rapidement au grade de général de brigade. C'est ce général Masi qui est chargé de la police ; il s'est entouré de ses amis les

émigrés romains, et nous sommes gouvernés par tous ces hommes dont la plupart avaient dû quitter Rome pour un tout autre motif que la politique.

Le 21, j'ai assisté à l'entrée triomphale de ces généraux, M. Cadorna en tête ; ils ont parcouru le Corso en vrais triomphateurs et suivis d'un nombreux état-major ; tous ces officiers avaient des airs de conquérants, et vous auriez juré qu'ils avaient battu une armée de soixante mille hommes avec dix mille héros.

Après avoir contemplé les vainqueurs, j'ai voulu me rendre à Saint-Pierre serrer la main de nos pauvres vaincus campés sous la colonnade ; mais, arrivé au pont Saint-Ange, je l'ai trouvé gardé par un poste de citoyens armés qui ont arrêté ma voiture, m'en ont fait descendre, et, après un interrogatoire, m'ont fait rebrousser chemin comme suspect ; j'ai tenté de passer par le pont de fer, mais là, les citoyens me prenant pour un zouave, ne parlaient de rien moins que de me jeter dans le Tibre ; je

n'ai donc pu revoir, à mon grand regret, tous ces braves amis des zouaves et de la légion. J'ai eu plus tard de leurs nouvelles par notre consul qui les a embarqués à Civita-Vecchia, et a déployé dans cette circonstance beaucoup de dévouement.

Je vous ai dit, je crois, dans ma dernière lettre, que le ministère italien avait imaginé de laisser au Pape cette partie de Rome, dans laquelle se trouvent Saint-Pierre et le Vatican, et qu'on appelle la cité Léonine; de fait, la capitulation porte : « La ville de Rome, sauf la partie qui constitue la cité Léonine, etc..., est consignée aux troupes de S. M. le Roi d'Italie. »

L'armée italienne n'a donc pas pris possession de la cité Léonine, et, le 21 septembre, lorsque les prisonniers pontificaux ont été évacués, cette partie de la ville est restée complétement entre les mains *des citoyens* ; ceux-ci n'ont pas tardé à donner des preuves de leurs prouesses, et, dès le 22, ayant à leur tête un certain Tognetti, frère du misérable qui, en

1867, a fait sauter la caserne Serristori, ils ont tenté de forcer l'entrée du Vatican; les gendarmes pontificaux, restés pour la garde intérieure du Pape, les ont repoussés; il y a eu des coups de fusils échangés, et un des gendarmes a été tué sur les escaliers du Vatican. Le cardinal Antonelli a donné connaissance au baron d'Arnim de ce qui se passait dans le palais même du Souverain Pontife, et fait prier le ministre de Prusse de demander au général Cadorna de pourvoir à la sûreté de la cité Léonine. Celui-ci, enchanté, a fait immédiatement occuper cette partie de Rome.

On raconte qu'il y a eu un conflit de pouvoirs des plus grotesques entre les généraux Cadorna et Bixio au sujet de la palme triomphale à laquelle prétendait chacun de ces deux conquérants.

Bixio, après avoir conquis Civita-Vecchia le 16, s'avança à petites journées avec sa division sur Rome et établit son quartier général à la villa Pamphili; c'est de là que le 20 septembre,

pour faire plus vite et entrer dans Rome avant son rival Cadorna, il fit lancer des bombes et des obus dans le Trastevere, espérant que les habitants effrayés lui ouvriraient les portes de la ville.

A onze heures, la capitulation était signée et l'armée de Cadorna entrée dans Rome depuis longtemps, tandis que Bixio continuait ses procédés prussiens, contre les maisons du Trastevere et les jardins du Vatican. Cadorna, informé de ce qui se passait, envoya à la villa Pamphili un de ses aides de camp chargé de rappeler au général Bixio que tant qu'il était à Civita, il était indépendant, mais que, devant Rome, il relevait du commandement du général en chef, et que, pour entrer dans la ville, sa division devait faire le tour des murs et entrer par la brèche de Porta Pia. Bixio, voyant qu'il fallait monter au Capitole à la suite de M. Cadorna, planta là sa division et retourna à Florence. J'ai été me promener hier près de la porte San Pancrazio, les murs sont parfai-

tement intacts, tandis que dans l'intérieur de Rome, aux environs du palais Farnèse, j'ai vu des maisons brûlées, des toits défoncés par les bombes du héros Bixio.

CHAPITRE XI.

Rôle de la Prusse dans la prise de Rome. — Note du comte de Blome aux journaux autrichiens. — Il traite de basse calomnie le récit que la *Gazette officielle* de Florence fait des événements du 20 septembre. — Le sieur Piétro Rosa. — Plébiscite à Rome. — Moyens employés par M. Lanza, en vue d'avoir des électeurs. — L'*avvocato* Senard. — Sa lettre à Victor-Emmanuel. — Ses talents diplomatiques.— Le non moins avocat Léon Cléry. — Sa conduite. — La liberté de la presse à Rome.

Rome, 29 septembre 1870.

La lumière commence à se faire sur les agissements de la Prusse, et nous avons maintenant la certitude que le retour précipité du baron d'Arnim n'avait d'autre but que d'obtenir du Pape, *par tous les moyens*, de laisser entrer les Italiens dans Rome, sans coup férir ; et pour atteindre ce but, le baron d'Arnim a

osé dire au général italien *que le Pape obéissait à la pression des étrangers* ; c'est ce que nous annonce la *Gazette officielle* du royaume d'Italie, à moins qu'elle ait menti en attribuant au ministre prussien des paroles qu'il n'a pas prononcées. Le comte de Blome, ancien ministre autrichien, vient du reste d'adresser aux journaux autrichiens une note dans laquelle il invite le baron d'Arnim à démentir les bruits de la *Gazette officielle* ; nous verrons ce que répondra M. d'Arnim.

Voici la note du comte de Blome, gardez-la comme un document des plus précieux :

« La *Gazette officielle*, de Florence, organe officiel du gouvernement italien, contient dans son numéro du 17 septembre la relation suivante, datée également du 17, sur l'armée d'opération de Monte-Rotondo.

« Aujourd'hui, vers midi, le baron d'Arnim s'est rendu au quartier général, à la villa Spada, pour faire ses offres formelles auprès du général Cadorna et connaître ses intentions, décla-

rant que l'élément militaire était maître de la situation dans Rome, et que pour cette raison la résistance était inévitable. »

« Le même journal officiel annonce le 19 septembre que l'ambassadeur prussien avait communiqué par lettre au général Cadorna, que ses tentatives pour faire renoncer au projet de défendre Rome avaient été vaines :

« Dans cet état de choses, ajoute la *Gazette officielle*, il n'y a plus de doute que l'autorité pontificale se trouve actuellement sous la pression des troupes étrangères recueillies à Rome, et il ne reste plus au général Cadorna que d'atteindre par la force le résultat qu'il n'a pu obtenir par la conciliation. »

« Témoin oculaire des événements qui viennent de s'accomplir à Rome, je déclare que cette narration du journal officiel italien *est une basse calomnie*, et je ne doute pas que l'ambassadeur de S. M. le Roi de Prusse se défendra de l'imputation d'avoir par ses déclarations donné lieu à penser que le Saint-Père

ait pu agir sous une pression quelconque, et n'ait pas de son propre mouvement donné l'ordre de repousser par les armes l'audacieuse invasion de ses domaines. Le général Kanzler a exécuté en tout et pour tout les instructions qui lui ont été données par son souverain, tant pour ce qui concerne la concentration dans Rome des troupes pontificales, que pour la défense pendant cinq heures des murs de la Ville éternelle, avec huit mille hommes de troupe contre une armée de cinquante mille hommes. Il en est de même pour la capitulation qui n'a été signée que par ordre du souverain afin d'éviter de répandre davantage de sang, bien que la résistance eût pu être continuée encore pendant vingt-quatre heures.

« *Signé :* Comte DE BLOME. » (1)

(1) On ne connaît aucune réponse de M. le baron, depuis comte, d'Arnim à cette note.

Rome, 1er octobre 1870.

Savez-vous qui est le lion du jour? C'est Rosa! le chevalier Rosa, officier de la Légion d'honneur, ingénieur du palais des Césars! Figurez-vous que ce *cicerone* (1), comme l'appelle le baron V..., est un sectaire des plus dangereux, et qu'en octobre 1867, cet employé de l'empereur Napoléon a caché dans les fouilles du palais des Césars, sous la protection du drapeau français, les armes et les munitions des émeutiers. Aussi, aujourd'hui, Rosa est avec le duc de Sermoneta, un des personnages considérables du nouveau gouvernement; on va en faire un sénateur du royaume. Il faut avouer que l'empereur avait la main malheureuse dans le choix de ses serviteurs.

(1) Il faisait en effet le métier de *cicerone* avant d'être directeur des fouilles entreprises au palais Farnèse par l'ordre de l'empereur Napoléon III.

Il y a encore à l'ambassade un gros *frate* que je n'ai pas rencontré depuis le 20 septembre, mais qui doit bien se frotter les mains : c'est l'ancien aumônier du marquis de La Valette. Le rêve de son spirituel marquis est enfin réalisé.

Rome, le 4 octobre 1870.

Le peuple romain, lui aussi, vient de faire son plébiscite ; et, le 2 octobre, à 9 heures et demie du soir, le gouvernement provisoire a proclamé *solennellement*, du haut du Capitole, le résultat des votes recueillis dans cette journée des dupes : 40,785 *oui* et 46 *non* !!! Qu'on se le dise ! Ceci, c'est pour les badauds et les naïfs ; maintenant pour vous, collectionneur de documents historiques, il sera intéressant d'enregistrer la façon dont s'est jouée cette scandaleuse comédie, qui a dépassé en audace tout ce qu'on avait pu imaginer sur le même sujet en France et en Italie. Le ministère italien sait parfaitement à quoi s'en tenir sur le peu d'en-

thousiasme des Romains pour le nouveau gouvernement; il était donc fort inquiet en calculant que, si les vrais électeurs étaient seuls appelés à voter, c'est à peine si le résultat du plébiscite donnerait mille à quinze cents adhésions contre cinquante mille abstentions. Vous jugez du piteux effet que ces chiffres auraient produit sur l'esprit des ministres des cabinets étrangers, qui veulent bien être trompés lorsqu'il s'agit du Pape, mais qui demandent des mensonges habiles, pouvant servir de réponse aux interpellations de leurs sujets catholiques.

Il fallait donc à tout prix éviter le *fiasco* que les Romains préparaient au gouvernement de Victor-Emmanuel, et remplacer par de faux électeurs les vrais qui s'abstiendraient. M. Lanza avait bien sous la main les trois mille *dimostranti* entrés à Rome le 20 septembre sous le nom d'émigrés, mais ce n'était pas suffisant; aussi imagina-t-il de faire venir des électeurs, toujours sous le nom d'émigrés romains, de toutes les parties de l'Italie; et comme la caisse

des fonds secrets du pauvre ministre était mise à sec par les *aspirations nationales*, M. Lanza obligea les compagnies de chemins de fer à *transporter gratuitement* tous les *émigrés romains* qui se présenteraient dans les stations du royaume munis de cartes délivrées par les préfets et sous-préfets. Je vous laisse à penser quel flot d'électeurs nous est arrivé ces jours derniers : chaque convoi jetait sur le pavé de Rome mille à douze cents Piémontais, Lombards, Romagnols ou Napolitains venant visiter la Ville éternelle aux frais des actionnaires des chemins de fer. On m'a affirmé qu'il est arrivé ainsi plus de dix mille Italiens étrangers à la ville de Rome; c'est tout ce que les préfets ont pu ramasser à raison de deux lires par jour pour faire faire *buona figura* à M. Lanza; c'était encore un faible appoint aux trois mille *dimostranti* et aux quinze cents libérâtres romains; mais notre ministre de l'Intérieur est un homme de ressources, il a suppléé au nombre des électeurs par la multiplication des votes; et

afin d'obtenir les 40,785 *oui*, il a fait voter ses quatorze à quinze mille électeurs dans deux ou trois bureaux. Rien n'était plus facile que d'obtenir une carte d'électeur : un Romain de mes amis a envoyé son domestique porter 4 *non* dans quatre bureaux différents ; et on m'a raconté que des Allemands voulant passer gaiement leur journée du dimanche, s'étaient fait délivrer, sous des noms italiens, des cartes d'électeurs et avaient été voter en bande dans tous les bureaux.

Je savais que Béhaine avait écrit tout cela à Tours, et j'espérais que les Républicains qui se sont emparés du pouvoir le 4 septembre, désillusionnés sur l'alliance italienne, auraient assez de patriotisme et de sens politique pour ne rien reconnaître de ce qui se fait en Italie pendant l'affaissement de la France ; il n'en est rien, hélas ! et le gouvernement de la Défense nationale a envoyé comme ministre à Florence un *avvocato* Senard qui fait de la jolie besogne. Ce Républicain trouve au-

dessous de lui d'adresser les communications de son gouvernement au ministre des affaires étrangères ; il vient d'écrire directement au roi une lettre dont je vous envoie le texte, vos journaux ayant bien d'autres mauvaises nouvelles à vous donner.

« Sire,

« Au nom du Gouvernement français, j'offre les félicitations à Votre Majesté pour la délivrance de Rome et la consécration définitive de l'unité italienne.

« La convention de septembre n'avait plus raison d'être dans la nouvelle situation de l'Europe. *Nous devons remercier* Votre Majesté d'avoir su apprécier la pensée qui nous a dissuadés de dénoncer officiellement un traité déjà détruit par les deux parties. Étant ainsi restée libre dans son action, Votre Majesté a su profiter de cette liberté avec une

prudence merveilleuse, ayant su dans une question si délicate concilier parfaitement avec les nécessités politiques tous les respects et tous les égards dus aux sentiments religieux.

« *Signé* : SENARD. »

Est-il possible d'écrire une lettre plus lâche et plus dénuée de patriotisme? M. Jules Favre avait été plus réservé le 12 septembre vis-à-vis de M. Nigra; aussi Visconti-Venosta, dans sa réponse à M. Senard, s'empresse-t-il de bien constater : « Qu'il est heureux de voir dans cette lettre *la confirmation* des déclarations que M. Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, a bien voulu faire au ministre du Roi à Paris. »

Le bruit court que le but principal de la mission de S. Exc. M. Senard est d'obtenir du gouvernement italien le général Garibaldi pour commander un corps d'armée français. Est-ce possible? Serions-nous déjà tombés aussi bas

après un mois de République? Il faut du reste s'attendre à tout de la part de ces naïfs républicains; et M. Senard, tout avocat normand qu'il est, vient d'être joué de la belle façon par ce fin matois de Victor-Emmanuel : Le ministre de France a été reçu ces jours derniers au palais Pitti pour présenter au roi ses lettres de créance; Victor-Emmanuel, craignant une demande de secours, s'avance au-devant de l'envoyé français, *l'embrasse sur les deux joues* en l'assurant de toutes ses sympathies pour la France, et en lui exprimant ses regrets *de ne pouvoir rien faire* pour notre malheureux pays.

L'*avvocato* Senard pleurait de joie en racontant à la légation l'accolade du roi; et il est convaincu que si Victor-Emmanuel était le maître de disposer de son armée, il irait se mettre à sa tête et marcherait au secours de la France. Ah! pauvre Senard!

Je ne puis pas quitter ce M. Senard sans vous parler de son secrétaire, l'*avvocato* Léon Cléry;

c'est un diplomate libre penseur qui n'aime pas les couvents. Béhaine a écrit ces jours derniers à M. Sénard, le priant vivement de se plaindre au gouvernement italien des procédés de la police romaine qui s'est permis d'envahir avec la force armée le couvent français de la Trinité des Monts, sous prétexte de chercher des zouaves qui devaient y être cachés. Cette lettre de Béhaine est tombée entre les mains de M. Léon Cléry dont elle a excité la bruyante hilarité : « Eh bien ! il est bon M. de Béhaine, disait-il, s'il croit que nous allons nous occuper des couvents. »

La Villestreux, qui fort heureusement est resté secrétaire à Florence, fit observer à M. Cléry que ce couvent appartenait à la France, qu'il était occupé par des religieuses françaises et protégé par un drapeau français. Rien ne put calmer l'hilarité de M. Cléry du moment où il s'agissait d'un couvent.

Comme bien vous pensez, nous possédons depuis le 20 septembre la licence de la presse ;

je savais le degré que ce précieux droit pouvait atteindre sous un gouvernement républicain, mais je ne croyais pas qu'un gouvernement monarchique fût assez révolutionnaire pour tolérer les infamies qui s'impriment chaque jour à Rome. Il existe un journal, *Il Tribuno*, qui publie chaque jour une liste des braves jeunes gens de Rome qui ont défendu le Pape dans la garde urbaine ; il donne leurs adresses et les désigne à la vindicte des patriotes. Notre ami R... est violemment attaqué par toute cette presse ; chaque matin j'entends les crieurs du *Tribuno* et du *Tempo* qui, pour allécher les lecteurs, annoncent une nouvelle histoire sur *le famigerato conte de R...* Je ne sais trop comment il s'en tirera avec un gouvernement qui n'a ni le courage ni la volonté de protéger les honnêtes gens contre les coquins.

Enfin on nous annonce, pour nous reposer un peu de cette orgie, une dictature du général La Marmora.

Rome, 25 octobre 1870.

Mon cher ami,

Je viens de passer huit jours à Florence où j'avais été à la chasse aux nouvelles. Je savais que M. Thiers devait terminer par la capitale de l'Italie ses pérégrinations diplomatiques ; et en me rendant à Florence j'espérais, par les conversations des personnes qui auraient l'honneur d'approcher notre grand homme d'État, connaître l'opinion de M. Thiers sur la situation actuelle de la France, et sur les événements qui se préparent.

Vous êtes sans doute déjà informé de l'insuccès de la mission de M. Thiers en Italie ; ce résultat était facile à prévoir, et je ne comprends pas comment cet homme politique, si clairvoyant, a cru devoir entreprendre, auprès des promoteurs de la ligue des neutres, une

démarche humiliante dont le dénouement n'était d'avance que trop certain.

Je rapporte, du reste, de Florence une fâcheuse impression sur le caractère de M. Thiers et sur sa perspicacité politique, dont il a cependant donné des preuves si remarquables, en nous signalant les fautes de l'Empire et leurs funestes conséquences.

« La critique est aisée et l'art est difficile. »

Ce vers de Destouches s'appliquerait-il à M. Thiers et à toutes les oppositions en général?

Je vous vois sourire et je vous entends me taxer de sot présomptueux qui ose porter un pareil jugement sur notre grand politique : de grâce, cher ami, ne me condamnez pas sans m'avoir écouté jusqu'à la fin.

N'ayant aucun titre à faire valoir pour être reçu par M. Thiers, je n'ai pas sollicité la faveur d'une de ses audiences; mais je l'ai rencontré au musée des *Uffici* en compagnie

de Mesdames Thiers et Dosne, et escorté d'un nombreux cortége de journalistes et de savants *ciceroni*. Eh bien, franchement, je n'ai pas été satisfait de notre plénipotentiaire; toute sa petite personne respirait un air de satisfaction qui n'est guère en rapport avec notre situation.

M. Thiers était fort préoccupé, je le voyais, de l'effet qu'il produisait sur le public; il donnait son avis à haute voix devant chaque tableau de la *Tribune*, tranchant les questions d'art avec un aplomb et une assurance dont souriaient les artistes qui l'accompagnaient; puis à chaque pose il regardait pardessus ses lunettes d'or et semblait demander l'approbation des groupes d'Anglais et d'Américains suivant son cortége. Je ne vous le cache pas, j'ai été profondément attristé de voir le Représentant de mon pays, se donner ainsi en spectacle à tout ce public qui bat des mains à chacune de nos défaites; et j'ai été fort surpris qu'un homme de la valeur de M. Thiers, ait choisi un pareil moment pour

chercher *en Italie*, ces succès de vanité : c'est le fait, vous en conviendrez, d'un petit caractère.

Passons à la politique : Vous saurez donc que **M.** Thiers causant avec un de ses amis, s'est montré fort étonné que la proclamationde notre troisième République n'ait pas produit plus d'effet en Europe, et n'ait pas émotionné davantage les peuples et les rois. M. Thiers devrait savoir que nous ne rayonnons plus en Europe au point de vue des tentatives républicaines ; tous les gouvernements, depuis notre équipée de 1848, ont pris des mesures préservatrices, et les peuples eux-mêmes se soucient fort peu de faire l'essai d'un gouvernement qui nous a toujours si mal réussi ; il faut être MM. Gambetta, Glaiz-Bizoin, Crémieux *e tutti quanti* pour croire que les Prussiens lèveront la crosse en l'air en entendant crier : Vive la République, et que les Anglais ou les Russes vont contraindre leurs gouvernements à secourir les émeutiers du

4 septembre, par la seule raison qu'ils sont républicains. Voici maintenant ce qui s'est passé au sujet de l'intervention que M. Thiers est venu solliciter. Le roi a exprimé à notre ambassadeur extraordinaire les regrets de ne pouvoir écouter le cri de son cœur, et d'être réduit au rôle d'un roi constitutionnel, dépendant de son ministère. « C'est donc, a-t-il « ajouté, à M. Visconti-Venosta que vous « devez vous adresser et si, comme je l'espère, « mon Cabinet me permet de voler à votre « secours, je serai dès le lendemain à la tête « de ma vaillante armée....., etc., etc. » Visconti-Venosta a été aussi mielleux que son roi avait été hâbleur; il a donné l'assurance à M. Thiers des bienveillantes dispositions du Ministère et de la Chambre, tout en lui faisant observer qu'il ne pouvait pas engager l'Italie dans une lutte aussi sérieuse sans consulter les militaires sur son issue probable. Un conseil de guerre, composé des généraux d'armée et des principaux divisionnaires, a été alors

convoqué pour le 18 au soir, dans une des salles du ministère de la Guerre. Là, dans une séance qui a duré de huit heures du soir à minuit, M. Thiers a exposé son plan de campagne. Il a demandé à l'Italie soixante mille hommes, dont vingt mille pour garder Lyon et quarante mille pour manœuvrer dans l'Est avec l'armée que nous formons sur la Loire. M. Thiers, m'a-t-on dit, a été superbe d'éloquence ; il a tenu, pendant quatre heures, les généraux sous le charme de sa parole ; Cialdini, dit le *Fulmine di guerra*, l'a pressé sur son cœur en le proclamant le plus grand stratégiste des temps actuels ; et tous ces généraux l'ont tellement applaudi et lui ont fait de telles promesses que M. Thiers n'hésitait pas le lendemain matin à annoncer aux personnes qu'il a reçues, l'intervention armée de l'Italie, comme un fait certain.

Hélas ! M. Thiers a pris pour de l'enthousiasme vrai, ce qui n'était qu'une de ces manifestations courtoises dont les Italiens sont

d'autant plus prodigues qu'ils ne veulent rien accorder.

Le rapport des généraux s'est fait attendre deux à trois jours, enfin M. Visconti-Venosta est entré un matin chez M. Thiers les larmes aux yeux; l'avis unanime des généraux était que le plan de M. Thiers n'offrait aucune chance de réussite et que l'armée italienne ne devait pas être engagée dans cette guerre.

M. Thiers est parti le soir même pour Tours, accompagné à la gare de Florence par deux ministres, le maire de la ville, des députés, des journalistes et par un attaché à la légation de Prusse, envoyé là pour surveiller le départ.

Pendant tout le séjour de M. Thiers à Florence, le comte Brassier de Saint-Simon négociait de son côté avec le Ministère et le parti de la *Riforma*, une intervention armée de l'Italie contre la France.

La Prusse, certaine de dicter les conditions de la paix, a promis à l'Italie de nous imposer

la rétrocession du comté de Nice, si elle consent à faire envahir immédiatement ce département français par deux divisions de l'armée italienne. J'ose à peine espérer que nous puissions échapper à ce nouveau malheur ; le ministère est très-disposé à obéir aux aspirations nationales de la gauche ; on vient d'envoyer La Marmora à Rome, afin de soustraire le roi à son influence honnête ; et maintenant nous pouvons nous attendre à toutes les *hardiesses* du gouvernement italien.

Je ne vois qu'une chance de salut, c'est la présence en France de cet imbécile de Garibaldi, qui est parti défendre une République, juste au moment où son roi a besoin de lui pour diriger un *mouvement national* contre cette République.

CHAPITRE XII.

Insultes qui pourront motiver le départ du Saint-Père. — Mgr Bastide. — Ses raisons en faveur de l'infaillibilité. — Dévouement au Saint-Siége de la noblesse et de la bourgeoisie romaines. — Sentiments du peuple. — Le docteur Pantaleoni.

Rome, le 20 décembre 1870.

. . . .

Vous me demandez si le Saint-Père quittera Rome; je ne le pense pas quant à présent; Pie IX sait que sa présence à Rome empêche beaucoup de mal : le Pape parti, on se gênerait moins pour s'emparer de tous les couvents, de toutes les propriétés religieuses, et pour convertir les églises en magasins; la condition du

clergé deviendrait beaucoup plus misérable, et la guerre contre la religion se continuerait avec plus de violence. Le corps diplomatique accrédité auprès du Souverain Pontife est en outre, pour le gouvernement italien, un témoin embarrassant que le cardinal Antonelli n'est pas fâché de conserver à Rome. La présence du Pape n'empêchera pas le dépouillement de l'Église, car c'est là le but principal de l'entrée des Italiens à Rome; mais enfin on procédera avec plus de ménagement et de lenteur; et souvent dans les affaires de ce monde, vous le savez, c'est beaucoup que de gagner du temps.

Le Pape ne quittera donc pas Rome de son plein gré, je le crois; mais il en sera chassé, tenez-le pour certain, c'est une question de temps.

Le ministère Lanza sera remplacé, selon toute apparence, par un ministère Rattazzi, qui aura pour programme la confiscation des biens de l'Église et le renvoi du Pape. Tout ce que je demande à Dieu, c'est que ce nouveau

crime soit accompli sans violence; je connais du reste la manière de faire des Italiens : ils sont prudents et agissent de façon à ne pas compromettre la diplomatie européenne. On choisira le prétexte d'une fête à Saint-Pierre pour organiser une démonstration hostile sous les fenêtres du Vatican ; on fera insulter les fidèles qui sortiront de l'église par le chevalier Tognetti et sa bande; un maladroit tirera un coup de révolver, ce sera le signal pour attaquer le poste des Suisses qui gardent le palais.

Le conflit sera de courte durée; le chevalier et ses hommes, craignant les coups de fusil des Suisses, se sauveront à la première décharge pour revenir, lorsque les portes du Vatican seront fermées, crier sous les fenêtres du Pape : *Morte al Papa! Fuori l' Papa!* etc., etc. Le lendemain, M. Rattazzi fera prévenir les représentants des puissances étrangères que la présence du Pape à Rome est un sujet de troubles pour le pays, que l'opinion publique exige son départ, que le gouvernement ne peut

résister à cette nouvelle aspiration nationale, et qu'il fait inviter le Pape à quitter Rome. On a fait une première répétition de cette comédie dramatique le 8 de ce mois, jour de la fête de l'Immaculée Conception : les fidèles en sortant de Saint-Pierre ont été insultés ; deux ou trois personnes ont été blessées ; et certainement les choses auraient été poussées beaucoup plus loin sans la présence à Rome du général La Marmora.

Comme bien vous pensez, on se préoccupe au Vatican de l'éventualité du départ du Saint-Père ; et je sais qu'on songe à un établissement en Corse : le Saint-Père n'aurait pas un long voyage à faire pour se rendre dans sa résidence *provisoire* ; il n'aurait pas à souffrir d'un changement de climat ; et il se trouverait sous la protection du drapeau français, dans une île éloignée des foyers de révolutions.

Cette situation faite à la papauté me remet en mémoire une conversation que j'ai eue, cet hiver, avec notre ami Mgr Bastide.

C'était au plus fort de la lutte des évêques au sujet de l'infaillibilité ; je rencontrais chaque soir dans différents salons les évêques infaillibilistes ou les évêques contre-infaillibilistes : j'écoutais avec le plus grand intérêt toutes les discussions ; et comme nos prélats défendaient leur manière de voir avec le plus grand talent, il m'arrivait d'être un soir infaillibiliste et le lendemain contre-infaillibiliste. J'étais surtout très-frappé de la question d'*inopportunité* dont je me rendais beaucoup mieux compte que de la question théologique ; et je vous avoue que les écrits et les discours d'un de nos plus illustres évêques, m'avaient rangé parmi *les inopportunistes*. C'est dans cette disposition d'esprit que j'allai rendre une visite à Mgr Bastide, par un de ces beaux jours du mois d'avril, comme on n'en a qu'à Rome ; je trouvai notre cher prélat récitant son bréviaire dans une allée d'orangers en fleurs ; et après avoir fait le tour du propriétaire et admiré son beau jardin, la conversation ne tarda pas à

tomber sur la question brûlante de l'infaillibilité.

« Mon Dieu, monseigneur, lui dis-je, je croirai certainement au dogme de l'infaillibilité, si le concile le proclame ; mais permettez-moi de vous dire que le moment me semble mal choisi pour soulever une question qui, à tort, j'en conviens, préoccupe les gouvernements et inquiète surtout le nôtre pour lequel le gouvernement du Saint-Siége doit avoir quelques ménagements. »

« — Comment, cher ami, me répondit-il, pouvez-vous raisonner ainsi, vous que je croyais un homme sensé? Comment pouvez-vous compter sur la stabilité des gouvernements pour protéger et défendre l'Église ? Je reconnais volontiers que rien ne nous menace à Rome dans ce moment, et que, depuis 1867, notre horizon s'est même éclairci ; mais enfin l'Empereur n'est pas éternel ; une révolution peut le renverser du trône ; les circonstances peuvent l'obliger à rappeler son armée de Civita-

Vecchia; enfin personne, même dans le concile, ne peut affirmer que, d'ici à quelques années, nous ne verrons pas le Pape chassé de Rome, errant, un bâton à la main, et cherchant un asile dans l'Europe. Eh bien! si ce jour fatal doit arriver, si les conciles ne peuvent plus se réunir en liberté, ne comprenez-vous pas qu'il faut qu'il y ait un homme : le Pape, gardien des dogmes, gardien de la vérité et de la foi catholique, qui puisse me dire à moi prêtre, à vous chrétien : Voici ce que vous devez croire, voici ce que vous devez repousser. Pour cela, mon cher ami, il faut que le Pape soit infaillible. »

Je quittai Mgr Bastide converti à l'infaillibilité et à l'opportunité.

Cinq mois ne s'étaient pas écoulés que les événements venaient prouver combien Mgr Bastide avait raison.

Je ne vous ai rien dit jusqu'ici de l'attitude du peuple romain vis-à-vis du Pape, depuis le 20 septembre. Ah! mon cher ami, ces gens-là nous donnent des leçons de fidélité et de dévoue-

ment dont nous avons bien besoin de profiter. Tous les jeunes gens de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui, depuis 1867, servaient dans l'armée, soit comme cadets, soit comme zouaves ou artilleurs, tous se sont très-bien montrés. J'ai entendu citer un des Rospigliosi qui appartenait à l'artillerie, comme s'étant particulièrement distingué ; son frère aîné, sergent-major aux zouaves, avait déjà fait ses preuves quelques mois auparavant, dans une poursuite de brigands. Les jeunes gens enrôlés dans la garde urbaine se sont également signalés, et tous sont naturellement aujourd'hui en butte aux injures et aux bravades des libérâtres.

Dans l'aristocratie le gouvernement italien n'a fait aucune nouvelle recrue; et en vous citant les noms de ceux qui ont acclamé le triomphateur Cadorna, vous retrouverez tous ces nobles Romains qui depuis dix ans usent de leurs priviléges pour conspirer sans danger contre le Pape. En première ligne Caëtani, duc

de Sermoneta et tous les siens; puis la princesse Pallavicini et sa sœur, la duchesse de Fiano, plus enragées que leurs maris, dont elles dirigent l'éducation politique. Le prince Pallavicini est déjà, je crois, sénateur et syndic de Rome; quant au duc de Fiano, il attend son ambassade. Les Doria sont aussi dans le mouvement révolutionnaire; le prince Colonna s'est retiré à Naples et laisse ses fils faire cortége à la révolution; on m'a cité aussi deux frères, le duc Cesarini et le comte de Santa-Fiora, comme très-avancés dans la secte; je vous donne leurs noms *pro forma*, car ils ne sont pas, m'a-t-on dit, considérés comme faisant partie de l'aristocratie romaine : leur père n'ayant pas une goutte de sang des Cesarini dans les veines. Viennent ensuite quelques jeunes princes aimant le plaisir et les beaux uniformes; ils sont de la garde nationale à cheval et espérent s'amuser beaucoup plus sous Victor-Emmanuel que sous le Pape; ce sont les Odescalchi, les Sciarra, les Colonna, les Capranica et enfin les petits-fils

du boulanger Grazzioli, créé duc par le Pape Pie IX. L'aîné des Odescalchi, don Balthazar, est devenu un personnage important; il est l'ami des rouges et se promène bras dessus bras dessous au Corso avec tous les assassins politiques échappés des prisons pontificales; quelqu'un m'a affirmé qu'il a tous les jours à sa table un certain Lieta qui, en octobre 1867, a assassiné deux zouaves dans les rues de Rome, et a été condamné à mort par contumace. Don Balthazar se présente à la députation; il aspire à devenir le Rochefort de l'Italie.

Le prince et la princesse Odescalchi sont dans la désolation.

Inutile de vous dire que tous les libéraux sont archiprussiens et se réjouissent ouvertement des défaites de notre France.

Le duc Massimo a, dit-on, un pied dans les deux camps; je ne le crois pas : c'est un homme de mérite qui a conscience de ce qu'il vaut; il a accepté des fonctions municipales afin de protéger les finances de la ville de Rome contre

l'appétit des nouveaux venus; on m'a assuré qu'il avait refusé toutes les faveurs gouvernementales.

Dans la bourgeoisie, le nombre des adhérents est, proportion gardée, beaucoup moins considérable encore que dans la noblesse; et si vous exceptez les avocats sans cause, les médecins sans clients, les marchands de campagne qui espèrent acheter pour rien les biens de l'Église et tous les *disperati*, on peut dire que toute la bourgeoisie romaine est restée fidèle au Pape.

Quant au peuple, il faut entendre tous les *accidenti* (*accidente* jurement italien très-caractéristique), dont il salue les *Piemontesi!* Mais ce que j'admire le plus, ce sont les malheureux employés n'ayant que leur emploi pour faire vivre leur famille, et qui presque tous ont refusé de prêter serment et de servir le gouvernement de Victor-Emmanuel.

« Comment voulez-vous, me disait hier l'un d'eux, que nous restions dans nos anciens

bureaux d'où on a enlevé nos madones et où nous nous trouvons en contact avec des Piémontais qui ne peuvent dire une parole sans blasphémer ? »

Toute la haute aristocratie restée fidèle au Pape a quitté Rome et parle de n'y pas rentrer tant que durera l'invasion. Les Altieri, Aldobrandini, Borghese, Salviati, Rospigliosi, Patrizzi, Sora, Teodoli, Gallese, Ruspoli, Orsini, Barberini, Torlonia, Massimo delle Colonne, Lancelloti, Capranica, sont parmi les fidèles.

Vous n'avez pas connu, mais vous avez entendu parler d'un certain docteur Pantaleoni, exilé par le Pape avant votre séjour à Rome; ce docteur était autrefois l'ami dévoué de la France, c'était même un ami de l'Empereur; et il était recherché, je m'en souviens, par tous les Français venant à Rome pour entendre calomnier le gouvernement du Pape. Eh bien! ce bon docteur Pantaleoni, à peine rentré à Rome, n'a rien eu de plus pressé (après s'être

emparé de l'Hôpital du Saint-Esprit, et s'être fait nommer administrateur général de cet établissement) que d'aller faire une visite au recteur de *Propaganda Fede*, et de l'engager à répudier dorénavant en Orient la protection de la France, et à remplacer sur les couvents et sur les édifices religieux le drapeau français par le drapeau italien.

« La France est une nation finie, anéantie, disait cet excellent Pantaleoni ; elle est désormais impuissante à vous protéger en Orient ; ralliez-vous donc au drapeau de la nation italienne, c'est à elle qu'appartient désormais l'influence des Latins en Orient. »

Le bon docteur a été remercié de ses offres de service ; et le recteur de *Propaganda Fede* a pensé, avec juste raison, que, malgré nos malheurs, le drapeau français avait encore plus de prestige que le drapeau italien. Mais prenons-y garde, tous ces sectaires italiens sont moins niais que les nôtres ; ils comprennent que l'influence de l'Église romaine n'est pas à

dédaigner, politiquement parlant; et partout où nous abandonnerons notre poste, nous les trouverons prêts à nous remplacer.

CHAPITRE XIII.

La situation à Rome en 1873. — L'Italie divisée en deux camps. — Le pouvoir aux mains de la Révolution. — Ce qu'elle en fait. — Les nouvelles couches sociales. — Le ministère Minghetti, et le ministère Lanza. — Minghetti, c'est le Thiérisme. — Ce que serait un ministère Mancini. — Il transférerait le siége du gouvernement à Naples. — Il en résulterait une république fédérale. — Autre solution. — Confédération monarchique italienne.

Rome, 15 juillet 1873.

Me voici revenu à Rome, mon cher d'Ideville, dans cette pauvre Rome que nous avons tant aimée ! Mais quelle transformation ! Hélas ! vous ne la reconnaîtriez plus, la bonne ville où chacun se trouvait si heureux et vivait si librement sous le despotisme du prêtre-roi.

J'ai retrouvé bon nombre de nos amis, et nous avons longuement parlé ensemble du temps passé. La physionomie de la Ville éternelle a tout à fait changé. Le gouvernement du roi Victor, les ministres, les deux Chambres, les administrations campent à Rome, mais n'y résident pas. Le souverain s'y sent mal à l'aise, et vous connaissez assez le *galantuomo* pour savoir qu'il préfère au Capitole et au Quirinal sa petite cité piémontaise et les chasses de la *Mandria*.

Savez-vous, mon cher ami, qu'après vos deux volumes *Journal d'un Diplomate en Italie : Turin* et *Rome*, vous êtes devenu un homme populaire au delà des Alpes. Votre succès, par exemple, vous a fait beaucoup d'ennemis, mais, je dois aussi le dire, il vous a acquis des partisans dévoués. Vous avez dit sans ambage aux Italiens des vérités bien vraies, et en somme, ceux que vous avez maltraités, dans le livre sur Turin, vous ont presque pardonné, surtout en raison de l'enthou-

siasme sincère que vous avez voué à leur pays et à leur Cavour. Vous savez, qu'à cet égard, je ne partage point votre admiration pour le grand Italien, artisan de l'Unité, pour celui qui a si bel et bien dupé le souverain et les gouvernements de France. Du reste, je ne l'ai point connu autant que vous et n'ai point eu à subir ce charme, cette fameuse fascination. Quant au pays, c'est différent, j'avoue qu'en dépit des fautes, des crimes de ses gouvernants, j'aime l'Italie par-dessus tout; n'est-ce pas là que se sont écoulées nos meilleures années; Rome restera toujours pour moi le meilleur, le plus grand souvenir de ma vie; Dieu veuille que nous puissions nous y retrouver ensemble dans bien longtemps. Puissions-nous être assez heureux pour pouvoir, au déclin de notre vie, gravir ensemble les escaliers du Vatican et présenter au successeur de saint Pierre à l'*homme habillé de blanc*, les enfants de votre André et de mon Pierre. Mais assez de regrets mélancoliques, cher ami,

laissons de côté, pour le moment, les beaux projets d'avenir. Je veux vous parler de ce qui se passe ici et vous communiquer mes impressions.

Beaucoup de nos amis, quelques jours après l'entreprise criminelle du 20 septembre, semblaient espérer que l'Europe politique ne tolérerait pas longtemps l'occupation de Rome par les Italiens ; ils croyaient également, à en juger par la physionomie de la ville dans les premiers jours de l'ère nouvelle, que les progrès de la révolution seraient rapides, et que, marchant sur les traces de la France, les révolutionnaires italiens remplaceraient promptement par la République le gouvernement monarchique de Victor-Emmanuel. Je n'ai jamais, pour ma part, partagé ces prévisions ; et j'ai toujours été résigné à supporter quelques années le gouvernement auquel la France a livré l'Italie en 1859. Il était, en effet, impossible de compter sur une intervention des puissances européennes, après avoir lu les documents

diplomatiques émanés des divers cabinets, à la suite de l'entrée des Italiens dans la capitale des Papes. L'attitude du baron d'Arnim, pendans tous les événements de septembre 1870, donnait, en outre, la mesure des sentiments du prince de Bismarck à l'égard de la papauté ; et les désastres de la France étaient si grands, qu'il n'était pas permis d'espérer que la fille aînée de l'Église fût à même de reprendre avant longtemps son rôle de protectrice de l'Église romaine.

Restait donc la question intérieure. Eh bien ! là encore, en examinant la position politique de l'Italie, on arrive facilement à se convaincre que le gouvernement qui, depuis trois ans bientôt, s'est installé à Rome, peut y durer quelques années s'il n'est pas troublé par une commotion extérieure.

L'Italie, en effet, est divisée en deux camps politiques parfaitement tranchés : d'un côté les catholiques qui, naturellement, ne feront pas d'émeutes ici plus qu'ailleurs pour ren-

verser le gouvernement; de l'autre côté, les hommes qui ont fait la révolution ou se sont ralliés à elle : ceux-ci sont les moins nombreux, mais ils ont la force et la puissance que donne le pouvoir. Les ministères ne sont composés que d'anciens conspirateurs; les préfectures sont peuplées de héros garibaldiens; les municipalités, les conseils provinciaux ont recueilli tous les fauteurs de désordre exilés par les anciens gouvernements; l'armée elle-même est commandée par des Bixio, des Masi, des Carini, dont les états de service consistent à avoir fait partie des *mille* de Garibaldi; et quant au parlement, les catholiques ne pouvant y siéger, les bancs de la gauche sont abandonnés aux coryphées de la secte, et ceux de la droite à tous les anciens ministres qui ont trahi leurs souverains.

Le pouvoir est donc complétement aux mains de la révolution; tous les déclassés, tous les mécontents, tous les incapables repoussés par les gouvernements légitimes, sont actuel-

lement pourvus d'emplois et de sinécures et vivent grassement aux dépens des biens de l'Église qu'ils ont délapidés et du Trésor public qu'ils ont mis au pillage.

Je causais politique un de ces jours derniers avec M. M... qui a pris part à tous les mouvements italiens depuis 1848! « Ah! me dit-il, nos aspirations d'alors étaient vraiment nationales et nous n'avions d'autres désirs que de voir l'Italie délivrée du joug de l'Autriche; les aspirations d'aujourd'hui n'ont, au contraire, rien de patriotique, c'est un mouvement d'affaires, et d'affaires véreuses. Tous ces sénateurs, ces députés qui sont entrés à Rome le 20 septembre, n'ont qu'un but, celui de gagner notre argent; et toutes les lois qu'ils fabriquent sont faites pour leur procurer les moyens de nous dépouiller légitimement. »

Les *nouvelles couches sociales* dans ce pays sont à l'état de formation, et ne sont pas encore assez fortes pour que *les satisfaits* de la révolution aient à compter avec elles; ne

perdez pas de vue que le royaume d'Italie date de 1860; c'est donc seulement depuis treize ans que fonctionne l'éducation laïque et sectaire; avant cette date fatale, l'éducation du peuple italien était essentiellement conservatrice et religieuse; et la génération actuelle, malgré tout ce qu'on a pu faire, a conservé généralement sa foi religieuse et le respect des hautes classes.

Je ne vois donc pas en Italie de prochains symptômes de ces bouleversements sociaux, comme nous en avons en France tous les quinze ans; ces crises violentes ne sont pas, du reste, dans le tempérament des Italiens; et tant que l'élément piémontais dominera parmi les chefs de l'armée, les tentatives d'émeute, s'il y en a, seraient promptement réprimées.

Je ne crois pas cependant que l'unité italienne ait de profondes racines, et parmi mes nombreuses connaissances dans le parti unitaire, je ne connais personne ayant une foi bien robuste dans la durée de l'état de choses

actuel. J'entends chaque jour des hommes sérieux, appartenant au gouvernement de Victor-Emmanuel, des sénateurs, des députés, obligés de reconnaître que nous marchons à l'anarchie, à la république, à la Commune. Pourquoi? ils n'en savent rien. C'est un pressentiment ; ils sont mal à l'aise dans Rome et ils sentent qu'ils n'y sont pas *per sempre*, malgré l'assurance des discours de la Couronne. N'est-ce pas vraiment curieux de voir les vaincus du Vatican certains de l'avenir, et les vainqueurs du Quirinal inquiets et préoccupés du lendemain. Attendre et prier, tel est le secret de la force du Vatican. Notre ami, M. Louis Teste, dans son charmant volume *Notes sur Rome et l'Italie*, apprécie avec une grande sûreté de vue cette situation de la Royauté italienne en face de la Papauté. Vous avez ce livre sur votre table, relisez cette page (1), elle est remarquablement bien pensée

(1) « — Pour nous, continua le cardinal, nous attendons. Nous n'ignorons pas la puissance de la patience, c'est-à-

et devrait être méditée chaque jour par les hommes d'État italiens.

Puisque je vous ai parlé des pressentiments sinistres qui troublent parfois la quiétude de nos gouvernants, laissez-moi vous indiquer à l'horizon italien quelques points noirs pouvant justifier les craintes des unitaires et faire prévoir la dislocation de cette création napoléonienne, dans un avenir assez rapproché.

Le ministère Lanza, renversé par une

dire de l'opportunité. Et puis, nous prions : nous avons foi en la Providence. »

Il y a un sens profond dans ces mots. Toute la politique religieuse y est contenue. L'Église peut attendre. Voilà dix-huit siècles que ses racines ont fouillé tout le sol de l'Europe et ce n'est pas en dix ans, ni en vingt, ni en cinquante qu'elles seront frappées de stérilité. L'organisation de l'Église lui donne cette immense supériorité sur les gouvernements les plus forts : pouvoir attendre patiemment l'opportunité. Comprenez-vous la force de résistance que la Papauté opposera à la Monarchie de Savoie, en lui refusant son alliance religieuse, en un pays profondément catholique? Comprenez-vous l'épée terrible qu'elle suspend, par un fil, au-dessus de la tête du roi, en lui disant : « Eh bien ! non, je ne mettrai pas ma main dans la tienne, ni dans la

alliance momentanée de la gauche et de la droite, était un ministère centre gauche; il a vécu quatre ans, soutenu par la droite qui craignait un ministère Rattazzi, et combattu mollement par la gauche qui n'était pas assez nombreuse pour le détruire. C'est M. Minghetti que le roi a appelé à former un nouveau cabinet dont les noms viennent de paraître dans la *Gazette officielle* du royaume.

MM. Visconti-Venosta, Scialoia, Ricotti,

main de ton fils Humbert, ni dans la main de ton petit-fils, le prince de Naples. Je resterai cent ans, s'il le faut, prisonnière au Vatican. S'il le faut encore, je rentrerai dans les catacombes célébrer mes mystères. Mais le monde ne serait plus le monde, s'il se figeait en une statue de sel, si quelque révolution ne minait ton trône, si tu ne perdais ta couronne dans quelque coalition malheureuse, si quelque ennemi ne prenait fantaisie de descendre dans les riches plaines lombardes et de monter au Capitole! J'attendrai. Et l'occasion fût-elle toujours cette déesse chauve qui n'a qu'une mèche de cheveux, ne lui restât-il même qu'un cheveu, je m'en emparerai au passage! » Comprenez-vous qu'aucun gouvernement, qu'aucun roi, qu'aucun tribun ne possède une pareille force d'inertie, de perpétuité et d'espérance?

conservent leurs portefeuilles; M. Minghetti a la présidence du conseil et le portefeuille des finances; quant aux autres noms, ils sont pris dans la droite parlementaire, sauf M. de Saint-Bon, ministre de la marine, qui n'est, je crois, ni député ni sénateur. Ce ministère n'est pas destiné à une longue vie, aucun journal ne consent à le prendre sous sa protection; et l'*Opinione*, elle-même, qui est le protecteur-né de tous les cabinets, publiait ces jours derniers un article dans lequel elle déclare que le ministère n'existe que par la nécessité d'avoir un ministère pour administrer le pays.

M. Minghetti et son parti correspondent à ce qui s'est appelé en France le parti de la République conservatrice.

MM. Thiers, Casimir Périer, etc., acceptent la République, parce que, disent-ils, la monarchie n'est pas possible en France; de même MM. Minghetti et consorts acceptent la prise de Rome et toutes ses conséquences, parce que, disent-ils, il eût été impossible de s'op-

poser au vœu unanime de la nation. (Lisez de la secte.)

M. Minghetti sait cependant très-bien à quoi s'en tenir sur les véritables aspirations de la majorité du peuple italien, et il n'ignore pas que le crime du 20 septembre est le triomphe de la minorité ; mais il accepte les faits accomplis ; et comme M. Thiers, il compte sur son habileté et sur son éloquence, pour enchaîner la révolution, et lui tracer les limites qu'elle ne doit pas franchir.

Pauvre M. Minghetti ! son illusion ne sera pas de longue durée ! Et si, comme on le prétend, il dissout la Chambre au mois de novembre, dans l'espoir de reconstituer la *Consorteria* sur des bases plus solides et avec des éléments plus nombreux, les électeurs *votants* enverront à la Chambre des députés plus révolutionnaires que ceux qui siégent aujourd'hui au Monte-Citorio.

M. Minghetti devra céder la place à M. Depretis, chef du centre gauche et de la

Permanente piémontaise ; celui-ci sera détrôné à son tour par M. Sella qui va s'essayer, je crois, dans le rôle de feu M. Rattazzi, en s'efforçant de rallier et de discipliner la gauche et l'extrême gauche ; puis enfin il faudra laisser arriver au pouvoir M. Mancini, qui paraît être décidément le candidat préféré de la Prusse.

Ce jour-là, c'en est fait de l'unité de l'Italie ; ce sera le triomphe de la secte napolitaine, et vous ne tarderez pas à en apprendre de belles. Lorsqu'il sera sérieusement question d'un ministère Mancini, vendez tout de suite les fonds italiens que vous auriez l'imprudence de posséder ; et si vous voulez gagner de l'argent, mettez-vous hardiment à la baisse sur toutes les valeurs italiennes, ce sera le commencement de la fin.

Ne vous occupez pas de la couleur de ce ministère ; s'il est formé avec les hommes de la droite ou avec ceux de la gauche ; ce sera indifférent à la solution. Vous pouvez prendre au hasard MM. Mancini, de Vincenzi, de Falco,

San Donato, Lazzaro, de Martino, Bonghi, Nisco, Nicotera, d'Ayala, Scialoia, etc., etc., tous sectaires napolitains qui siégent, les uns sur les bancs de la droite, les autres sur les bancs de la gauche ; mettez leurs noms dans un sac et tirez au sort, vous aurez un ministère homogène et parfaitement d'accord pour achever l'Italie.

Une fois le Pape chassé de Rome, un des premiers projets de loi de ce ministère sera le transfert de la capitale à Naples ; c'est là que commencera la lutte entre Napolitains, Piémontais, Lombards et Toscans ; et comme ni les uns ni les autres n'aiment les coups, ils se sépareront *peut-être* à l'amiable, en proclamant *la République fédérative italienne*, qui leur permettra de rétablir des *gouvernements provisoires* à Naples, à Rome, à Florence, à Turin, à Milan, à Venise, à Modène, à Parme, etc., etc. Chaque ville voudra le sien. Arrivée à cette période, je n'ai pas besoin de vous indiquer comment finira l'Italie ; nous

connaissons, hélas! le gâchis et le désordre des républiques latines.

Voici une première solution de l'unité italienne; elle est moins fantaisiste que vous pourriez le croire, et elle serait loin de me déplaire, car elle amènerait promptement la *Confédération monarchique italienne*.

Mais, me direz-vous, le roi Victor-Emmanuel ne peut-il éviter ce ministère napolitain?

Difficilement; les Napolitains ont été, jusqu'à présent, éloignés le plus possible des affaires; on leur a livré quelques ministères tels que l'instruction publique, le commerce et la justice; ils en ont profité pour peupler les tribunaux de juges choisis pour absoudre les voleurs, mais cela n'est pas suffisant, et ils murmurent de n'avoir jamais été appelés à s'asseoir au grand banquet de la nation. Or, MM. les Napolitains savent fort bien qu'il ne reste plus grand'chose à dévorer; ils veulent donc absolument arriver au pouvoir avant que tout soit achevé, et que la nouvelle loi de spo-

liation des propriétés religieuses de Rome ait été exploitée par les Piémontais. Les Napolitains sont nombreux à la Chambre, et, en s'alliant avec les hommes de l'extrême gauche, ils peuvent avoir la majorité d'autant plus facilement que les députés de la haute Italie n'apparaissent aux séances du Parlement qu'à de rares intervalles, et seulement lorsque les intérêts de leur clocher sont en jeu. On peut donc prévoir avec certitude dans un temps plus ou moins rapproché, l'avénement d'un ministère napolitain.

Ce dénoûment est fatal; et si Victor-Emmanuel pouvait se rendre compte de la situation de son royaume, il verrait l'Italie gouvernementale menacée par tous les éléments de dissolution; tandis que la véritable Italie cherche à secouer le joug de la secte et à former un faisceau de conservateurs catholiques qui pourra sauver le pays aux jours du danger.

CHAPITRE XIV.

L'Italie municipale. — Retour offensif du parti catholique. — Nullités des fonctions préfectorales. — Importance des maires. — Les finances italiennes. — M. Sella et les compagnies de chemins de fer. — L'Italie et la Prusse. — Traité de *garanties:* Rome et l'Alsace. — Revendication de Nice et de la Corse. — La Prusse envoie en Italie des sous-lieutenants instructeurs. — La Prusse n'est pas prêteuse.

Je vous ai raconté plus haut que les municipes sont entre les mains des hommes de la secte ; c'est encore vrai dans la plupart des villes ; mais il s'opère dans les esprits, depuis un ou deux ans, un mouvement municipal réactionnaire qui n'est pas sans inquiéter le gouvernement central.

Les catholiques ne pouvant faire partie du Parlement sans voir leurs sentiments religieux

froissés par toutes les lois votées contre l'Église, avaient, depuis 1860, complétement abandonné aux sectaires les urnes électorales, soit dans les élections politiques, soit dans les élections municipales ; il en est résulté que les municipes sont composés de conseillers payant peu d'impôts et prodiguant avec largesse le fonds des communes en illuminations, en souscriptions patriotiques et en voyages politiques.

Les propriétaires, fort ennuyés de faire tous les frais des réjouissances nationales, se sont entendus avec l'autorité ecclésiastique, et ont été autorisés à prendre part aux élections municipales. Le résultat des élections était facile à prévoir, et partout où les catholiques, secouant leur apathie, ont été voter, leur liste a triomphé : Naples, Modène, Parme, Vérone, etc., ont déjà des municipes expurgés ; et si, à Rome, le gouvernement n'avait pas vingt mille employés de l'État, nous aurions remplacé nos conseillers du 20 septembre.

Ces élections municipales constituent un

échec considérable pour le gouvernement, car malgré tout ce qui s'est dit et imprimé sur l'unité de l'Italie, il n'en est pas moins vrai que le pays est resté *municipal*, et que le pouvoir central, obligé de subir les exigences des provinces, des villes et des campagnes, devra désormais compter avec l'élément catholique qu'il croyait écrasé à tout jamais.

En Italie, le préfet d'une province est un petit personnage, tandis que le maire d'un chef-lieu est tout-puissant. Demandez à un Florentin le nom de son préfet, personne ne le connaît et ne sait seulement où il habite ; mais si vous parlez du maire, tout le monde s'incline devant la personnalité de M. Ubaldino Perruzzi. Vous voyez donc qu'une fois le pouvoir municipal entre les mains des conservateurs catholiques, ils auront reconquis une grande force, et seront prêts à reconstituer politiquement l'Italie, le jour où le gouvernement actuel aura été renversé par ceux mêmes qui l'ont élevé.

Je m'aperçois que cette lettre prend les pro-

portions d'une brochure; je vous signale donc simplement parmi les symptômes de décomposition de l'Italie le déplorable état de ses finances; c'est un fait assez connu de tout le monde pour n'avoir pas à vous en démontrer l'évidence.

L'avénement du ministère Minghetti a été salué à la Bourse de Paris par une baisse sur les fonds italiens; ce n'est que justice, et la chute de M. Sella est une de ces inconséquences par lesquelles se signalent les gouvernements parlementaires, lorsque les Chambres n'obéissent qu'à leurs passions et ne sont pas guidées par l'amour du pays. Je n'ai aucune estime pour l'ex-ministre Sella qui, en politique comme en finances, est un homme sans principes et sans foi ni loi ; mais je reconnais qu'il est le seul de tous les hommes politiques italiens et de tous les ministres des finances, ayant osé faire rentrer les impôts et braver l'impopularité de cette mesure; il a en outre su mettre un frein aux demandes d'argent

exagérées des divers ministères, et refuser aux Napolitains de dépouiller l'Italie au profit des provinces méridionales.

J'ignore ce que va faire M. Minghetti ; mais à moins d'un emprunt, je ne vois pas comment il pourra trouver de l'argent pour contenter à la fois la Prusse qui veut une armée, et les députés qui ne veulent pas déplaire à leurs électeurs en votant de nouveaux impôts, tout en demandant des subventions : pour de nouveaux chemins de fer, pour des ports (le port de Tarente), pour des travaux publics de toute espèce qu'ils font concéder à leurs amis et à leurs associés.

Je ne serais pas étonné qu'un des expédients de M. Minghetti fût l'aliénation des douanes entre les mains d'une compagnie fermière ; on a déjà vendu les chemins de fer de l'État piémontais, aliéné les sels et les tabacs ; il ne reste que les douanes avec lesquelles on puisse battre monnaie : je ne fais pas entrer eu ligne de compte les biens de l'Église de la

province de Rome, ce sera la proie des frères et amis, il n'entrera rien du produit de cette vente dans les caisses de l'État.

M. Sella avait eu une idée qui sera sans doute poursuivie par son successeur : c'était de ruiner et d'acheter les chemins de fer dont la plus grande partie des actionnaires sont Français.

Le procédé était des plus simples ; il est en voie de réussite pour les chemins de fer romains, et il devait être ensuite tenté aux chemins de fer lombards. M. Sella, d'accord avec le conseil d'administration des chemins de fer romains, composé de sénateurs et de députés à gages, a obtenu facilement de ces messieurs de gaspiller tous les revenus de cette compagnie ; ceci fait, on a démontré aux actionnaires qu'ils étaient ruinés, et ce bon M. Sella a consenti à échanger une action de cinq cents francs contre un titre de rente italienne de sept livres cinquante centimes. L'État deviendra de la sorte propriétaire d'un magnifique réseau de chemins

de fer, sans grande valeur aujourd'hui, mais qui, dans une dizaine d'années, vaudra près d'un milliard et servira à combler les déficits qu'on compte accumuler jusque-là.

Laissons M. Minghetti devant ses caisses vides, et voyons ce que son compère, M. Visconti-Venosta, complote contre la France.

Le gouvernement italien s'est jeté complétement dans les bras de la Prusse; et pendant l'hiver de 1873, un traité d'alliance offensive et défensive a été signé entre les deux puissances; par ce traité, la Prusse et l'Italie se garantissent réciproquement *Rome* et l'*Alsace.* C'est donc l'alliance contre la France, et chaque jour les journaux de toute couleur, simulant la crainte d'une attaque de la France, engagent le gouvernement italien à tenir sa poudre au sec et à se préparer à soutenir une invasion française. Les hommes d'État qui gouvernent l'Italie savent cependant très-bien à quoi s'en tenir sur la situation de la France; ils n'ignorent pas que cette puissance est hors d'état de

songer avant longtemps à la guerre ; mais il entre dans les plans de la politique italo-prussienne d'exciter le peuple italien à la haine des Français, de préparer petit à petit la question de la revendication de Nice et de la Corse et de se ménager ainsi un *casus belli* d'occasion.

Ne nous laissons tromper ni par l'attitude pacifique de la Prusse, ni par les protestations hypocrites de l'Italie : ces deux puissances sont étroitement unies contre la Papauté et contre la France ; et notre réorganisation militaire ne sera pas achevée que vous verrez soulever la question de Nice, probablement sous le prétexte que Garibaldi voudra être encrotté civilement dans sa ville natale, *terre italienne*.

Modérez donc l'ardeur de quelques-uns de nos amis qui ne rêvent que croisades en Italie; et au lieu de songer à attaquer, songeons à nous défendre.

La France, vis-à-vis de l'Italie, ne peut

avoir qu'une attitude pacifique mais réservée ; son honneur ne lui permet pas d'avoir de l'amitié et de l'intimité avec le gouvernement de Victor-Emmanuel ; elle dirait même qu'elle y aspire qu'on ne la croirait pas.

L'armée italienne s'organise sur le système prussien ; cet hiver j'ai rencontré à Bologne, à Pise et à Florence, un grand nombre d'officiers allemands en bourgeois et des sous-officiers en uniforme ; j'ai demandé ce que faisaient en Italie ces sous-officiers, et la personne à laquelle je m'adressais, qui devait être bien renseignée, m'a répondu, en souriant, que la Prusse avait envoyé cinquante sous-officiers étudier l'archéologie et la géologie (*sic*).

Ces sous-officiers géologues sont des instructeurs qui parcourent les casernes, avec la mission d'instruire les sous-officiers italiens, et de rendre compte aux officiers allemands du degré d'avancement des soldats dans l'application des manœuvres prussiennes.

Il semblerait que le rapport qu'ont dû faire

les officiers allemands à leur entrée à Berlin, n'a pas été très-favorable à l'armée italienne, car, à peine le maréchal de Mac-Mahon était-il appelé à la présidence du gouvernement français, que M. de Bismarck, craignant de perdre l'appui des radicaux français, envoyait en toute hâte, à Milan, le prince héréditaire d'Allemagne, afin de laver la tête du prince Humbert et de l'engager à pousser avec plus d'énergie la réorganisation de son armée. Le prince Humbert s'est excusé sur le manque d'argent ; la Prusse, qui n'est pas prêteuse, a fait la sourde oreille et s'est contentée de promettre un nouvel envoi d'instructeurs pour l'hiver prochain.

CHAPITRE XV.

Le gouvernement *réparateur* de Victor-Emmanuel. — Le progrès en Italie. — Progrès matériel. — Il est moindre en Italie qu'ailleurs. — Il est dû aux gouvernements antérieurs à la fondation de l'unité italienne. — Les impôts nouveaux. — Les maremmes de Toscane rendues à la *malaria*. — Un *carbonaro* a régné en France pour la plus grande gloire de l'Italie et de la Prusse.

Cette lettre prend décidément les proportions d'un volume; je ne puis cependant pas la terminer sans répondre à une apostrophe des libérâtres italiens et des Français italianissimes.

« Vous pouvez blâmer certains actes du gouvernement italien, me disent ces personnes, mais vous ne nierez pas que l'Italie est en progrès depuis qu'elle a secoué le joug de ses anciens tyrans et qu'elle est unifiée sous

le *gouvernement réparateur* du roi Victor-Emmanuel. »

Depuis le temps qu'on nous parle de progrès, il serait désirable qu'on voulût bien nous donner une signification exacte de ce mot. Je sais que nos adversaires politiques disent qu'un peuple *est en progrès,* lorsqu'il arrive à ne plus croire en Dieu, et à ne reconnaître en politique que la loi du plus fort. Sous ce rapport, je reconnais que, depuis treize ans, le gouvernement italien a tout fait pour enlever aux populations leur foi religieuse et politique; rien n'a été négligé : la fermeture des écoles catholiques, l'instruction laïque, la diffusion des mauvais livres et des mauvais journaux, la persécution même; le gouvernement a tout mis en jeu; mais grâce à Dieu, la foi était tellement enracinée dans l'âme de cet excellent peuple, qu'elle a pu résister au travail de la secte; et malgré le mal inévitable qui a été fait, la majorité du pays est restée profondément *croyante* et *pratiquante*.

Quant au *progrès matériel* qui doit s'entendre de l'augmentation de la fortune publique, de l'amélioration des conditions des populations agricoles et ouvrières, du développement de l'industrie et de l'agriculture, ce *progrès* a été obtenu plus ou moins dans l'Europe entière, depuis vingt-cinq ans, par les chemins de fer, par la navigation à vapeur et par l'extension de toutes les voies de communication qui ont créé ce grand mouvement industriel et commercial dont notre génération s'enorgueillit à juste titre, et dont la gloire doit remonter aux souverains qui, par leur initiative, ont doté leurs pays de ces puissants instruments de travail.

Qu'ont donc fait les pygmées de la révolution italienne au point de vue du progrès matériel? Les chemins de fer piémontais et lombards-vénitiens existaient en 1859; tous les autres chemins de fer de la Péninsule étaient construits ou en pleine construction, lorsque les anciens souverains ont été détrônés; j'en

excepterai le réseau des provinces napolitaines, qui était sur le point d'être concédé par François II en 1860, et qui ne l'a été qu'en 1863 par le gouvernement italien. Ah! pardon, j'allais oublier les chemins de fer des maremmes toscanes concédés par *l'honnête* Ricasoli, à la condition que la compagnie concessionnaire lui payerait 80,000 piastres d'un petit bois traversé par ce chemin de fer !

Quelles sont les routes dues à l'initiative du gouvernement réparateur?

A part quelques kilomètres de routes, construits à un prix de revient excessif dans le royaume de Naples et dans la Sicile, je ne vois aucune amélioration dans le réseau de nos voies de terre; il est vrai que les souverains dépossédés n'avaient rien négligé sous ce rapport et qu'ils ont laissé peu de choses à faire à leurs successeurs.

L'ouverture des chemins de fer concédés par les gouvernements des grands-ducs et des

prêtres a donné en Italie le résultat que donnent partout ailleurs les grandes voies de communication; les produits agricoles consommés à vil prix dans certaines contrées avant l'établissement des chemins de fer, ont doublé de valeur lorsqu'ils ont pu être transportés facilement et à bon marché d'un bout à l'autre de la Péninsule; les produits étrangers qui ne pénétraient qu'à grands frais dans le centre de l'Italie, se vendent actuellement au même prix à Bologne et à Gênes; et chaque hiver de nombreux étrangers, attirés par la facilité des voyages, viennent semer leur or dans les grandes villes. Au milieu de cette prospérité dont tout le monde devrait profiter, quel est le rôle du gouvernement? Il s'empresse de percevoir, sous forme d'impôt, tout l'accroissement de richesse des populations, de sorte que les propriétaires, les industriels, les agriculteurs et les ouvriers ne sont pas plus riches aujourd'hui qu'il y a dix ans; toute la plus-value de la propriété et de la main-d'œuvre étant

versée dans les caisses de l'État pour servir aux dilapidations de nos gouvernants. Voilà où en est *le progrès* matériel en l'an de grâce 1873.

Voulez-vous d'autres exemples de l'impuissance des sectaires?

En Toscane, les grands-ducs avaient entrepris une œuvre gigantesque, celle de la bonification des maremmes toscanes, et, en 1859, lorsque le grand-duc Léopold a cédé sa place à *l'honnête* Ricasoli, il avait assaini et livré à l'agriculture cent kilomètres de côte entre Livourne et San Vincenzo.

Le Gouvernement italien s'est bien gardé de continuer l'œuvre des grands-ducs ; ne valait-il pas mieux employer les millions du Trésor à payer la presse révolutionnaire de l'Europe et à solder tous les traîtres et les conspirateurs aidant à la conquête de Rome, plutôt que de dépenser cet argent à la conquête d'un vaste territoire inculte et inhabité? Le Gouvernement italien n'a donc rien fait dans les maremmes

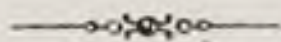
toscanes; déjà la *malaria* reparaît dans les villages voisins des contrées non assainies, et bientôt ces villages devront être abandonnés si les travaux de bonification ne sont pas repris avec activité.

Je cherche dans toute l'Italie, du nord au sud, les œuvres du Gouvernement italien, je ne vois que l'incapacité de tous ces hommes qui osent se dire les libérateurs de leur pays; et partout où je trouve *le progrès* matériel, je découvre qu'il a pris sa source dans l'initiative des princes détrônés ou dans les efforts des particuliers.

La révolution n'a su créer que le papier-monnaie; et tous nos économistes libres penseurs préparent à l'Italie unie, de nombreux désastres financiers, les assignats et la banqueroute.

Ah! mon cher ami, si, en 1859, l'Empereur s'était occupé de la France au lieu de s'occuper de ses amis d'Italie, nous n'en serions pas où nous en sommes ni les uns ni les autres; mais,

hélas! nous avions abandonné nos destinée aux mains d'un *carbonaro* qui a régné pour la plus grande gloire de l'Italie et de la Prusse.



APPENDICE

La lettre qu'on vient de lire devait terminer ce volume ; mais nous ne pouvons résister à la tentation de corroborer nos idées sur le gouvernement actuel de l'Italie, en mettant sous les yeux de nos lecteurs quelques extraits d'une brochure du célèbre socialiste P.-J. Proudhon, publiée chez Dentu en 1865 (1).

Dans cette brochure, dont nous n'approuvons ni toutes les tendances ni toutes les conclusions, P.-J. Proudhon, qu'on n'accusera pas d'être un royaliste ultramontain, reconnaît comme nous que l'Italie ne saurait à aucun titre rester unitaire et il indique *la confédération italienne*, comme devant être la solution de son organisation politique. D'après ce publiciste, « la politique se compose de « cinq éléments principaux : géographie, ethnographie, « histoire, économie politique, droits des gens. Cela veut « dire, ajoute-t-il, qu'en tout temps pour faire de bonne

(1) *Nouvelles Observations sur l'Unité de l'Italie.*

« politique, il faut tenir scrupuleusement compte de la con-
« figuration du territoire, de ses franchises et de ses servi-
« tudes, du climat, du caractère des habitants, de leur
« passé, de l'état de leur civilisation, de leurs rapports
« avec les autres peuples. »

Partant de là, M. Proudhon examine si le gouvernement actuel de l'Italie est en accord avec ces cinq éléments principaux.

Au point de vue géographique, il pose ce principe que :
« Toute agglomération d'hommes, comprise dans un terri-
« toire nettement circonscrit, et pouvant y vivre d'une vie
« indépendante est prédestinée à l'autonomie. »

Puis, passant en revue l'histoire des différents peuples qui se sont partagé le monde, il s'applique à démontrer que la liberté des peuples selon l'ordre de la nature consiste dans l'indépendance des États et leur fédération par la mer.

« La liberté, dit-il, est un don de la mer, parce que la
« mer, découpant la carte et rendant les cités indépen-
« dantes, refoule au loin dans les hautes terres, avec les
« grandes dominations, la servitude. » Et enfin il termine ce premier paragraphe par une description géographique de l'Italie comparée à la France, qui mérite d'être citée en entier.

« L'Italie est une longue presqu'île partagée dans sa lon-
« gueur par une chaîne continue de montagnes, de laquelle
« s'étendent, des deux côtés jusqu'à la mer, une multitude
« de vallées, séparées par autant de crêtes et parfaitement
« indépendantes. On dirait le squelette d'un immense cétacé.
« Constitution la plus originale et la plus décidément fédé-

« raliste qui soit au monde, puisque, autant ces petites « divisions sont rapprochées les unes des autres et à por- « tée de s'entre-secourir, autant elles sont indépendantes, « dégagées de toute entrave mutuelle.

« On comprend dans une certaine mesure, que l'ancienne « Gaule, tombée sous le glaive de César et forcée de subir « la centralisation romaine, ait gardé la forme que lui « avait imprimée la conquête. Les villes du centre ayant « besoin d'issue, l'unification semblait ici une conséquence « forcée de l'existence générale. Il fallait à Paris, Rouen et « le Havre; à Lyon, Marseille; à Toulouse, Bordeaux; à « Orléans, Nantes, et ainsi du reste. Là les grandes artères « règlent le mouvement et se commandent entre elles ; « c'est ainsi, par exemple, que la Saône et la Seine ne pou- « vaient être séparées, et que ce qui possédait la ligne de « Mâcon, Châlons, Besançon, Gray, devait finir par possé- « der la ligne adossée à la précédente, de Dijon, Auxerre, « Sens, Montereau, Melun. Mais rien de semblable n'existe « en Italie, à l'exception peut-être du bassin du Pô, dont il « n'est d'ailleurs pas impossible de faire une ligne de jonc- « tion fédérale. Là, toute ville de quelque importance tient « directement sa liberté et son autonomie de la mer, et n'a « besoin, pour ses affaires avec l'étranger, du transit d'au- « cun autre : Venise, Ravenne, Rimini, Ancône, Bari, « Otrante, Tarente, Reggio (sur l'Adriatique); Naples, Rome, « Civita-Vecchia, Florence (sur l'Arno), Gênes (sur la Médi- « terranée). A ce point de vue on pourrait créer soixante « souverainetés en Italie : C'est ainsi qu'elle vécut, du reste, « pendant de longs siècles, avant la conquête romaine. « Puis, quand arriva la chute de l'empire d'Occident,

» l'Italie ne fit pas comme la Gaule; elle ne conserva pas « cette fausse unité que lui avait imposée la conquête; elle « revint à sa constitution naturelle, et ce fut sur cette cons- « titution de l'Italie, comme sur une machine à engrenages, « que roula tout le moyen âge, de l'an 476 à l'an 1530 : tout « ce qui, pendant plus de mille ans, fit la pensée, la vie et « la liberté du monde. A l'exemple et sous l'inspiration de « l'Italie, se formèrent d'autres confédérations : la France « teutonique, les Provinces-Unies, entre l'Escaut, la Meuse « et le Rhin; la Suisse enfin, qui, reléguée dans les som- « mets des Alpes, peut être regardée comme une fédéra- « tion tronquée, dont la mer s'est retirée peu à peu.

. . . .

. . . .

« Mais qu'est-ce donc, encore une fois, que les peuples « d'Italie attendent de cette unité? L'unité c'est la servi- « tude moderne, la servitude raisonnée, mutuelle, consti- « tutionnelle. Quelle compensation à l'antique indépen- « dance?

« Tous les jours on nous parle de *frontières naturelles*. « En attendant que l'on explique ce que l'on entend par « ces deux mots : *frontières naturelles*, je dirai que la meil- « leure, la plus sûre, la plus naturelle des frontières, est « celle qui garantit aux populations qu'elle sépare la liberté « la plus complète, le *self-government* le plus absolu. Des « frontières comme celle-là se rencontrent partout en « Italie : pourquoi s'obstine-t-on à ne les voir qu'aux Alpes « et à la mer? »

Dans le paragraphe relatif à l'ethnographie de l'Italie, M. P.-J. Proudhon démontre que Victor-Emmanuel, Allo-

broge ou Savoyard d'origine, n'a rien du tout d'Italien, et quant à Garibaldi, il le remet à sa place de la bonne façon. Voici comment il le juge :

« Et Garibaldi, natif de Nice, actuellement sujet français, « quoi qu'il en dise, Garibaldi, qui tantôt est pour la répu-« blique, tantôt pour le royaume; Garibaldi hôte, commen-« sal, compère et pensionnaire de Victor-Emmanuel, qui « lui doit le royaume des Deux-Siciles, Garibaldi lui-même « est-il Italien ? Et s'il n'est pas Italien, de quoi se mêle cet « aventurier? Car enfin, d'après tout ce que nous savons de « sa vie, il est impossible de lui donner une autre qualifica-« tion. Garibaldi n'est pas plus Italien que Victor-Emmanuel; « il est de race ligurienne répandue autrefois sur toute la « lisière maritime, depuis Barcelone jusqu'à Gênes. »

M. Proudhon, après avoir passé en revue les différents peuples qui ont envahi et peuplé l'Italie, conclut en ces termes :

« On ne peut pas dire de l'Italie comme de la Gaule, de « l'Allemagne, de la Scandinavie, de la Moravie, etc., qu'il « existe un noyau de population autochthone, formant sa « nationalité. En Italie il y a des populations de toute pro-« venance, de tout caractère : au fond, il n'y a pas de race « italienne. La nationalité italienne est une fiction. Et « voilà le pays dont il a plu à quelques hommes de faire un « État à grande centralisation , un royaume unitaire, un « peuple homogène! C'est pour une semblable confusion « qu'on ose invoquer tour à tour et le principe des natio-« nalités et celui des frontières naturelles! Comme si l'unité « n'était pas, au point de vue des races, la dénationalisa-« tion! Croit-on cependant que la force secrète, inhérente

« au sol et à ses habitants, qui jadis diversifia et maintint « dans leurs caractères respectifs les peuples de la Pénin- « sule ; qui fit le religieux Étrusque, le grave Sabin, père du « belliqueux Samnite et d'une foule d'autres petits peuples ; « l'opulent et le municipaliste Cisalpin ; qui, de la fusion de « ces caractères, composa le patricial et juridique Romain ; « croit-on que cette force que trente siècles de révolu- « tions, d'oppressions n'ont point épuisée, puisqu'elle est, « comme la terre et les races, immortelle, cesse d'agir « devant le bon plaisir et les formules constitutionnelles ? « Les destinées seront-elles changées parce que l'on aura « commandé à l'Italie aux cent portes et aux cent visages « de se comporter comme si elle n'en avait qu'une demi- « douzaine, attendu que six portes et six figures sont plus « que suffisantes avec l'unité ?

. . . .

« Là, bien plus qu'en France, l'incompatibilité entre la « constitution territoriale et le système politique est fla- « grante, absolue. Faite comme elle est, ouverte à tous les « vents, divisée de nations, opposée d'attractions, l'Italie, « pour la fin nouvelle qu'on lui propose, est absurde. Ou « bien l'esprit d'indépendance immanent, indomptable jus- « que dans ses moindres parties, trouve en elle l'unité ; ou « bien, pour conserver cette unité impossible, il faudra « entourer la Péninsule d'une chemise de force, en élevant « sur ses côtes une muraille percée seulement de cinq où « six portes, et qui partant du pied de la corniche se pro- « longerait jusqu'à Reggio, pour revenir ensuite par Tarente, « Ancône et Venise, à l'Isonzo. »

Dans un troisième paragraphe intitulé : *Considérations historiques*, P.-J. Proudhon trace quelques pages ou un tableau historique des peuples et des pouvoirs qui se sont partagé la Péninsule italique depuis les origines jusqu'à l'âge moderne. Il nous montre ce pays obéissant à sa nature, posant partout son idée fondamentale, qui est le *municipalisme*, et constamment antiunitaire par la divergence de son histoire; puis enfin, il envisage le jeune royaume d'Italie aux prises avec la foi religieuse de ses populations en face de la papauté et de la catholicité.

Nous livrons aux méditations du roi Victor-Emmanuel et de son ministre M. Marco Minghetti, les pages suivantes copiées dans la brochure de M. P.-J. Proudhon; elles ne sortent pas de la plume de M. Louis Veuillot, mais de celle d'un philosophe libre-penseur, qui n'a pas cherché à flatter l'*Italianisme* de ses compatriotes.

« L'Italie est restée catholique, je suppose. Une nation « ne change ses croyances que sous l'impulsion d'une révo- « lution intérieure; et ni la Renaissance, ni la Réforme, ni la « philosophie du XVIII[e] siècle, ni la philosophie allemande, « ni la Révolution française, ne paraissent jusqu'à ce moment « avoir été de force à faire perdre aux Italiens leur foi. Il y « a en Italie des athées, des libertins, des déistes, quelques « protestants peut-être : les individus sont ce qu'ils peu- « vent; la société est demeurée catholique. Est-elle égale- « ment papiste? A en juger d'après la clameur que soulève « contre lui le pouvoir temporel, on pencherait vers la néga- « tive; en y réfléchissant, on reste dans le doute.

« En Italie, plus que partout ailleurs, la difficulté d'accor-

« der la conscience religieuse avec la constitution politique « est extrême. On conçoit parfaitement en France, en Autriche, en Bavière, en Belgique, en Pologne, en Espagne, etc., « l'État et l'Église séparés, délimités et vivant ensemble; « en Italie, c'est autre chose. Ici le catholicisme est plus « qu'une religion de l'État ou de la majorité des Italiens; « c'est l'Église mère et maîtresse de toutes les Églises catho- « liques du globe, le centre et le sommet du christianisme « orthodoxe répandu sur la terre. Or l'Italie n'a aucune « envie d'abdiquer l'honneur du souverain pontificat, scan- « dale si l'on veut de la raison philosophique et de la raison « d'État, mais gloire principale de l'Italie.

« De là, reconnaissance dans le pontife romain d'une « puissance supérieure à celle des évêques, archevêques et « cardinaux des autres pays; nécessité par conséquent, « entre l'Église et l'État, d'une conciliation ou pacte autre « qu'un simple concordat. C'est là une question de pratique « contre laquelle il ne sert à rien de rayer et de tuer. Le « catholicisme est en majorité dans l'Italie; la papauté en « est le représentant; elle a pour auxiliaire les catholiques « de tous les pays : force est donc de compter avec elle. « Les rares philosophes que possède l'Italie, tels que « M. Petruccelli della Gattina, voudraient voir le peuple avec « eux, la papauté au diable; à leur grande confusion ils ne « sont pas suivis.

« Opérer une révolution dans les croyances de l'Italie, « c'est un pouvoir qui n'a pas été donné à ses penseurs : les « choses en sont là. Ni le sabre de Victor-Emmanuel, ni la « parole de M. de Cavour n'ont été capables de trancher ce « nœud plus que gordien. On avait proposé, m'a-t-on dit,

« dans ces dernières années au Parlement de Turin, une « constitution civile du clergé. On déclama à l'envi contre « le pouvoir temporel : quand il fallut voter il ne se trouva « personne.

« Un jour, un membre du Parlement qui s'était montré « plus acharné que les autres, se présente à la communion « dans sa paroisse. Le curé, reconnaissant en lui un des « plus violents ennemis du Saint-Siége, lui refuse le sacre- « ment. Que fait l'excommunié? Il assigne son pasteur « devant le juge civil!... Ce représentant du peuple peut-il « se dire ennemi de la papauté?

« De longtemps on n'admettra chez nos voisins que, dans « un État constitutionnel dont le premier principe est la « tolérance, la loi soit athée; de longtemps l'Italie ne con- « sentira à répudier son pontificat ; elle ne se croirait plus « chrétienne. Or le pontificat n'existe qu'avec une large « part de pouvoir temporel. M. de Girardin est-il en mesure, « dans son système d'unité, d'accorder ces deux choses? « J'ai entendu Ferrari soutenir que, de même que l'Italie, en « dépit de toutes ses corruptions, n'a pas cessé d'être chré- « tienne et papiste, de même elle n'a pas non plus cessé « d'être impériale ; toujours gibeline, par conséquent, et « toujours guelfe, l'un ne va pas sans l'autre. Et l'opinion « de Ferrari paraît fondée : le jour même où l'empereur « François-Joseph lâchait la Lombardie, l'empereur Napo- « léon III était porté en triomphe, proclamé libérateur (1).

(1) Si M. P.-J. Proudhon eût écrit son livre en 1873, il aurait sans doute ajouté..... et le jour où Napoléon III tombait à Sedan, le roi de Prusse était proclamé le suzerain de l'Italie.

« C'est qu'en effet, qui dit empire, en Italie, dit, depuis « Charlemagne, protectorat, un pouvoir, qui balancé par le « pontificat limité par les franchises municipales, n'exerce « aucune autorité sur les villes, n'a le droit de leur impo- « ser ni loi ni contribution, mais est tenu par son titre de « les défendre contre leurs guerres civiles et les attaques « de l'étranger. C'est, je vous l'ai dit, ce qu'on appelle le « pacte de Charlemagne. Aujourd'hui comme il y a mille « ans, l'Italie paraît imbue de cette singulière idée : un « pouvoir qui la protége et ne lui commande pas. Sans cela « point d'Italie. Mais plus les Italiens éprouvent le besoin « de ce protectorat, plus ils s'en méfient sachant à mer- « veille qu'en politique celui qui protége est le maître. »

Et dans ce même paragraphe M. P.-J. Proudhon ajoute :

« Avant tout, l'Italie tient à ses libertés régionales et « municipales; elle est fédéraliste et ne s'en cache pas. »

Nous détacherons une seule phrase du paragraphe traitant de la *Question politique et économique:* M. Proudhon, en 1865, avait parfaitement pénétré le mobile des unitaires Italiens; et la situation financière de ce pays en 1873, justifie complétement la manière de voir de l'économiste français :

« L'Italie a été comme la France, comme toutes les nations « modernes, piquée de la tarentule de l'agiotage. Ce qu'a « voulu la bourgeoisie italienne, à l'instar de celles qu'elle « a prises pour guides et pour modèles, ç'a été de faire de « l'argent, *make money*, beaucoup d'argent; ç'a été le rêve « impie d'escompter ses richesses naturelles dans le plus « bref délai, sans souci des générations futures, comme

« nous faisons nous-mêmes, surtout depuis 1830, et encore « plus depuis 1852; comme font aujourd'hui tous les peu- « ples, sous l'instigation du molochisme judaïco-britan- « nique. »

Dans sa conclusion M. Proudhon, fidèle à ses principes républicains, n'admet qu'à titre provisoire l'organisation fédérale des États italiens et monarchistes en états constitutionnels; pour lui le but à atteindre est la démocratie fédérative, et il convie à ce régime la France et l'Italie.

JOURNAL D'UN DIPLOMATE EN ITALIE

NOTES INTIMES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

Par M. Henry D'IDEVILLE

Rome 1862-1866

Un volume in-18 jésus

M. d'Ideville vient de publier le deuxième volume de son *Journal d'un diplomate en Italie*, relatif au séjour qu'il a fait à Rome, de 1862 à 1866. Le jeune diplomate qui avait vécu à Turin dans l'amitié du comte de Cavour et qui avait goûté l'existence agréable de Milan, quittait en 1862 notre légation à la cour piémontaise. Il renonçait en même temps à Satan, à ses pompes et à ses œuvres. Il se mariait. M. Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères, lui envoyait à cette occasion, pour joindre à la corbeille de noces de la charmante compagne qu'il s'était choisie, un brevet de secrétaire de deuxième classe à l'ambassade de France auprès du Saint-Siége. Bientôt après, vers les derniers jours de l'année, le nouveau ménage mettait à la voile pour les chaudes rives du Poniente.

La première partie du livre de M. d'Ideville est consacrée à peu près tout entière à ce voyage intime. Son bonheur conjugal, les enchantements de sa jeune femme, ouvraient son âme à toutes les séductions de l'Italie. Il ne contemplait pas un site, sans le décrire le soir même sur ses tablettes, du ton épanoui de l'homme heureux. Il n'admirait pas une toile, qu'il ne marquât l'impression qu'il en avait ressentie. Ses notes sont d'un esprit très-accessible aux beautés naturelles ou artistiques; et leur forme a ce tour spirituel et pittoresque qui attira l'année dernière une si vive attention sur son *Journal d'un diplomate à Turin*. Mais elles sont plutôt les souvenirs de ses premiers jours de mariage que des remarques politiques.

Une fois installé à Rome, à la villa Torlonia, si poétiquement abritée sous les remparts d'Honorius, et que M. d'Ideville peint en des pages extrêmement jolies et joyeuses, la vie du secrétaire d'ambassade revêt un autre caractère. Mme d'Ideville était fêtée par notre colonie, par le monde diplomatique et la société romaine. Chacun s'empressait de bien accueillir les nouveaux venus. C'était pour M. d'Ideville ample matière à observations. La Rome d'alors avait une manière d'être qui paraissait bizarre au premier abord, mais qui devenait douce et attachante à l'âme. Cette grande Rome pontificale, avec ses solennités religieuses, ses prélats, ses grands seigneurs, ses palais dont on respectait les teintes sombres, son silence et sa sévérité, avait un aspect qui surprenait, puis qui répandait dans l'être entier une sérénité si parfaite que l'étranger se sentait là au cœur de sa patrie. Hélas! Rome n'est plus dans Rome. M. d'Ideville la reconnaîtrait à peine s'il la voyait aujourd'hui telle que

les Piémontais l'ont faite. Pie IX, auquel le secrétaire d'ambassade témoigne une admiration sans bornes, est prisonnier au Vatican. L'Église en deuil n'a plus de fêtes. Une armée de fonctionnaires grouille au Corso, là où passaient autrefois les processions en grande pompe. Sa villa elle-même est entourée des ruines que le canon des buzzuri a faites dans la villa Bonaparte et les vieux murs qui partent de la Porta-Pia en longeant les gais bosquets de palmiers et d'orangers, sous l'ombre desquels il a vécu.

M. d'Ideville ne pourrait plus aujourd'hui peindre les vieilles mœurs romaines. Ces salons, dont il a tracé si finement l'esquisse, sont fermés. On ne reçoit plus qu'à la dérobée chez les Borghese, les Rospigliosi, les Salviati, les Altieri, les Aldobrandini et les représentants de l'aristocratie papale, que les italianissimes ont écartés des affaires, ainsi que le clairvoyant observateur le prédisait à l'époque à ceux des princes romains qui aspiraient à voir la couronne d'Italie primer dans Rome la tiare des papes. L'antique cité a pris un aspect moderne, presque les allures démocratiques d'une ville d'industrie.

Mais au temps où M. d'Ideville habitait la Via Pia, Rome la vraie existait encore. C'est elle que le diplomate a étudiée sur le vif et dont il raconte agréablement les grandeurs et les défauts. Elle avait une physionomie tout à fait particulière et propre à séduire un tempérament tel que le sien. M. d'Ideville est l'homme le plus avide d'observations qu'il y ait au monde. Tout son esprit est en souffrance, lorsqu'il ignore le plus petit détail d'une situation ou qu'il aperçoit sur une figure l'ombre la plus légère. Il aime à voir tout au jour ; et pour crever les nuages, il possède une adresse et

une persistance étonnantes. Il tourne autour de son personnage, lui porte des coups droits, fait une feinte, interroge et répond lui-même, tout cela avec une bonhomie élogieuse qui délie les langues les plus réservées. Il ne perd pas un trait, pas un geste, pas une syllabe de son interlocuteur. Il a même le don de suivre deux conversations à la fois et serait bien capable d'en deviner une troisième. Lui-même raconte dans son livre que, causant un jour avec le roi de Naples, il écoutait d'une oreille les paroles que la reine adressait à sa femme. Afin même qu'il n'oublie rien de ce qu'il a observé et entendu, il note tout sur son calepin, avec une minutie, une vérité, une originalité, qui font de son journal un roman vrai des plus intéressants.

Le style de M. d'Ideville ne procède point par périodes ni par inversions savantes. La phrase est concise, claire, toujours en relief. Elle a une finesse pénétrante. En quelques coups de plume, l'auteur brosse un portrait, vide un diplomate ou déshabille une grande dame. Il avait à exercer sa verve sur une galerie nombreuse. Aussi son livre est tout plein de charmants médaillons où l'on voit vivre les Romains et les Romaines, qui fleurissaient sur les bords du Tibre il y a huit ans. Les portraits du duc de Saldanha, du peintre Schnetz, de M. Carolus, de Mgr de Falloux, de Mgr Bastide, sont des modèles. Celui de Mgr de Mérode est d'une ressemblance également frappante. Nous reprocherons peut-être à M. d'Ideville que son amitié pour le proministre des armes l'ait rendu un peu sévère pour le cardinal Antonelli, rival de l'archevêque de Mitylène au Vatican.

Nous regrettons bien davantage que M. d'Ideville ne se soit pas trouvé à Rome sur une scène politique aussi active que celle de Turin, dont il nous a donné de si précieux mémoires. Notre diplomate n'avait pas de figure aussi saillante à étudier que la figure de M. de Cavour. Il n'était plus au cœur de cette vaste conspiration dont il avait suivi avec tant de sagacité les fils et les trames au Palazzo Reale. Rome était calme. Son investissement par l'unité italienne se resserrait chaque jour. Mais de la Porta Pia à la Porta San Sebastiano, le soleil se levait tous les matins sur le même horizon paisible. Le lecteur ne trouvera donc pas dans le journal de Rome l'abondance d'observations politiques qu'il a trouvée dans le journal de Turin.

Cependant, ce nouveau volume contient des renseignements curieux sur le rôle des trois ambassadeurs qui ont passé au palais Colonna pendant le séjour de M. d'Ideville : nous parlons du prince de La Tour-d'Auvergne, du comte de Sartiges et du marquis de La Vallette. Leur caractère est fort bien tracé. M. d'Ideville avait voué une affection sincère au prince de La Tour-d'Auvergne, et une antipathie qu'il ne dissimulait pas, au marquis de La Valette. C'est là encore un des traits de M. d'Ideville : il aime et il déteste ouvertement.

Bien que notre ambassade n'eût pas sous les yeux un spectacle bien mouvementé, son secrétaire ne laissait pas d'observer les événements qui se précipitaient. La mission du cardinal de Bonnechose à Rome ; les préoccupations de la cour pontificale au sujet de la convention de Septembre ; l'agitation des esprits en Piémont, après le vote par le Parlement du transfert de la capitale à Florence ; le voyage

étourdi de M. de Persigny dans la Ville éternelle; l'intempérance de langage du marquis de La Valette et les frivolités diplomatiques de la marquise s'émoussant contre la froideur ironiquement polie du cardinal secrétaire d'État, sont exposés par M. d'Ideville en des pages piquantes.

On a blâmé M. d'Ideville d'avoir publié ses souvenirs. Chacun juge ce fait comme il l'entend. Ce qui n'est pas douteux, c'est que peu de jeunes diplomates emploient aussi utilement leurs loisirs. Peu ont montré sa prévoyance. Ce qui est tout à fait honorable, surtout par ce temps de variations, c'est que M. d'Ideville n'a pas changé de sentiments dans les affaires d'Italie, alors même que la papauté, à laquelle il est dévoué, a vu sa fortune passer aux mains du roi Victor-Emmanuel. Il est resté ce qu'il était, fidèle à Pie IX. Il croit à ce qu'il croyait, à la fragilité d'un royaume fondé sur la révolution. Nous avons dit nous-même dans nos *Notes sur Rome et l'Italie*, ce que nous en pensions. Nous nous séparons de M. d'Ideville sur le désir qu'il forme de voir la confédération italienne succéder à l'unité italienne. Nous nous garderons de ce désir. Nous aimons mieux à nos portes une confédération qu'un État un; mais nous préférons les petits États à une confédération.

Louis Teste.

(*Journal de Paris*, 5 juin 1873.)

JOURNAL D'UN DIPLOMATE EN ITALIE

NOTES INTIMES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

Par M. Henry d'IDEVILLE

Turin 1859-1862

Un volume in-18 jésus

La diplomatie française a été pendant près de trois siècles l'honneur de notre pays, sa gloire la plus pure et la moins contestée. En dehors de son œuvre politique inscrite dans les traités d'alliance et les traités de paix, elle exerçait un autre ministère, aussi favorable aux intérêts de la France et non moins fécond. C'est par elle que l'influence française a pénétré les cours, qu'elle est allée grandissant dans le monde et s'est successivement imposée aux sociétés. Notre diplomatie portait et faisait goûter à l'étranger les meilleures qualités de notre génie ; elle en était l'initiatrice et la gardienne, et c'est, en grande partie, par elle que l'esprit français a fait la conquête du monde plus glorieuse et surtout plus durable que les conquêtes de la guerre ; car elle survivait à nos désastres, et, au lendemain de Rosbach comme au lendemain de Waterloo, la France régnait toujours chez ses vainqueurs. Ses qualités de race ou de tradition se reflétaient dans sa langue, que les chancelleries de l'Europe lui avaient empruntée comme le meilleur instrument de leur art, langue sobre, lucide et pure, élégante en sa sim-

plicité, délicate en sa précision, exquise en ses nuances, et cet emprunt est le plus complet hommage que l'on pût rendre à sa supériorité.

Aujourd'hui, la diplomatie française n'est plus qu'un souvenir. Sa décadence a été aussi rapide que sa chute a été complète, elle est tombée le même jour et morte du même mal que notre puissance, notre gloire, notre crédit et notre honneur; c'est une ruine de plus ajoutée à tant de ruines. La décadence de notre diplomatie date du jour où le gouvernement de la France abandonna les longues et saines traditions de sa politique extérieure, et cet abandon commence à la guerre d'Italie. Cette guerre, faite pour une idée mais entreprise contre l'intérêt direct de la France, fut, en effet, la première faute de l'Empire, et le principe de tous les désastres qui l'ont suivie. L'unité italienne entraînait l'unité allemande; Solferino contenait Sadowa, et Sadowa présageait Sedan. C'est que pour son malheur et pour le nôtre, l'empereur avait des idées sincères de progrès, mais chimérique et aventureux dans ses conceptions, il avait rêvé de remanier l'Europe au profit de tout le monde. Le morcellement des États lui semblait une entrave aux relations internationales, et il inventa le principe des grandes agglomérations sans prévoir que l'application de ce principe allait créer autant de menaces sur nos frontières. Il rêvait la paix universelle et définitive, et pour contenir la guerre dans d'infranchissables limites, il inventa le principe des nationalités sans réfléchir que ce principe entamait déjà la France et devait aboutir à son démembrement.

La lumière se fait aujourd'hui sur cette politique étrange; les révélations se succèdent, les documents abondent. Per-

sonne n'a fait encore l'histoire de la Politique française sous le second Empire. Nous sommes trop près de cette histoire, pour que cette histoire écrite dans la colère et dans les larmes soit complète et sûre. Mais déjà les matériaux s'amoncellent pour l'historien qui devra l'entreprendre. Le livre que vient de publier M. d'Ideville a surtout ce caractère. Ce n'est pas un livre de doctrine, encore moins une thèse faite après coup. Comme l'indique son titre modeste, c'est le témoignage journalier d'un homme qui avait mission de voir et d'entendre ; c'est le fruit d'observations saisies au courant des événements. L'auteur nous apprend que, suivant en cela une habitude d'enfance, il a toujours écrit sous l'impression même du moment, les faits tels qu'ils se passaient sous ses yeux. C'est à cette heureuse habitude que nous devons de connaître ces travaux rapides, vivants et véridiques, les plus intéressants et les plus sûrs que nous ayons encore des étranges pratiques de la politique italienne et de la diplomatie française, sa dupe et sa complice.

La révolution italienne préludait à ses conquêtes lorsque M. d'Ideville, nommé secrétaire à la légation française, arrivait à Turin! La paix de Villafranca venait d'être signée; un corps de notre armée occupait encore la province que nous venions de gagner à l'Italie, et déjà les portraits d'Orsini et les plus virulents pamphlets contre l'Empire s'étalaient aux vitrines de tous les libraires... touchant témoignage de la gratitude italienne! Les relations faciles que le jeune diplomate établit en arrivant, le mirent vite au courant des hommes et des choses et dès les premières pages nous pénétrons avec lui dans les coulisses de cette politique occulte et double qui tenait beaucoup moins de la

diplomatie que de la conspiration. Il n'y a pas eu dans le développement de la révolution italienne de politique proprement française. L'empereur a tout fait, ou plutôt laissé faire, car l'unité de l'Italie inquiétait son esprit autant qu'elle caressait sa chimère. Il ne l'a pas voulu d'un dessein ferme et prémédité; en s'associant à la politique du cabinet de Turin, il cédait au génie de Cavour et à l'entraînement des faits plutôt qu'il ne les dirigeait. C'est ce qui explique son attitude équivoque, son action occulte, indécise et parfois contradictoire que le ministre italien ou les événements pouvaient seuls forcer. Ni son ministre des Affaires étrangères, ni son ambassadeur à Turin, n'étaient dans le secret de sa pensée. M. de La Tour-d'Auvergne restait fidèle aux traditions de la politique française, et dénonçait à Paris l'ambition et les procédés de Turin. On remplaçait M. de La Tour-d'Auvergne par M. de Talleyrand, qui ne comprenait pas mieux, et M. de Talleyrand par M. Benedetti, qui comprenait trop bien. M. Walewski faisait communiquer à M. de Cavour une note comminatoire lui enjoignant de s'arrêter, et M. de Cavour répondait en montrant à notre ambassadeur stupéfait une note directe de l'empereur qui lui disait de poursuivre. C'est avec ce pauvre machiavélisme que s'est accomplie l'unification de l'Italie. N'insistons pas sur ces exemples. C'est pitié de voir à quel rôle indigne d'elle on a réduit alors la diplomatie française. Et pour quelle œuvre! Cavour est en réalité le seul auteur de l'Italie moderne. Il la fit parce que avec la volonté de la faire, il eut l'esprit aussi grand que la volonté. C'est l'esprit, en effet, qui le distingue des enthousiastes et des conspirateurs qui, depuis un demi-siècle, fatiguaient l'Italie de leurs déclamations, de leurs

trames ténébreuses et de leurs puérils symboles. Cavour n'a pas aimé l'Italie plus que ne l'aimaient Manin ou Mazzini, mais il l'aima mieux. Son patriotisme éclairé, méthodique et réfléchi au lieu de se déguiser en héros ou en carbonaro, fit de lui le plus grand politique des temps modernes; et c'est le politique, non le patriote qui rendit à son pays l'indépendance et l'unité. Cavour est, en effet, comme le dit excellemment M. E. Hervé, dans les quelques lignes d'introduction où il résume son caractère et son œuvre, « la personnification de l'homme d'État invariable dans ses desseins, simple et patient dans leur exécution, calme dans le succès, ferme dans les revers, se servant des passions mêmes qu'il paraissait servir et tournant tout ce qu'il rencontrait sur sa route, hommes et choses, vers le but unique qu'il poursuivait, l'affranchissement de l'Italie. » M. d'Ideville n'aime pas la politique de Cavour, parce qu'il la juge en Français et pressent qu'elle nous sera funeste. Mais il ne se défend pas d'admirer son génie. Il a vécu tout près du grand ministre et parfois dans son intimité. Il l'a étudié dans sa vie privée et dans ses relations familières; il a reçu de lui plus d'une précieuse confidence et recueilli de piquants jugements sur les hommes et les événements, il le suit jusqu'à son lit d'agonie et les lignes où il retrace ses derniers moments ont gardé quelque chose de l'émotion et de la stupeur que causa cette mort inattendue.

. . . .

Le diplomate sait tout voir et tout dire. Il est de cette race de curieux de bonne compagnie et d'indiscrets aimables qui, sous l'ancienne monarchie, recueillaient à la cour les miettes de l'histoire, les assaisonnaient de leur bonne

grâce et de leur esprit, et en faisaient un mets des plus délicats; qui composaient en jouant ces *mémoires* dans lesquels ils ne voyaient qu'une distraction passagère, un plaisir égoïste, le plus souvent une occasion de médire et qui sont devenus pour nous les plus précieux et les plus sûrs monuments de l'esprit français. Il en a l'observation facile et simple, la finesse naturelle, le jugement ferme et sain, le style honnête, disant sobrement et clairement ce qu'il veut dire, sans affèterie et sans grimace. Ajoutons que M. d'Ideville se trouvait sur le théâtre le plus favorable à l'exercice de ces qualités, dans la situation la plus propice pour les faire valoir, et l'on comprendra le mérite et l'attrait de ce livre, moins grave que l'histoire, mais non moins profitable, également propre à l'étude et au délassement de l'esprit. Cette analyse imparfaite ne pouvait en rendre compte ; c'est assez qu'elle inspire l'envie de le connaître.

Jules Delafosse.
(*Journal de Paris*, 24 avril 1872.)

Notre collaborateur et ami, M. le comte d'Ideville, publie en ce moment, à la librairie Hachette, la seconde partie d'une œuvre que le succès a déjà consacrée.

Deux éditions du premier volume épuisées en quelques mois, étaient un encouragement à continuer une entreprise que M. d'Ideville avait hésité à commencer. Un de ces bons apôtres comme on en a toujours autour de soi, qui, sous prétexte de vous donner un bon conseil, s'appliquent de la meilleure foi du monde à semer des obstacles sous vos pas

et se frottent les mains si l'événement leur donne raison, lui disait, — c'est un éloge de leur jugement : — « Votre nom fort honorable, estimé et apprécié dans un certain cercle, est absolument nouveau pour la foule. Lorsque deux cents ou trois cents personnes de votre monde, de vos amis, Français ou étrangers, auront lu votre livre, ce sera tout. Si, par hasard, grâce aux relations que vous pouvez avoir dans la presse, et je crains que vous n'en ayez peu, votre ouvrage parvient à passer entre les mains de quatre à cinq cents personnes, ce sera un grand succès; mais, malgré le désir que j'en ai, je n'ose prévoir ce résultat. » Les prévisions de cet excellent homme ont été déçues; à l'étranger comme en France on a lu le livre, on l'a commenté; une revue importante d'Angleterre lui a consacré une étude approfondie. Dans le monde littéraire comme dans le monde politique, il a eu les honneurs d'une discussion publique, et ce ne fut pas une affaire de camaraderie comme il arrive trop souvent. Il contenait des révélations inattendues, des pièces inédites et d'intérêt général. A l'heure qu'il est, il est devenu un document historique ; il a valu à M. d'Ideville une réputation littéraire et une autorité spéciale. Le public intelligent et lettré est beaucoup plus nombreux qu'on ne pense. Si la métaphysique et la science d'apparat lui répugnent d'instinct, les choses sérieuses, dites en bon style, sans prétention, par un homme compétent, qui ne monte pas sur une borne afin d'ameuter ses contemporains, l'intéressent à un haut degré. Le second volume du *Journal d'un diplomate* ne dément pas les promesses du précédent. On y trouve tout un ensemble de faits attrayants et peu connus, des anecdotes en grand

nombre, des notes du plus vif intérêt sur plusieurs hommes en vue ou qui l'ont été. Je ne sais rien de plus poignant que ces paroles du vieux père des chrétiens à M. et Mme d'Ideville, qui lui présentaient leur enfant à bénir à la veille de leur départ de Rome : « Tous deux, vous êtes jeunes ; pour vous la vie sera longue à parcourir. Mais sans me tromper, je crois que c'est la dernière fois que vous me voyez. Avant longtemps peut-être ne viendrez-vous pas à Rome ; alors souvenez-vous de moi et de ce que je vais dire ; répétez-le souvent à ce petit enfant dès qu'il pourra vous comprendre... Gravez profondément dans sa mémoire le souvenir de cet homme aujourd'hui devant lui, habillé de blanc. Et, quoi qu'il advienne de moi, qui ne suis rien, sachez qu'ici, là, à cette même place où je suis debout, lorsque l'enfant devenu vieux reviendra un jour avec ses fils et ses petits-fils, sachez qu'il trouvera là, toujours à cette même place, un autre homme, comme moi habillé de blanc. » Cette foi profonde dans la perpétuité de l'institution pontificale est la grande force de Pie IX et de l'Église. Les siècles s'en vont, les méchants passent et elle demeure. Le second volume du *Journal d'un diplomate* renferme aussi sur l'entourage diplomatique de Napoléon III et de Pie IX, sur le corps diplomatique à Rome, de 1862 à 1866, des renseignements précis, intimes, qui caractérisent à la fois des hommes et une situation aujourd'hui bien loin de nous.

L. Derôme.

(*Revue de France*, du 31 mai 1873.)

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

Pages.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

Pages.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

Le Mans. — Typ. Ed. Monnoyer. — Févr. 1874.